

Mission à l'ethnologie – CERCE – université Paul Valéry, Montpellier III.

LES TERRITOIRES DU PATRIMOINE

**Réinvention du « terroir » et politiques de patrimonialisation en
Couserans (Ariège-Pyrénées).**

Rapport de recherche remis à la **Mission à l'ethnologie**

Par **Arnauld Chandivert** (doctorant en ethnologie, CERCE – centre d'études et de
recherches comparatives en ethnologie –, université Paul Valéry, Montpellier III.)

Mars 2007.

Table des matières :

Avant-propos

A : Notes sur les conditions de la recherche

B : Rapport de recherche

Introduction : futur antérieur

I : Le patrimoine rural dans son champ.

A : Le « pôle académique » et ses évolutions.

1 : L'association des amis de Saint-Lizier et du Couserans

2 : Evolutions patrimoniales

B : Le terroir réinventé

1 : Les « Autrefois » du Couserans

2 : La Saint-Jean relancée

II : Le patrimoine, un outil pour le développement local

A : Le pays Couserans, une stratégie de l'authenticité non rédigé.

1 : le patrimoine comme ressource

2 : les actions du pays

B : Sociogénèse des images territoriales : 1870-1920

1 : Les sociétés savantes et la promotion du territoire.

2 : Folklorisme et renaissance d'Oc.

Conclusion : quel projet pour de « nouvelles campagnes » ? non rédigé

Bibliographie.

Avant-propos

Ce rapport de recherche fait suite à l'obtention en 2003 d'une bourse d'études et de recherches octroyée par la Mission du Patrimoine Ethnologique, après présentation d'un projet de recherche qui constituait aussi à ce moment un projet de thèse, en cours de rédaction. Ce projet initial, intitulé « Patrimoine et patrimonialisation : le cas du pays Couserans », repris quelques trois ans plus tard pour l'écriture du rapport final, permet de mesurer le chemin parcouru. Le cadre général n'a que peu changé, les « matériaux ethnographiques » retenus dans l'année de DEA ont été exploités et peu enrichis (ethnographie de la mise en place d'un pays et des usages sociaux de la notion de patrimoine rural), mais ce sont finalement les ré-ordonnements opérés pendant la recherche qui donnent cette impression de distance à l'égard du projet initial. Il en fut de même pour le travail de recherche doctorale, dont un exemplaire sera fourni à la Mission dès la soutenance effectuée. Après tout, cela est plutôt signe positif : la problématique ne trace pas le chemin, elle fournit l'armature de base autour de laquelle doit pouvoir se développer un questionnement.

En offrant un éclairage ethnographique à la question des usages sociaux du patrimoine rural, ce travail permet peut-être de réinsérer l'objet patrimoine à l'intérieur des évolutions plus générales du monde rural que, sous une certaine forme, il médiatise. Il permet aussi de prendre en compte de manière contextualisée les processus de redéfinition de la catégorie et leurs effets sociaux, notamment suite à l'instauration d'un créneau développementaliste patrimonial. La notion de patrimonialisation – néologisme constructiviste visant à dé-essentialiser celle de patrimoine, en la considérant comme un processus et non comme une catégorie en soi – est ici en quelque sorte prise à rebours : il ne s'agit pas uniquement de voir comment chacun « fait du patrimoine » et de cerner ce que les uns ou les autres en font. Il s'agit également d'essayer de tenir compte d'un processus de catégorisation du réel, des déterminants sociaux sur lesquels il s'appuie et des effets qu'il produit en terme d'institutionnalisation (Amougou 2004).

Ma chance fut simplement qu'il se passait sur « mon » terrain ce qu'il se passait dans beaucoup d'autres territoires ruraux : l'« air du temps » est aux « racines », au « terroir », à l'« authenticité », à la « Nature » et celui-ci se projète largement sur un monde rural qui n'en demandait pas tant, mais possédait tout de même bon nombre des propriétés – notamment socio-économiques ou esthétiques – nécessaires à cette projection. Et c'est bien cette situation

qui permettait d'envisager conjointement et dans leur historicité les rapports de sens et les rapports de force engagés dans les processus analysés.

A : Notes sur les conditions de la recherche.

L'une des spécificités des allocations de recherches accordées par la Mission à l'ethnologie réside dans le lien entre le chercheur et un organisme support. Le travail oscille donc entre deux perspectives, une que l'on peut qualifier d'académique et une autre d'appliquée. Ces quelques notes visent à rendre compte de ce rapport et, par là et plus largement, des conditions de la recherche elle-même.

Pour cela, j'aborderai d'abord le cas du rapport à l'organisme support. J'envisagerai bien sûr ma relation au projet auquel je devais participer (la mise en place d'un centre d'interprétation) et, à un autre niveau, les modalités de constitution de ce projet.

Deuxièmement, revenant sur la recherche elle-même, j'exposerai certains aspects des relations d'enquête, notamment pour ce qui est du rapport entre le chercheur et son objet et plus particulièrement dans le cas où les croisements entre analyse et participation s'instaurent.

1 : Quel organisme et quel support ? Le patrimoine comme projet de développement.

Le projet de centre d'interprétation du Couserans fut proposé par un élu local, maire de Seix, petit village commerçant et touristique de 600 âmes en amont de la vallée du Salat, dans la partie montagneuse de l'ouest de l'Ariège. Il fut accepté par la communauté de communes du Canton d'Oust, auxquels appartient Seix, dont le président est ce même élu local. Il fut ensuite porté à l'échelon du pays Couserans, né des lois Pasqua et Voynet de 1995 et 1999, alors en passe d'être créé. C'est ce même élu local, Roger Barrau, ancien conseiller général et conseiller régional et initiateur des politiques de développement local dans cette partie des Pyrénées dès les années soixante-quinze, qui préside l'actuel pays. Ce projet s'inscrivait par ailleurs plus largement dans les réflexions menées par les animateurs de développement et chargés de mission de ces structures, réfléchissant à une stratégie de développement du pays et pensant que « *le Couserans s'en sortira par le patrimoine ou il ne s'en sortira pas* », tel que le notait le directeur du « pays Couserans » lors de la réunion de lancement en Ariège d'un programme européen dit Interreg III C. Ces axes seront ratifiés dans la charte de développement du pays, sous l'intitulé de la promotion de « l'authenticité et des spécificités du territoire » (Axe deux). La mise en place du pays avait été portée par une « Association de développement du Couserans » créée en 1996 pour assurer la mise en œuvre

de procédures régionales de développement contractualisée dites des « contrats de terroir ». Ce sont ces contrats et la durée de la procédure qui vont permettre de définir et d'affiner cette spécialisation territoriale patrimoniale. De plus, l'Ariège bénéficiait aussi dans la même période des programmes européens LEADER II, appliqué en Ariège sous le titre de « Pays d'Ariège : patrimoine et authenticité », celui-ci suffisant à en exposer la philosophie développementaliste. Puisque le monde aménagiste et celui du tourisme rural convergeaient dans cette approche du patrimoine comme ressource pour le développement rural, ces thématiques se trouvaient prendre place dans les enseignements propres à ces filières spécialisées. Celles-ci passant bien souvent par l'exercice des stages de terrain, quelques étudiants oeuvraient en Couserans, trouvant une certaine proximité entre leurs perspectives de recherche et les actions mises en place localement. Dans ce processus, les visées de la stratégie développementaliste se trouvaient confirmées et pour partie affinées. Ainsi, par exemple, cette étudiante en DESS Tourisme, produisant un mémoire sur *L'interprétation : un nouvel outil identitaire de développement touristique local. Etude appliquée au Couserans ; l'exemple du canton d'Oust* : ce travail s'inscrivait dans la suite du dossier « Terre d'interprétation » déposé par l'ADC dans le cadre de la procédure LEADER II, visant à « proposer une stratégie générale d'économie du patrimoine ». Voici donc brosser à grands traits le cadre dans lequel se dessine le projet du centre d'interprétation. La commune de Seix possède un vieux château au cœur du village, celui-ci à déjà fait l'objet de plusieurs projets, mais aucun n'a pu aboutir. Le maire voit alors dans cette abondance de crédits possibles et dans l'orientation contemporaine de l'aménagement rural une opportunité pour ériger quelque chose auquel il tient, « pas que pour les touristes », « pour que les habitants puisse se réapproprier leur patrimoine ». Les détracteurs voient dans l'affaire un des derniers « grands travaux » d'un élu objectivement en fin de carrière, l'action opportuniste d'un personnage sachant placer sa commune au cœur des procédures d'aménagement ou encore le monument érigé à une culture rurale par celui qui a accompagné le processus de transformation des fonctions des territoires de montagne (désormais aptes à tirer parti touristiquement de leur préservation) et pour partie celui de la disparition de cette culture aujourd'hui célébrée.

La communauté de communes du canton d'Oust va alors recruter un emploi-jeune comme chargé de mission « patrimoine » pour principalement assurer la mise en place du projet. Celui-ci est alors fraîchement émoulu d'une formation patrimoniale spécialisée dispensée par l'université Paul Valéry de Montpellier (MSP). Il s'installe sur Seix pour son premier emploi, si l'on laisse de côté son stage professionnalisant. Lui-même à un parcours scolaire assez spécifique : khâgne puis une licence d'histoire et enfin la MSP patrimoine. Issu

du Doubs, sans petite amie, fraîchement installé dans un petit appartement, il s'engage dans ce qui apparaît comme une très bonne première expérience professionnelle, avec le plaisir de, normalement, édifier quelque chose du projet à la réalisation matérielle, ce qui sera le cas – il partira au moment des premiers temps de fonctionnement du centre, ayant trouvé un poste sur la côte méditerranéenne après avoir profité des budgets de formation liés à son contrat pour passer un concours d'attaché conservateur.

Le centre est le produit de tout cela, mais aussi, pour partie, du trajet intellectuel et social de ce jeune chargé de mission. Je l'ai rencontré pour ma recherche doctorale au début de son recrutement, alors qu'il travaillait sur le projet depuis quelques mois. Je prenais pour objet l'ensemble de la démarche que je viens de retracer, en la couplant avec le suivi d'autres éléments (dont certains sont présentés ici). Proximité d'âge et de statut local d'« intellectuel », le courant est passé malgré des différences sensibles de personnalité et de conceptions sur l'objet (patrimonial) qui nous reliait. Prédisposé par une perspective d'ethnologie critique à débusquer les conceptions communautaires du pays et de ses paysans comme leur relation avec les représentations de « l'authenticité rurale préservée par les montagnes », je trouvais en ce jeune chargé de mission un bon « client », comme je le dis parfois familièrement. Le pré-projet du centre d'interprétation insistait à loisir dans sa problématique sur le Couserans comme « unité dans la diversité », reproduction en concentré d'une thématique chère au courant de recherche dans lequel je m'inscris et résonance flagrante des thématiques régionalistes et folkloristes autour du pays durant la seconde moitié XIX^{ème} siècle et sous la Troisième République (Gerson 2003). Pourtant, à la fin de la recherche, et alors que ces perspectives initiales correspondaient bien avec certains attendus des animateurs du pays et de R. Barrau lui-même, ce chargé de mission, B.P., va ouvrir un centre d'interprétation où la mise en avant du caractère local est compensée par l'importance donnée au fait que ce qui se passait en Couserans correspondait à un processus plus général, à l'échelle de la France pour le moins, celui de la « fin des campagnes et des paysans », faisant du territoire un cas singulier mais loin d'être unique. De plus, la présentation muséographique et les thématiques qui l'organisent échappent en grande partie aux poncifs sur le territoire, fixés par de nombreuses générations de pieuse dévotion régionaliste matinée des grands thèmes et poncifs historiographiques de la rhétorique touristique de l'originalité territoriale.

Dans le cadre de l'obtention de la bourse de recherche octroyée par la Mission du patrimoine ethnologique le centre d'interprétation en projet apparaissait comme l'organisme support tout indiqué, ce qu'il fut. Pourtant, il restait nécessaire de définir ma participation. A cette période, le chargé de mission avait défini un certain nombre de thématiques à aborder

dans le centre. Une salle risquait de traiter la « vie rurale ». Ayant commencé pour mes recherches à aborder la question du pastoralisme (Chandivert 2005), je proposais de produire un document de cadrage sur ce thème. Cette position s'imposait de par le fait que la sélection des éléments présentés demeurait du ressort de l'animateur. Je n'avais dès lors qu'à offrir un point de vue pouvant être utilisé par le chargé de mission à cette fin. Puisque mon travail doctoral prenait pour objet, pour partie, la mise en place de ce centre, et puisqu'il semblait que le pastoralisme serait une thématique nécessairement abordée, j'avais défini une problématique à plusieurs facettes.

Tout d'abord présenter une lecture historiographique des évolutions agropastorales d'ensemble, de manière à décharger B.P. de ce travail. De plus, puisque tel que me le présentait celui-ci., la « philosophie » des centres d'interprétation (nés tout d'abord aux Etats-Unis) passait par un éclairage du présent par le passé, j'envisageais de prendre en compte la situation agropastorale contemporaine, les orientations guidant les politiques d'ensemble et les pratiques locales (en terme de redéfinition des logiques de production : labellisation, circuits courts, politique de la qualité, agri-environnement, etc.). Dans ce mouvement, il paraissait nécessaire d'interroger les éleveurs sur le processus de patrimonialisation dont leur pratique devenait l'objet. Sur ce dernier point, les réactions étaient sans ambiguïté : « j'ai pas envie de voir les outils dont je me sers tous les jours finir au musée ». La « mise en patrimoine » semblaient apparaître aux yeux de certains comme une conséquence supplémentaire du processus qui tend à renvoyer le pastoralisme montagnard au rang d'archaïsme, de pratique « traditionnelle » vouée à la disparition face à une nécessaire adaptation à la « modernité ». Le classement patrimonial n'aurait ainsi été que l'ultime conséquence d'un processus de déclassement de leur pratique, « mise au musée » comme témoin d'un autre âge. Ainsi, dans cette perspective, j'échappais au rôle qui incombe bien souvent à l'ethnologue (pénétrer la « culture agropastorale » des montagnes gasconnes du Couserans) pour engager la posture de recherche que je développais par ailleurs dans mes recherches doctorales. Pour les besoins de ces dernières, j'ai finalement abordé le cas de cette « culture agropastorale », par des entretiens avec des éleveurs sur leur pratique, le suivi de bergers en montagne, de manière à mettre en face d'une sociologie des représentations attachée au pastoralisme et d'une analyse des logiques de classement et des rapports sociaux qui les organisent, un point de vue « de l'intérieur » sur les techniques pastorales, les processus autochtones de production des bêtes et le « monde » pastoral local, au sein duquel la pratique du métier touche bien souvent au mode de vie. Si le document rendu au centre d'interprétation était à refaire, je l'orienterais sans doute en ce sens, prenant appui sur les

travaux de Bruno Besche-Commenge en Couserans (1977 notamment), tout en étant conscient de la lecture à laquelle ce type de perspective peut donner prise – la célébration d'un univers sociosymbolique et technique original.

Je l'ai noté, le chargé de mission « patrimoine » va effectuer une évolution quant à la perspective à développer dans le centre : partant d'une exposition de la singularité couserannaise, il s'orientera vers une relativisation de cette singularité. Ce trajet correspond aussi à une prise de distance avec les conceptions développementalistes et en partie politiques du patrimoine, apte à exprimer l'« identité » du groupe. Son profil le rattachait en effet plutôt au « pôle académique » du patrimoine (je précise la notion dans le rapport lui-même), renvoyé aux pratiques d'érudition, aux codes de l'histoire de l'art et de l'architecture monumentale. Un temps séduit par la conception « territorialo-culturelle » et développementaliste déployée autour du pays en constitution, il reviendra par l'histoire à une perspective critique de cette conception, étant de toute façon plus à l'aise dans la présentation d'une église romane que dans la collecte des traces d'une culture populaire et paysanne. Conscient de rompre avec certains attendus politiques et institutionnels, il fut plutôt content de l'absence de critique notable des commanditaires quant à la perspective qu'il développait, signe sans doute que ces derniers étaient aussi aptes à ne pas se cantonner à une célébration consensuelle du terroir. L'effort de prise de distance vis-à-vis de ces conceptions culturaliste et un brin populiste de la célébration de la singularité du local amenait, comme en contrepartie, à une reprise non-distanciée des discours dominants dispensée par les notables du XIX^{ème} et XX^{ème} siècles à propos de l'incurie des paysans et de la pauvre qualité de leur travail (en l'occurrence des bêtes, vaches et brebis), mais c'est un autre problème, celui de l'écriture de l'histoire.

Dans cette perspective, c'est dire qu'au travers de nos discussions il trouvait plutôt en moi un « allié », capable de mettre à distance les discours contemporains sur le patrimoine dispensés par les mondes de l'aménagement/développement, à la mise en œuvre desquels le préparait sa formation, mais dont il s'éloignait, comme le prouve l'orientation qu'il choisissait par la préparation du concours d'attaché territorial de conservation du patrimoine, spécialité musées. Cette position m'intéressait à plus d'un titre, et notamment pour ce qui est ma recherche doctorale, lui en étant largement conscient puisque, en plus de nos différentes rencontres, nous avons menés ensemble plusieurs entretiens formels (avec magnéto, etc.). C'est donc bien le rapport entre analyse et participation qui se trouvait engagé dans notre relation, tout en étant renforcé par mon implication dans le projet. Celle-ci fut pourtant de peu d'incidence, puisque le pastoralisme n'est finalement pas abordé spécifiquement dans le centre, les contraintes des choix muséographiques l'ayant relégué au rang d'aspect parmi

d'autres de cette « vie rurale » couserannaise. De plus, le lien « passé-présent » qui devait guider la perspective d'ensemble n'est sur ce point précis pas du tout envisagé. Autant dire que mon document (dont je mesure aujourd'hui les faiblesses mais aussi les apports) fut vite oublié dans un placard et aura eu moins d'incidence sur le projet que, finalement, ma relation avec B.P., celle-ci ayant accompagné le trajet relativiste de ce dernier – sans en être la cause, je ne saurais m'attribuer la position de celui qui, par son savoir, peu assurer un dévoilement critique.

2 : Enquêteur/enquêtés.

C'est donc plus généralement la relation enquêteur/enquêtés qui se trouvait investie dans cette situation. A plusieurs reprises le directeur du pays pouvait se présenter à un tiers en ma présence comme étant mon « cobaye », précisant que je « travaillais sur eux ». C'est aussi ce qui ressortait sur un autre plan de mes contacts avec R. Barrau, que j'interviewais sur sa carrière politique au service du développement local, celui-ci considérant que c'était très bien, mais qu'il faudrait peut-être que je travaille à sauver les restes d'une « civilisation agropastorale » en voie de désagrégation, rôle convenu et attendu de l'ethnologue que je n'ai pas rempli, puisque ma perspective de recherche était toute différente. Hormis au niveau du pays, ma position d'ethnologue demeurait assez mystérieuse. Sur le mode de l'anecdote, quelqu'un me rétorqua, après ma présentation : « vous devez bien vous y connaître en vin ». Non, ça c'est œnologie. Deux éleveurs que j'étais venu rencontrer me trimbalèrent dans le coffre d'un Renault Express dans toute la vallée, s'arrêtant auprès de leur connaissance croisée en précisant « t'as vu, on a un ethnologue à l'arrière » comme s'ils avaient capturé un ours. Ailleurs, une personne que j'avais rencontrée et interviewée me demanda plus tard, alors que je la recroisais, si « ça c'était bien passé mon exposé ». Bref, en étant référencée à aucun statut ou rôle spécifique, ma position d'étudiant en ethnologie m'offrait toute latitude. Seuls quelques uns, porteurs de la vision commune de l'ethnologie, rétorquaient en rigolant que « j'étais venu pour étudier les sauvages des montagnes ». Quelque fois, dans la suite de la discussion (je repense à un cas en particulier), ce rapport au sauvage s'avérait ambivalent : sauvage que l'on ne veut pas être mais tout de même, quelque peu, « derniers indiens des montagnes ».

A un autre niveau, le travail engagé pour la recherche doctorale se devait de fonctionner comme une socio-analyse de l'enquêteur. En effet, j'envisageais d'analyser les transformations contemporaines des campagnes sous l'angle de l'attrait contemporain pour le

« terroir » et l'«authenticité » de ces campagnes et plus spécifiquement des montagnes. Or cela nécessitait d'interroger mon propre rapport à ce Couserans dans lequel je vivais depuis cinq ans au début de la recherche, ainsi que la trajectoire qui m'avait amenée ici comme les dispositions et schèmes idéologiques qui y étaient associés. J'étais moi-même un bon terrain d'analyse, celle d'une « néo-ruralité » dont j'observais les développements, en transformant mon mode de vie et mes amis en objet d'enquête. C'est ce retournement de perspective lié au travail de construction de l'objet qui a pu me faire prendre conscience du fait qu'après tout, je bénéficiais déjà de cinq années de terrain, temps de ma présence ici. Cette mise à distance fut salutaire, mais comportait aussi certains biais qu'il me fallait contrôler.

Ayant choisi de venir vivre dans une campagne « reculée » justement parce qu'elle l'était, aimant les bons produits et les « vrais » fromages, utilisant les prés entourant ma maison de manière récréative ou esthétique – ce qui ne viens pas *sous cette forme* à l'idée de mes voisins éleveurs –, formé en ethnologie à l'université, j'étais une des images même de ces nouvelles campagnes, tel que je viens de le préciser. Pas seulement en tant qu'ethnologue ; mais je me demandais tout de même quand je verrais surgir sur un terrain qui y prédisposait un des adeptes de la discipline. J'en ai trouvé deux. Un réside dans ce Couserans, réalisant par là le « choix » d'une « vie différente ». L'autre est passé rapidement pour y travailler, effectuant une petite enquête parallèle à un inventaire mené par la DRAC en collaboration avec la communauté de communes du canton d'Oust. Pour que le tableau de ces nouvelles campagnes soit complet, il fallait bien que nous soyons là.

Il ne s'agit pas de procéder à une auto-analyse de pacotille, d'objectivation une fois pour toutes des déterminants sociaux de la position du chercheur et de son rapport à l'objet. Il faut juste rappeler que je suis suffisamment ce que j'étudie pour que cela ait eu des conséquences sur la recherche, sans jamais mener à cette sorte d'« empathie distanciée » que produirait le mélange entre la distance de l'objectivation et la proximité de la participation, et qui fournirait dès lors, dans l'immédiateté, les clefs de compréhension de ce rapport au monde. Il a fallu en passer par la recherche et celle-ci est toujours, dans des degrés et sous des formes diverses, un dévoilement à soi-même.

Ces jeux de participation/distanciation, les opérations de rupture opérées pour prendre pour objet, sous certains aspects, le rapport au monde et à ce pays de montagne qui me caractérisait restent, *a posteriori*, les éléments faciles de l'autoanalyse. Soit-disant dégagé de la domination de ses propres déterminants socioculturels, le chercheur peut facilement jouer de la distance critique vis-à-vis de ceux qui restent enfermés dans les « ombres de la caverne ». Sorti de l'*illusio* par l'application du précepte socratique « connais toi toi-même »,

il peut avoir tendance à s'enfermer dans une posture de dénonciation qui risque fort bien de faire rentrer par la fenêtre du rapport idéologique au rapport à l'objet ce qu'il prétend avoir évacué par la porte d'une objectivité conquise « au plus profond de lui-même », et que renforcerait constamment le dé-essentialisme du constructivisme.

Ainsi, se distinguant des « bons clients » de l' « authenticité paysanne préservée » par sa capacité à justement renvoyer les systèmes de représentations qu'ils portent et qui les portent à leur inscription dans un marché idéologique plus large et hérité de l'histoire, l'ethnologue peut, déjouant par avance les attitudes de ces « bons clients » vis-à-vis de l'objet de leur investissement symbolique (le « paysan », la « campagne »), reporter classiquement l'objet de son engagement sur ceux qui seraient les dindons constants de cette farce rusticophile : ces mêmes paysans. L'inversion populiste est toujours tentante.

Suivant ce rapport idéologique au rapport à l'objet, l'ethnologue pourra facilement prendre fait et cause pour ceux qui sont dominés jusque dans les actions et dans les regards qui visent enfin à assurer leur reconnaissance. Se positionnant ainsi comme le seul à pouvoir prendre réellement pour ce qu'ils sont ceux sur qui l'on projette facilement son propre rapport au populaire, l'ethnologue pourra retrouver cette forme la plus épurée de l'authenticité : non pas la « vérité des rapports sociaux », mais cette « simplicité réelle des gens vrais » dégagée de sa gangue idéologique, non travestie par l'investissement sur un objet qui s'y prête trop bien d'un culturalisme populiste auréolé des valeurs contemporaines d'une authenticité patrimoniale.

Ainsi, ce qu'il faut interroger c'est sans doute ce processus de distanciation vis-à-vis de ses propres modes de représentation, mais aussi et surtout les attitudes qui en découlent et qui sont d'autant mieux à même de produire des effets sur la recherche qu'elles passeront inaperçues, masquées qu'elles sont par la fausse distanciation d'avec les conceptions communes du sens commun.

Or ces éléments d'une rupture épistémologique minimale trouve tout lieu d'être renforcés par une posture constructiviste qui permet de relativiser les phénomènes sociaux les mieux établis, les plus « normaux » et « naturels », à l'aune des processus socio-historiques de leur construction, des luttes sociales et historiques dont ils sont le produit cristallisé en un temps.

Le constructivisme, associé à une posture critique, n'est pas un engagement théorique socialement neutre, malgré le consensus mou qui l'entoure actuellement. Car si l'on tient compte de la capacité de ce couple à désenchanter un monde social renvoyé en quelque sorte à la production des rapports de domination et de légitimation qui le traverse, n'est-il pas, sous

un certain angle, le produit théorique d'un rapport social au monde dont on trouve, notamment et par exemple dans mon cas, une autre manifestation dans le *choix de vie* que représente l'installation, à un peu plus de vingt ans, dans ce petit coin des Pyrénées centrales qu'est le Couserans ?

Retiré dans « mes » montagnes n'étais-je pas prédisposé (ou pour le moins potentiellement disposé), par cette posture distanciée, à la dénonciation désabusée des inégalités sociales sur le mode de la scientificité ? Et le constructivisme critique n'était-il pas la meilleure arme pour cela ? Plus même : si l'on voit combien la position théorique est sous certains aspects en adéquation avec l'être social du « chercheur », son application à cet objet dont j'étais l'objet ne constitue-t-elle pas la meilleure manifestation de cette posture désabusée, critique et en retrait vis-à-vis du monde social (puisque développée depuis les montagnes « perdues » du Couserans) et qui, appliquée à elle-même dans un jeu d'arroser arrosé, était alors au paroxysme de ce(t) (auto)désenchantement ?

Faudrait-il ici prendre en compte la fonction et les effets dans le champ social de la figure du chercheur ? N'ayant ni les moyens de me reconnaître dans celle du « jeune intellectuel » ni même dans celle, plus anodine, du « chercheur en sciences sociales », et ayant au quotidien à devoir affronter les regards qui sont portés par les « classes populaires rurales » sur ce type de figures², faisant attention donc à ne pas être « celui qui se la ramène avec sa science », n'avais-je pas intérêt à ne pas avoir d'intérêt, si ce n'est à prendre pour objet l'intérêt des autres ?

Pourtant, la fanfaronnade verbeuse de l'autoanalyse peine à cacher son incapacité à fonder ce à quoi elle continue toujours peu ou prou à prétendre : l'objectivité positiviste d'un chercheur dégagé des déterminants de son propre rapport au monde social, dès lors pris pour objet. La recette serait facile, une sorte d'initiation : un avant, celui du sens commun, et un après, celui de la capacité à s'abstraire de ce sens commun, à s'auto-analyser pour interroger le monde avec objectivité et avec l'espoir d'y découvrir des régularités et celui, toujours secret, de mettre à jour les lois qui le régissent.

Mais l'épistémologie n'est pas une sortie de la caverne, c'est une ligne de crête : à chaque étape de la progression, il faut poser des garde-fous. L'autoanalyse en est je pense un, en permettant de prendre pour objet certains de mes rapports à l'objet. Mais celle-ci n'a pas été réalisée comme le préalable nécessaire à la construction de l'objet, au commencement de la recherche. Elle est produite par et pour la recherche. D'abord arce qu'il a fallu transformer

² « Alors Arnauld, vous travaillez aujourd'hui ? » me demande régulièrement mon voisin élèveur – alors même que je suis en train, par exemple, d'interviewer sa mère –, me rappelant ainsi que ce travail n'en est pas vraiment un au sens où lui l'entend, puisqu'il ne sert directement à rien et ne transforme que des mots en papier.

un lieu et un mode de vie en lieu et objet de recherche comme je le précisais. Mais aussi parce que, par exemple, l'analyse, sur le terrain, des attitudes populistes ou misérabilistes (et souvent les deux à la fois) à l'égard des ruraux ou des « plus ruraux des ruraux », m'obligeait à réfléchir sur la manière dont je pouvais en rendre compte : comme je le mentionnais, l'analyse critique de l'investissement populiste navigue entre plusieurs écueils, dont le plus évident reste la simple dénonciation des jeux de domination qui le traverse. Sur ce point, le populisme ne risquait-il pas de se trouver remplacé par un « populisme éclairé » qui, en rejetant le « populisme de base » des classes moyennes, fonctionne pourtant sur les mêmes principes ? Nécessité donc de prendre en compte l'implicite idéologique et social que peuvent véhiculer les analyses, et par là même le chercheur. En cela, il ne s'agit ici que d'inscrire ces interrogations comme éléments-mêmes de la construction de l'objet, en espérant que leur objectivation fournisse les moyens de contribuer à cette construction, empêchant de se laisser glisser sur la « pente naturelle » du rapport à l'objet.

B : Rapport de recherche : Les territoires du patrimoine

Introduction : futur antérieur

« *C'est pas passéiste, au contraire, ceux qui disent ça, ils ont rien compris !* ». C'est par ces mots que le président d'une association – Autrefois le Couserans –, organisant chaque année une grande fête du terroir où sont présentées bon nombre des activités rurales et agricoles passées de ce petit territoire pyrénéen qu'est le Couserans (partie occidentale du département de l'Ariège, en Midi-Pyrénées, centrée autour de la ville centre et sous préfecture de Saint-Girons), se dégageait des critiques souvent formulées à l'égard de la « manifestation » qu'ils organisent.

En cela, il ne fait que s'inscrire dans la lignée de certaines considérations sur l'évolution des processus de patrimonialisation qui font du patrimoine un outil, une valeur centrale des nouveaux usages de la campagne¹. Le passé recomposé serait ainsi un futur antérieur : il ne s'agit pas de céder à « un goût immodéré du passé » mais de concilier le passé et l'avenir, les « traditions » emblématiques d'un territoire et les perspectives d'un développement pour ce même territoire. « Penser à autrefois pour construire l'avenir », la formule, slogan de cette manifestation couserannaise, a une longue histoire (Chandivert 2005) et nous incite à analyser « le mouvement qui fait du patrimoine rural un élément central dans la construction de nouveaux territoires » (Chevalier *et al.*, *op. cit.* : 30).

Si la formule a une longue histoire, c'est que ce mouvement a lui-même une certaine profondeur historique. Dans ce même département de l'Ariège, dès la fin du XIX^{ème} siècle et surtout au début du suivant, la formule est là et le mouvement aussi. Les folkloristes pyrénéistes conciliaient déjà hier et demain, conjuguant leur présent au futur antérieur et instituant les images centrales de l'authenticité ruraliste, qui fondent aujourd'hui les évidences de « l'identité locale » : pâtres et contrebandier – dans ce département montagneux frontalier avec l'Espagne –, folklores et vestiges d'une culture rurale en pleine transformation. Passéistes ces folkloristes dix-neuviémistes ? Pas si sûr quand on sait que, comme ailleurs, ils instituaient la promotion touristique du département et luttaient pour sa « modernisation » (désenclavement par le développement du réseau routier et ferré, modernisation d'une agriculture stigmatisée pour son archaïsme, etc.). Dans ce cadre, comme le note Anne-Marie

¹ Voir notamment Rautenberg, Micoud, Bérard, Marchenay (dir.), 2000, *Campagnes de tous nos désirs*, Paris, MSH ; Chevalier et al. (ed.), 2000, « Vives campagnes. Le patrimoine rural, projet de société », *Autrement*, 194, Paris, Autrement ; Micoud, 2004, « Des patrimoines aux territoires durables », *Ethnologie française*, janvier-mars.

Thiesse, « le bon futur est un retour vers le passé : mais cela veut dire, bien sûr, que le passé a été reconstruit à cet usage. Le passé que construit le XIX^{ème} siècle répond donc aux impératifs de la modernisation » (2005 :3). N'en serait-il pas de même aujourd'hui ?

La méthodologie historique nous rappelle combien il faut se méfier et des anachronismes et d'une recherche obstinée des « origines » des phénomènes analysés. La catégorie patrimoine n'a pas la même portée à la charnière du XIX^{ème} et XX^{ème} siècles qu'aujourd'hui, le mouvement d'extension de la catégorie propre aux années 1980 – dont la Mission est une des manifestations et un des acteurs – est loin d'être accompli entre 1870 et 1920, et les « fondateurs » des images de l'identité locale ont, après tout, eux-mêmes une fondation. Parallèlement, les membres de l'association « Autrefois le Couserans » n'invoque que rarement la catégorie « patrimoine » dans leur discours. Pour être plus précis, ils ne l'invoquent plus spécifiquement que depuis peu². Ils ne font jamais référence aux « pères fondateurs » du siècle précédent dont ils ne connaissent pas les activités d'alors. Les filiations et les catégories se dérobent. Les faits, eux, sont têtus, nous aurons l'occasion de le voir.

Pour la période contemporaine, quels sont-ils ? Depuis les années quatre-vingt dix, on assiste dans ce Couserans, petit territoire montagneux des Pyrénées centrales, à une multiplication des actions de valorisation des spécificités, de l'identité, des patrimoines locaux. Bon nombre des associations de valorisation du patrimoine aujourd'hui en activité se sont constituées à cette époque. Les évocations muséales du patrimoine rural se dessinent aussi sur cette période. Les relances de productions délaissées, avec les fêtes et les confréries gastronomiques associées au produit, s'opèrent dans le même temps. Les fêtes de terroir s'organisent, nous l'avons vu, et essaiment, devenant des éléments phares de la programmation de l'événementiel local ; les traditions oubliées renaissent, fêtes de la Saint-Jean, du cochon, de la transhumance, sur fond d'intérêt pour l'histoire locale et les traditions populaires. « Passions identitaires », « abus patrimonial » ? Il se passe en Couserans, « pays » souvent considéré comme « en retard », isolé dans son enclavement montagneux, ce qui se passe finalement un peu partout en France et au-delà. Et il se passerait pourtant et justement cela ici parce que le pays, protégé par ses montagnes, a gardé son « caractère », a su, mieux que tout autre, « préserver les antiques mœurs de son aimable et vigoureuse race », aurait-on dit, comme on le verra, à la charnière du siècle précédent.

Mais le constat ne s'arrête pas là. Car ces actions de valorisation de l'authenticité et des spécificités du territoire (pris ici dans sa déclinaison Ariège-Couserans) sont aussi à relier

² Depuis qu'un nouveau président, ancien instituteur, est à la tête de la manifestation et entend développer des collectes du patrimoine propre à chaque vallée du Couserans par l'intermédiaire des membres de l'association.

aux multiples procédures contractuelles de développement local engagées dans les mêmes années, et qui aboutiront à la constitution d'un pays Couserans – au sens de la loi Voynet de 1999 – et à l'orientation actuelle vers la mise en place d'un PNR. Tous deux s'appuieront largement sur cette « valorisation du patrimoine ». Là encore, rien de bien spécifique au Couserans, qui serait pourtant un ancien pagus gallo-romain. Les projets de territoires, pour reprendre le lexique des politiques contemporaines d'aménagement/développement, ne naissent pas plus facilement au creux des montagnes pyrénéennes, malgré le souvenir des accents d'Oc des slogans « viure al país » des années 70-80.

Le mouvement qui fait du patrimoine rural un élément central de la construction de nouveaux territoires, pour reprendre les termes de Chevalier *et al.*, n'est donc en soi ni naturel, ni évident, faut-il le rappeler ? Et ce « projet de société », tel que l'évoque le sous-titre de la livraison d'*Autrement* déjà citée, n'est pas un simple choix. Ou, plus précisément, nous n'avons pas à faire au choix spontané des « acteurs » « de base » du patrimoine et du territoire construisant ce « projet de société ». Le « choix », comme le « projet », apparaît plutôt comme en partie défini et orchestré par des orientations politiques et institutionnelles qui, s'appuyant sur les sensibilités ruralistes contemporaines, peuvent imposer comme naturelle une définition spécifique des modes de valorisation de la ruralité. Or, celle-ci, produit de l'extension des logiques contemporaines de marché à l'ensemble du monde rural, peut s'opérer en donnant à voir les valeurs qui semblent constituer son antithèse, celles des principes moraux opposés justement aux logiques marchandes : respect relativiste de la diversité considérée comme une richesse, spécificités identitaires inaliénables, authenticité, etc. (Warnier 1994).

C'est précisément ce mouvement que je me propose d'analyser, en m'appuyant sur le travail de recherche réalisé durant les trois années de ce « terrain » ariégeois³. Les assertions présentées dans le paragraphe précédent auront donc les moyens d'être étayées. Et, pour ce faire, mais aussi pour d'autres raisons, semblait s'imposer une approche ethnographique du phénomène envisagé et pour le moment rapidement présenté.

Une approche ethnographique

³ Peut-être est-il utile de préciser que je vis dans ce Couserans depuis maintenant une bonne dizaine d'années. Suffisamment « déniaisé » sur « la campagne », j'aurais envie de reprendre à mon compte cette phrase de Tchekov : « J'ai du sang paysan dans les veines : pas question de me faire le coup des « vertus paysannes » (cité par Hoggart, 1970).

En effet, à un premier niveau, l'approche ethnographique synthétique (parce que localisée) de l'ensemble de cet « air du temps » de la ruralité et de son développement, que je conceptualise méthodologiquement dans l'expression « renaissance rurale », n'est que rarement effectuée. Telle publication sur les usages contemporains de l'histoire locale n'intègre pas forcément dans son champ les pratiques festives ou événementielles liées à la mise en scène d'un passé rural révolu. Telle analyse de l'évolution des thématiques des musées de société ne nous apprend pas grand chose sur les groupes folkloriques encore en activité, etc. Or « mon » « terrain » permettait de tenir tous ces aspects ensemble et de cerner ainsi les rapports entre ces différentes expressions de l'intérêt ruralo-localiste⁴ patrimonial.

Bien sûr on trouve des approches qui prennent en compte l'ensemble de ces phénomènes (les références déjà citées en sont la preuve), mais elles fonctionnent bien souvent comme synthèse d'un ensemble de monographies abordant plutôt séparément les différents aspects de ce phénomène général⁵.

L'ensemble de la recherche effectuée n'est pas présenté ici. Il ne s'agissait pas de faire deux thèses similaires. Certains points sont plus précisément abordés dans le présent travail, d'autres seront plus développés dans la thèse, dont la problématique générale ne coïncide pas totalement avec celle du présent document.

Pourtant, j'évoquerai ensemble les fêtes de terroir, les activités de groupes folkloriques, les logiques de valorisation patrimoniale du paysage pastoral, les relances de transhumances festives, les politiques patrimoniales de développement, avec l'organisation de la labellisation de productions locales, le développement d'écomusées présentant « la vie à la ferme » ou de centres d'interprétation du territoire, etc. Bref, je pouvais aborder sur le terrain l'ensemble des perspectives généralement mobilisées aujourd'hui dans l'analyse de l'évolution des « territoires ruraux »⁶, de la « renaissance rurale » (Kayser 1989), de l'apparition de « nouveaux usages de la campagne ».

⁴ Peut-être est-il nécessaire de préciser l'usage que je fais de certains termes. A un premier niveau, j'utilise les termes local et rural dans leurs acceptions courantes et vagues. Les deux approches définitionnelles restent donc relatives. Le local n'existe pas en soi mais dans les jeux de diffraction d'avec les niveaux départementaux, régionaux ou nationaux ; le rural se distingue de l'urbain et ce d'autant plus qu'au niveau couserannais, nous aurions à faire à un « rural profond ». J'utilise le terme « campagne » pour inclure dans le jeu de signification les valeurs « ruralistes » connotées par le terme.

⁵ Ainsi, dans *Campagnes de tous nos désirs*, seule l'introduction fournit l'architecture analytique qui permet de relier l'ensemble des travaux monographiques présentés.

⁶ Je laisse les termes entre guillemets pour la simple raison que, si Nicole Mathieu pouvait en son temps rappeler la généalogie sociale de l'utilisation d'expression comme « espace rural » dans le discours géographique (1982), le même travail serait à accomplir pour expliquer l'explosion des usages de la notion de « territoire » qui, avant de s'imposer dans le discours géographico-aménageur des années 80-90, restait plutôt discrète (pour une constatation de ces évolutions, voir Berdoulay 1998).

Si le terrain, en concentrant ces différents aspects en un même lieu, offrait la possibilité d'envisager l'ensemble des éléments de ce spectre ruralo-patrimonial contemporain, l'approche ethnographique permettait aussi de partir des pratiques et des logiques des personnes engagées dans ces différents phénomènes. Alors même que l'omniprésente actualité des thèmes que j'aborde révélait et masquait en même temps les principes de cette actualité, l'ancrage ethnographique de la recherche offrait la possibilité de se dégager en partie des discours communs sur l'« air du temps » de la ruralité, pour mieux les réintroduire dans l'analyse. Cette perspective permettait finalement de mesurer les concordances et discordances entre les pratiques locales et les discours généraux et performatifs sur le retour du local, du rural et du patrimoine, clefs de voûte des approches contemporaines de la ruralité. Elle permettait aussi de prendre pour objet ce discours, en tant qu'il se trouvait développé et pris en charge au niveau du pays – au sens de la loi Voynet – qui se mettait en place. Ainsi, pouvaient être tenus ensemble le consensus patrimonial et ses ambiguïtés⁷.

⁷ Je fais ici référence à une communication que j'ai présentée aux dixièmes journées d'études du CERCE, « Le pays, le patrimoine et le Couserans : consensus et ambiguïtés », université Paul Valéry, Montpellier, décembre 2003.

Présentation générale

L'objectif du premier mouvement de ce travail est d'essayer de « baliser » le champ du patrimoine tel qu'il se dessine au niveau local. Les redéfinitions de la catégorie opérées depuis, en gros, les années quatre-vingts, amènent en effet à un réordonnement de l'espace social du patrimoine. En s'intéressant aux héritiers de la conception « académique » du patrimoine et en prenant en compte les transformations engendrées au sein de ce « pôle académique » par l'arrivée de nouveaux venus, il s'agit de cerner l'évolution des pratiques et des dispositions investies au sein de ce champ.

Ensuite, prenant acte des acceptions contemporaines plus globales du patrimoine et des transformations induites notamment par son utilisation comme ressource pour le développement local, j'envisage d'autres activités à caractère « rusticophile ».

Partant d'une des manifestations les plus communes de la réinvention du « terroir », à savoir le développement d'une animation estivale présentant, le temps d'un week-end, la vie rurale disparue de ce petit territoire couserannais, avec ses activités agricoles, ses petits métiers, etc., j'essaie d'esquisser en quoi le succès de cette manifestation – qui attire chaque année 25 000 personnes dans une petite ville de 6500 habitants, Saint-Girons, sous-préfecture de l'Ariège – doit être mis en regard avec les rapports qu'entretiennent avec la manifestation et avec ce passé rural ceux qui y participent bénévolement. Pour ne pas rester enfermer dans l'alternative entre la célébration de l'authenticité et de l'identité retrouvées, dans ce temps de « besoins de racines », ou de la « déconstruction » dé-essentialiste et idéologique de traditions « fabriquées » « pour les touristes », il s'agira de saisir les figures de l'investissement dans la manifestation de personnes qui, pour beaucoup, sont « sorties de la terre », comme elles me le disent. Parallèlement, ces éléments seront renvoyés au jeu de mise en scène d'un événement touristique qui, dès le début, entendait « faire quelque chose pour le pays », mais révèle par ailleurs un processus d'esthétisation des images de l'authenticité de la ruralité paysanne retrouvée. En cela, je ne ferai que marcher dans les pas de Patrick Champagne et de son article sur « la fête au village » (1977), article aujourd'hui ancien mais toujours d'actualité.

Pour donner une autre figure à ce processus, je présenterai ensuite une manifestation organisée, elle, par un groupe folklorique local, les Biroussans, autour des fêtes de la Saint-Jean. Là encore, il s'agira de donner à voir précisément ce qu'il en est pour permettre de comprendre les logiques de l'engagement folklorique et patrimonial dans cette « Sent Joan

Beth e Gran », selon son appellation gasconne⁸. L'objectif est plutôt de présenter une certaine contemporanéité des pratiques folkloriques et de dégager quelques éléments du système de dispositions et de représentations qui se trouve investi dans les éléments symboliques de cette rusticophilie patrimoniale.

Dans un deuxième temps, je rattacherai cette présentation ethnographique de différentes manifestations des médiations patrimoniales de la fierté localiste, sur fond de valorisation touristique – mais pas seulement –, à leurs usages économiques et politiques au sein des politiques contemporaines d'aménagement/développement des territoires ruraux. En suivant la mise en place du pays Couserans, issu de la loi dite « Voynet » de 1999, je montrerai en quoi la « stratégie de l'authenticité »¹⁰ définie comme un des axes d'action du pays, systématisé ces perspectives de « valorisation des spécificités et de l'authenticité du territoire »¹¹.

L'ensemble de la perspective ici dégagée se fonde sur l'évidence naturelle des représentations du Couserans comme « un territoire à forte identité ». Tous les éléments de la check-list identitaire, pour reprendre un terme d'Anne-Marie Thiesse (1999), sont réunis, on l'a aperçu, dans ce petit territoire qui, comme le soulignait les velléitaires d'un département exclusivement couserannais en 1790, « forme un tout », puisque « la Nature créatrice l'a voulue ainsi » (Henry, 1985 :69). Aujourd'hui, les prospectus touristique départementaux mettent en avant l'Ariège de Gaston Phébus, le plus célèbre des comtes de Foix ; l'Ariège préhistorique, qui possède nombre de sites mondialement connus ; l'Ariège folklorique, avec son groupe et son costume phare, celui de Bethmale et ses sabots à longue pointe bien connus ; l'Ariège gastronomique, riche de son terroir, de ses fromages et de ses bons saucissons. Or, afin de réintroduire dans leur historicité les processus jusque là analysés et afin de dénaturer les évidences identitaires contemporaines, il convient d'effectuer une rétrospective sur un des moments forts de l'institutionnalisation de ces images identitaires et touristiques, la période 1880-1920. Une raison s'ajoute à celles que je viens d'énoncer, rendant nécessaire cet apparent détour : une rapide présentation des actions entreprises à ce

⁸ On parle gascon en Couserans et non pas le languedocien du reste de l'Ariège. Cette césure entre un Couserans gascon et le parler languedocien du reste du département est une figure centrale du discours sur la spécificité du premier au sein de l'ensemble départemental, chose évidente, mais aussi du doublon idéologique de ce premier discours, qui fait du Couserans un territoire artificiellement rattaché à la domination fuxéenne au mépris de cette spécificité et des volontés de rattachement au Comminges voisin, ou de définition d'un département spécifiquement couserannais lors de la constitution de ces derniers. La figure honnie de cette relecture historiographique devient donc le député Vadier, qui réalisa cette « unité départementale » centrée sur Foix.

¹⁰ Cette expression correspond au titre de mon mémoire de DEA : *le pays Couserans : une stratégie de l'authenticité*, 2001, université Paul Valéry. Je garde l'expression utilisée alors, tout en l'enrichissant et en la précisant quant au contenu de ce qu'elle synthétise.

¹¹ Ces termes sont ceux du second axe de la charte de développement du pays Couserans, document d'orientation des politiques de développement envisagées au sein du pays.

moment autour du patrimoine, dans sa version classiquement architecturale (monuments anciens, etc.), du folklore, du tourisme, etc., permet d'envisager un point de vue comparatif avec la période contemporaine. Sans considérer que se rejoue la même histoire, certains parallèles peuvent être frappant, démontrant la permanence et la plasticité des logiques engagées autour de la construction des territoires et des identités, au niveau local comme au-delà.

I : Le patrimoine rural dans son champ.

Si la notion de patrimoine acquiert aujourd'hui un caractère consensuel (qui peut aujourd'hui cautionner la destruction des bouddhas géants par les talibans, s'opposer à la préservation de la grande barrière de corail ou accepter qu'une tradition culturelle disparaisse ?), c'est aussi parce qu'elle recouvre un ensemble très vaste d'objet et de conceptions. Cet aspect est pour partie le produit d'une histoire sociale récente de la catégorie qui, on le sait, s'est échappée de ses conceptions monumentales, muséales et nationales fondatrices pour s'appliquer à de nouveaux genres : patrimoine industriel, patrimoine rural, ethnologique ou mondial. Pour ce qui est de la France, chacun reconnaît le rôle de la période charnière à cheval entre la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingts. En termes institutionnels, on pourrait mentionner la création de la Direction de l'architecture et du patrimoine au sein du Ministère de la culture en 1978 et, deux ans plus tard, de la Mission du patrimoine ethnologique, dont chacun reconnaît l'importance prise dans le champ de la recherche ethnologique.

Si, au niveau général, le processus de redéfinition de la catégorie a pu produire certains effets sociaux (voir notamment Dubois, 1999, chap. 7 et Poirrier 2003) – entre les tenants d'un déclassement de la noblesse patrimoniale par la mise au même niveau que les traditions culturelles ou les pratiques culturelles populaires actuelles (rap) et les défenseurs d'un relativisme culturel –, ceux-ci doivent pouvoir être abordés de manière contextualisée par un travail ethnographique localisé.

C'est, sous un certain jour, une telle perspective qui guide cette première partie. Dans un premier moment, j'aborde les pratiques patrimoniales qui ressortent de ce que j'ai appelé le « pôle académique » du patrimoine. Par là j'entends un ensemble de pratiques gardant comme horizon la définition « classique » du patrimoine (centré sur des pratiques de l'érudition attachées au patrimoine monumental, à l'art religieux). Puis, j'envisage les glissements au sein de cet espace social du patrimoine, liés à l'apparition de pratiques patrimoniales qui ressortent de ce modèle et de ses déterminants sociaux tout en y apportant de sérieux ajournements. Continuant à suivre le mouvement de l'élargissement de la catégorie, je m'attache ensuite à la présentation d'une manifestation populaire de présentation touristique (mais pas seulement) du passé paysan de ce Couserans, avant d'aborder les pratiques liées au folklore, avec le cas du groupe des Biroussans.

A : Le pôle académique et ses évolutions.

Depuis les années quatre-vingts dix, le paysage de la valorisation associative du patrimoine a beaucoup évolué en Ariège. En Couserans, si l'on se centre sur le « pôle académique » (monuments, art religieux, érudition classique, histoire), héritier des mouvements engagés à la fin du XIX^{ème}, l'évolution apparaît sensible : trois associations nouvelles ont été créées aux côtés de la plus ancienne, l'association des amis de Saint-Lizier et du Couserans, établie en 1963¹. Et ces évolutions du paysage de l'académisme patrimonial vont aussi modifier « les contours de l'objet social que les associations construisent » (Glévarec et Saez 2002 : 21), manifestation de l'« élargissement des pratiques culturelles dans ce champ patrimonial » (idem). Au-delà du passage des monuments historiques au patrimoine¹, ces modifications s'opèrent aussi par le développement d'un intérêt associatif pour l'histoire locale¹, « histoire proche », n'envisageant plus réellement le patrimoine comme sauvetage du passé collectif de la nation et s'engageant vers une prise de conscience patrimoniale des héritages communautaires à une micro-échelle (la vallée, le pays). Généalogie, reconstitution des faits de la petite histoire, mais aussi monuments, mémoires et souvenirs locaux, attitude ethnographique envers des « anciens » conçus comme dépositaires du passé, approche plus large du patrimoine incluant des aspects naturels ou paysagers mais aussi culturels (patois, traditions), ce champ d'intérêts, correspondant par exemple sur mon terrain à celui de l'association « Les amis d'Aulus et de la vallée du Garbet », déborde le cadre des pratiques de l'érudition, attachée au patrimoine monumental, à l'art religieux, à une histoire d'archive définie comme discipline savante. Pour autant, malgré ces redéfinitions, l'analyse des liens entre associations, des profils de certains de leurs membres, notamment du bureau, des actions et activités organisées, révélait bien les proximités entre ces différentes associations apparaissant comme représentantes du « courant académique » du patrimoine. Tout de même, cette analyse ne pouvait que constater la distance séparant le pôle le plus « classique » de ce courant académique d'avec une approche « territorialo-culturelle » du patrimoine, expression d'une identité locale, nouvelle perception issue des années quatre-

¹ Soit trois ans après la reprise des activités de la SASLA

¹ Sur ces redéfinitions de la catégorie, voir entre autres Lamy Yvon, 1993, « Du monument au patrimoine », *Genèses*, n°11 ; Bercé Françoise, 2000, *Des monuments historiques au Patrimoine*, Paris : Flammarion ; Poirrier Philippe, 2003, « l'évolution de la notion de patrimoine dans les politiques culturelles menées en France sous la Vème République » in Rousso Henry (dir.), *Le regard de l'histoire*. Paris, Fayard/Éditions du patrimoine. Voir aussi Fabre Daniel, 2000, « L'ethnologie devant le monument historique » in Fabre (dir.), *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*. Paris, Éditions de la MSH.

¹ Fabre et Bensa (dir.), 2001, *Une histoire à soi*, Paris, Éditions de la MSH.

vingts¹ amenant à la légitimation et à la requalification comme objet patrimonial des cultures populaires ou des pratiques censées les exprimées (métiers, fêtes, etc.). En 2003, le président des Amis de Saint-Lizier et du Couserans n'avait jamais encore assisté à Autrefois le Couserans et les membres de cette dernière association ne sont pas présents aux activités de la première ; césure donc, entre le patrimoine culturel – « élitiste » et relevant d'une culture savante, représentation « dominante » de la « culture cultivée » – et le patrimoine culturel – relevant de codes plus largement diffusés et accessibles de l'intérêt pour « les choses d'avant », les « traditions » et les cultures locales.

Mais certaines associations occupent une place intermédiaire au sein de ces transcriptions patrimoniales des différences entre univers sociaux et, par delà les références communes à la notion de patrimoine, c'est donc la restructuration de l'espace social de la production patrimoniale au sein du « pôle académique » qu'il s'agit ici de prendre en compte.

1 : L'association des amis de Saint-Lizier et du Couserans.

La création en 1963 de l'association des amis de Saint-Lizier et du Couserans s'inscrit dans le droit fil des activités érudite de la Société Ariégeoise des Sciences Lettres et Arts (SASLA) et de la Société des Etudes du Couserans (SEC) avant-guerre (voir II B). La première avait été fondée en 1882 et la seconde à la charnière du siècle, avant de stopper toutes deux leurs travaux durant la Deuxième guerre. La SASLA reprend ses activités en 1960 au niveau départemental. On y retrouve notamment les fils de ses animateurs centraux d'avant-guerre. Mais en Couserans, la SEC ne se réforme pas et, en 1963 donc, se crée l'association qui, aujourd'hui, se présente comme la plus ancienne association de défense du patrimoine dans cette partie occidentale du département. Le goût de l'érudition et du patrimoine retrouvé en Couserans recoupe largement les lignes d'une notabilité et d'une sociabilité bourgeoise : madame Raoul de Saint-Blanquat, la présidente, est directrice du lycée de Sèvres, ses deux vice-présidents sont médecins. Mais la bonne société s'augmente aussi de ceux possédant quelque titre ou capacité pour les champs d'investigation de l'érudition, dont on sait qu'ils s'inscrivent dans le spectre d'une culture classique (connaissance en art religieux, en peinture, musique, architecture, histoire, etc.). Ainsi, Simone Henry, professeur agrégé d'histoire et de géographie au lycée Saint-Sernin de Toulouse, sera la présidente et l'animatrice centrale de l'association des amis à partir de 1975 et jusqu'en 1999. Elle créera le bulletin de liaison, sera à l'initiative de l'organisation de

¹ Au moins pour ce qui est de son institutionnalisation

différents congrès de la Fédération des sociétés académiques et savantes de Languedoc, Pyrénées, Gascogne à Saint-Girons, relancera les feux de la Saint-Jean dans son village de Lara en collaboration avec le groupe folklorique des Biroussans¹, etc.

La création de l'association répondait tout d'abord à la nécessité de sauver le retable de l'église de Citas (canton de Sainte-Croix Volvestre), découvert dans un mauvais état par le docteur Fourcassié, qui sera vice-président de l'association. L'autre « grande affaire »¹, grande bataille, fut la restauration de l'orgue de la cathédrale de Saint-Lizier, envisagée à partir de 1967 et achevée en 1983. Organisation de concerts classiques dans le magnifique cloître de la cité, donateurs généreux, aide des associations similaires¹, demandes de classements et soutiens de toutes parts, rien ne fut négligé pour la sauvegarde de ce patrimoine. Les relations toulousaines permettent d'obtenir le soutien de Xavier Darasse, organiste renommé et alors professeur au conservatoire de Toulouse. L'énergie déployée dans cette « affaire » permet ainsi de cerner les moyens (somme toute limités et s'appuyant sur le capital de relation de cette notabilité érudite) et le champ d'action de cette petite société¹.

A la mort de Simone Henry, la présidence fut reprise par celui qui était son secrétaire et l'instituteur du village où était établie cette dernière. Tel qu'il l'évoque, son rôle de secrétaire se limitait au fait de mettre le bulletin dans les enveloppes, Mme. Henry s'occupant de tout.

Lui-même le reconnaît, ce ne sont pas ses qualités d'érudit qui lui permettent d'occuper avec réussite ce poste de président. Comme me le disait sa femme : « nous, nous n'allons pas faire des conférences sur des recherches, etc. Nous on est des passeurs, on est que des petits instituteurs de campagne, on apprenait aux enfants à lire et à compter ». Selon elle, son mari est apprécié pour ses qualités relationnelles, son amabilité et sa gentillesse, pour son bon usage des conventions d'un certain savoir-vivre, bagage social et générationnel de langue morte et de référence aux classiques, d'usage des subjonctifs dans le discours et de blagues en patois pour faire rire l'assemblée.

Lors d'un entretien, le président me présentait sa société sur le mode canonique d'une certaine notabilité savante : recrutement *uper-class* et professions intellectuelles plus ou moins prestigieuses, liées à la culture ou à l'éducation notamment – conservateur général

¹ Bien que Simone Henry reprenait ce qu'avait déjà organisé Mme. de Saint Blanquat sur Saint-Lizier en 1965, elle apportait semble-t-il à cet événement une touche plus populiste ou culturaliste, que révèle à son niveau la participation des Biroussans. Sur le cas de ce groupe folklorique, voir *infra*.

¹ Comme la qualifia l'actuel président de l'association.

¹ Association des amis du Marsan, colline en face de Saint-Lizier, possédant une chapelle objet d'un pèlerinage annuel et qu'il fallut défendre face à la construction d'une zone pavillonnaire. Le président de cette association est l'actuel maire de la commune.

¹ Bien qu'il s'agisse d'une association, les membres sont appelés sociétaires.

honoraire du patrimoine, ancien inspecteur général de l'éducation nationale. « La plus ancienne des sociétés culturelles du Couserans », « association de sauvegarde du patrimoine » selon ses termes, a des sociétaires dans toute la France, issus de la diaspora couserannaise et ariégeoise, et ceux-ci participent directement à la vie de l'association, par l'intermédiaire de publications dans ledit bulletin ou lors de leur passage dans la terre natale, retrouvant pour certains leurs racines aux archives départementales. Un docteur en chirurgie fait une conférence sur l'art dentaire à travers les âges, un autre en histoire et civilisation sur le pays Couserans dans l'histoire, etc., chacun selon ses capacités et ses centres d'intérêt. Mais les deux tiers des 270 sociétaires sont couserannais. Et ainsi :

« nous n'avons pas de personne très compétente dans l'association. Nous sommes des gens qui aimons bien la culture, qui aimons bien les conférences....C'est pour ça qu'elle porte sur n'importe quoi... ! C'est très éclectique ce que l'on fait on fait.....

- Chacun selon ses centres d'intérêt ?

- Non... Les, les conférenciers que l'on trouve (rires)... Vous comprenez ? Voilà, voilà.... Alors on sollicite des gens, y'en a beaucoup qui ont des sujets d'histoire, par exemple X, il viendra, si vraiment nous sommes en panne, nous le sollicitons (...).

Ainsi, cette historienne locale n'ayant pas obtenu l'agrégation d'histoire préparée, mariée ensuite avec un gendarme dans un village proche de Saint-Girons et qui, n'ayant pas besoin de travailler, profite des archives pour effectuer des recherches sur un évêque de son pays ou sur l'industrie verrière qui s'y était développée durant le moyen-âge. Elle présente bien sûr ses travaux dans le cadre des conférences de l'association. On s'exclame d'admiration dans l'assistance devant le nombre des pages d'archives consultées : « quelle recherche ! ». Ma voisine, dans cette assemblée à la moyenne d'âge assez élevée, et dont la voisine s'était presque endormie pendant le propos de la conférencière, voudrait poser une question mais n'ose pas, dans cette salle comble (60 personnes) de l'office de tourisme de Saint-Girons. Chacun s'est mis sur un certain trente et un, c'est une sortie culturelle. On vient pour la conférence mais aussi pour la sociabilité. S'y retrouve les membres des associations proches (amis d'Aulus et de la vallée du Garbet, association de sauvegarde du patrimoine de Seix, du Séronais), l'après-midi se terminant par un petit goûter avec pâtisseries et vin pétillant. On en profite pour organiser le prochain voyage des sociétaires (« ils aiment bien voyager » disait d'eux le président). L'ensemble donne des airs d'un club des aînés (comme on en trouve dans de nombreux villages) à vocation culturelle, sensation confirmée par l'attitude de certains, quelque peu défiants à l'égard de ce type de tendance (« j'ai pas besoin de ça, je préfère les faire tout seul [les voyages]»).

Le patrimoine : principes et batailles

L'approche du patrimoine développée par l'association s'inscrit, en accord avec le recrutement de ses membres – au moins en terme de capital culturel –, dans le registre du patrimoine artistique, monumental et religieux et dans les codes de valeur de l'histoire de l'art (entendu au sens large). Intérêt désintéressé orienté vers le religieux¹, ses actions visent avant tout à éviter les « massacres » et les « aberrations » dont sont victimes certains monuments suite aux travaux engagés (souvent) par des municipalités ou au désintéret pour certains éléments de valeur : retable « orné bien entendu, et d'une certaine valeur » livré aux intempéries dans une église en ruine ; municipalités ne cherchant pas « à se renseigner sur la nature, l'importance, la valeur de ce qu'ils ont » et décidant de crever la voûte d'une église « qui a un certain caractère et une certaine valeur, donc on ne peut pas y faire n'importe quoi » pour y installer un nouvel escalier ; restauration d'un pont, « massacre » où « ils n'ont pas respecté le style de l'époque, ils y ont fait un parapet de la renaissance », « projets monstrueux », « cauchemars » contre lesquels il faudra « livrer bataille » ; panneaux en faux marbre (« mais enfin, ça avait sa valeur, du XVIIIème quand même ») d'une église pourrissant suite à des infiltrations depuis un toit abîmé, etc.

Face à cela, l'association sert d'aiguillon auprès des pouvoirs publics : « *c'est nous qui nous occupons du montage du dossier [de classement notamment]. Nous sommes en relation avec les responsables de la DRAC, ce qui fait que quand ils viennent, on leur montre ce qu'il y a à faire, ce qu'il faut préserver, regardez, c'est du XVIème, du XVIIème, on peut pas laisser tomber une chose pareille. Ils en conviennent, ils classent et à partir du moment où c'est classé, on crée le dossier. Mais alors là, on passe la main à la municipalité. Quand les responsables de la DRAC sont arrivés, c'est fini, notre rôle est terminé* » ; même type de relations avec les services de monuments historiques. Lorsque le cas le nécessite (« tout ce qui est classé coûte cher »), l'association met la main à la poche, parfois pour lancer un projet que la municipalité ne peut plus que suivre, alors que les différentes prises en charge limitent ses dépenses à environ dix pour cent du budget de restauration.

« *Aujourd'hui les municipalités sont conscientes quand même, plus besoin de batailler comme nous l'avons fait. Elles sont conscientes mais il leur manque de l'argent* » (...) *Autrement dit, quand il faut faire des choix, et bien le patrimoine ça passe en dernier et voilà !* » Auparavant, dans les années 70-80, « *à cette époque là vous savez, on ne s'occupait*

¹ « Notre association est un peu orientée vers le... je dis pas le clérical, mais le religieux ».

pas trop de patrimoine par ici (...) Les communes étaient encouragées à travailler surtout sur les infrastructures, le réseau routier était tellement abîmé, il fallait tout refaire (...) Et alors le patrimoine par contre, vous savez, ça n'avait pas trop d'importance. Quand il y avait une maison qui gênait, on avait vite fait de la démolir sans se demander si elle avait un certain caractère ou si elle représentait quelque chose ! ». Aujourd'hui donc, « les municipalités sont conscientes ». « Et encore, et encore ! S'ils ne se disent, mais à partir du moment où ça va être restauré, qu'est ce qu'il va y avoir comme visiteurs. Mais on ne sera plus tranquille dans nos villages ! Finit la tranquillité ! Ah oui, alors ils pensent aux visiteurs qui vont venir, ils ont des poules dans les chemins des rues ! Par exemple, pour la chapelle de X, si vous y allez en été en particulier, vous allez voir les canards au milieu de la route ! Et la commune, le maire ne veut pas classer, en pensant justement qu'à ce moment là, il va y avoir tellement de monde qui va venir la voir... vous comprenez, que les gens de l'endroit ne vont plus être tranquilles... ! ». La sacralité du patrimoine ne s'impose donc pas dans ces petites communes rurales où les canards et les poules demeurent les seuls visiteurs d'une chapelle du XIIème ou XIIIème siècle. Comme me le disait le président d'une association similaire, ancien architecte d'intérieur parisien à la demeure cossue et installé en Ariège pour se rapprocher de son fils, éleveur de chèvre issu de la « première vague néo-rurale », « les gens d'ici, ils ne s'intéressent pas trop à leur patrimoine ».

Mais face à ces définitions classiques et académiques de l'intérêt pour le patrimoine s'esquissent quelques évolutions au sein de l'association. L'actuel président, se disant qu'« on doit pas toujours taper dans le religieux », rendra hommage lors des journées du patrimoine à un personnage local, « libre penseur » « sorti » du Couserans pour faire une carrière parisienne ; un jeune membre du conseil d'administration oriente vers une prise en compte du patrimoine naturel, développant une action pour le dégagement d'une cascade masquée par des arbres. Pour autant, dans le cadre des redéfinitions du champ patrimonial opérées par l'intégration de la ressource patrimoine dans les politiques de développement territorial, l'association apparaît comme « en déclin ». Elle n'a pas été appelée à siéger au sein du conseil de développement du pays, à la différence de celle des Amis d'Aulus et de la vallée du Garbet par exemple, et aucun de ses membres ne suit les avancées de la démarche. Et si le « pays Couserans » s'intéresse beaucoup au patrimoine, « il faudrait qu'ils consultent davantage les gens responsables et les gens qui ont des choses à dire sur ces points... ». C'est aussi que les relations sur lesquelles s'appuie l'association (architecte des bâtiments de France, service des monuments historiques, DRAC) ne recoupent que très peu celles de la démarche de pays, orientée vers le développement local et l'aménagement du territoire et

appuyant des associations comme Autrefois le Couserans, les transhumances en Couserans ou l'écomusée d'Alzen pour le projet patrimonial général qu'elles peuvent permettre de constituer, et que n'incarne pas réellement la vieillissante association des amis. Les uns développent des projets européens LEADER et montent des dossiers de financements croisés, les autres économisent sur les bulletins et comptent avant tout sur leurs sociétaires.

2 : Evolutions patrimoniales.

La décennie quatre-vingt-dix a vu la création d'un nombre assez important (au moins relativement aux effectifs de base) d'associations ou de manifestations touchant au patrimoine, entendu de manière large, je l'ai noté. J'aurais l'occasion de montrer comment, alors que le sens des limites de la catégorie patrimoine se perd¹, s'engage une lutte pour la légitimité de sa définition. Pour le moment, on pourrait dire que le relatif déclassement de l'association des amis au sein de la sphère du patrimoine est dû, outre le manque de renouvellement générationnel de ses membres, à la transformation du paysage patrimonial durant cette décennie, apparition d'autres pratiques et conceptions du patrimoine issues du « moment patrimonial » de 1980, selon les termes d'Hervé Glévarec et Guy Saez. L'apparition de cette « nouvelle modernité » patrimoniale, qu'expriment à leur manière autant Autrefois le Couserans que la Sent Joan des Biroussans, sur lesquels je porterai mon regard, ou encore l'association des amis d'Aulus que j'aborde en suivant, explique sans doute en partie les problèmes de renouvellement des effectifs des amis de Saint-Lizier, association devenue « vieillot », où les codes de bienséance propres à une certaine bonne société apparaissent comme un peu désuets.

Mais pour le moment, m'intéressant aux redéfinitions opérées au sein de ce que j'ai appelé le pôle académique, dont l'association des amis de Saint-Lizier est un évident point de gravité, je tiens à aborder rapidement le cas de l'association des amis d'Aulus et de la vallée du Garbet.

Celle-ci a été créée en 1992, à la suite d'une lutte elle aussi, celle contre la surélévation du lac du Garbet, dans les montagnes dominant Aulus, opération décidée par la municipalité pour y installer une turbine électrique promise à une forte rentabilité. Mais l'association ne s'est pas mise en place uniquement pour cette cause, « ça a été l'occasion ».

Pour justement ne pas se cantonner dans « des lutte stériles », l'association visait à dépasser le cadre communal, en s'étendant à l'échelle de la vallée du Garbet, allant d'Aulus à

¹ D'où les exclamations « tout devient patrimoine » (Guillaume 1980).

Oust en passant par le village agricole d'Ercé. Pour autant, à ses débuts, elle fut avant tout constituée d'habitants d'Aulus, un problème de représentativité des différents villages de la vallée demeurant toujours au niveau des membres. Regroupée autour d'un noyau dur (un couple de retraité, un ingénieur à gaz de France proche de la retraite possédant une maison secondaire, une éducatrice originaire d'Aulus et vivant à Saint-Girons), l'association cible quelques sites sur lesquels porter son action : le moulin d'Aulus et une chapelle d'Ercé, les granges foraines disparaissant rapidement avec les agriculteurs qui les utilisaient et un château moyenâgeux en ruine avancée au-dessus d'Oust. Tout en ayant décidé de rester éloignés « des politiques, des problèmes locaux-locaux », les membres sont « allés voir les maires »¹ pour faire avancer leur projets et, pour beaucoup sur Aulus, la liste du bureau de l'association apparaissait comme celle qui s'opposerait au maire aux prochaines municipales¹.

Aujourd'hui l'association compte 230 adhérents : un tiers d'habitants de la vallée, un tiers de personnes originaires de la vallée mais habitant à l'extérieur et « un tiers de gens comme moi, qui ne sont pas du tout originaires d'ici mais qui ont aimé cette vallée et qui aiment bien recevoir le bulletin », comme me disait l'ancien président-fondateur, M. D.

Pour saisir l'espace des centres d'intérêts patrimoniaux balisé par les membres de l'association, il faut donc tenir compte de cette répartition des effectifs.

Je ne possède que peu d'éléments pour cerner l'investissement au sein de l'association de ses membres étrangers. Je ne pourrais que rapidement citer le cas de cette québécoise dont la famille est originaire d'un petit hameau de la vallée du Garbet et qui, régulièrement, y fait un séjour estival. Elle en profite pour développer ses recherches à caractère d'abord généalogiques, mais débordant aujourd'hui ce cadre. Elle publie certains de ses travaux ou des articles liés à ses découvertes dans le bulletin de l'association.

Mais nous pouvons tout de même approcher la question à partir de la relation au territoire de celui qui fut le fondateur de l'association, M. D.

Installé en banlieue toulousaine avec sa famille, M. D., ingénieur de formation et travaillant à Gaz de France, découvre Aulus par hasard en 1963. Séduits par ce fond de vallée¹, ils y reviennent en famille régulièrement et finissent par y acheter une maison secondaire.

¹ « Les maires on essaie de savoir leur projet, pour essayer...les cuisiner, tout ça... » me dira l'ancien président.

¹ Les comités des fêtes jouent aussi souvent ce rôle, dans ce que l'on pourrait appeler le mode d'accession à l'éligibilité municipale (c'est à dire le fait d'apparaître comme plausible ou probable à une élection). On comprend aussi que les personnes regroupées dans l'association n'étaient pas « n'importe qui » à l'échelle du village, puisque apparaissant comme formant cette liste plausible.

¹ A cette époque Aulus est un cul-de-sac pour les voitures; depuis, deux routes permettent de rejoindre par les cols les villages d'Ustou et de Massat.

« J'ai toujours aimé l'histoire ». En poste à Gaz de France, il avait déjà réuni différents documents sur l'histoire de l'exploitation gazière. Amateur de généalogie¹, sensible à la protection du patrimoine¹, s'il s'est plu et intéressé à Aulus, « *c'est que je trouve que c'est un pays où il y a énormément d'histoire. Y'a les mines [site minier de Castelminier, où se trouvait le village primitif d'Aulus, détruit au XVème siècle], y'a la lherzolite, y'a les montreurs d'ours à Ercé¹, les américains à Ercé et Oust¹, enfin, etc.. Beaucoup de thèmes d'histoire... Et puis quand je suis arrivé ici, y'avait encore pas mal d'éleveurs et c'était un endroit intéressant... Bon y'avait pas de route (...) c'était un endroit qui était quand même un peu protégé et.....bon, j'ai fait connaissance avec des gens du pays, qui m'ont emmené en montagne...C'était mon petit paradis à moi, voilà ».*

Isolat conservatoire et terre d'histoire(s), Aulus devient terrain de recherche (historiques et à caractère ethnographique), d'excursions montagnardes, de découverte d'une autochtonie pastorale; un petit monde en soi, méconnu, oublié au fond de sa vallée et prêt à être découvert, variation plus actuelle sur le mode des Pyrénées pastorales¹, « petit paradis ». Mais variation aussi par rapport aux pratiques instituées de la valorisation patrimoniale : on s'éloigne du monument pour aller vers un certain point de rencontre entre l'histoire (celle des archives) et l'histoire orale, telle que la connaissent certains « informateurs »¹ (selon le mot de l'interviewé) au sein de l'association ou à ses parages. Quelques anciens témoignent donc pour sauver les restes d'une « mémoire collective » (idem) et certains membres, déjà adeptes des archives pour leurs recherches généalogiques, s'attaquent à des sujet d'histoire. « *C'est pas la grande histoire...C'est l'histoire en liaison...avec..., l'histoire locale quoi. – Mais qui est aussi intéressante que l'autre j'imagine ? – Ah oui, enfin pour moi oui, c'est tout de même plus intéressant que de parler...que de faire des recherches sur la bataille de Fontenoy... Enfin, si j'étais à Fontenoy, je ferais des recherches sur la bataille de Fontenoy...Mais vu*

¹ Il réussit en fin d'entretien à me retrouver une ascendance dans la personne de la comtesse de Chandivert, favorite de Charles VI le fou, ce qui semblerait vrai d'après des recherches familiales !

¹ « Ca c'est dans les gènes hein... Et dans ma famille, j'ai trois frères, on est tous comme ça....Je ne sais pas pourquoi... »

¹ Dans la seconde partie du XIXème siècle, une émigration tout d'abord saisonnière amenait sur les routes différents colporteurs, chaque village ayant plus ou moins sa spécialité. Les plus fameux et pittoresques étaient les habitants d'Ercé et Ustou (dans une moindre mesure), qui portaient sur les routes montrer l'ours. Au début de l'activité les ours étaient pris dans les montagnes environnantes. Suite à leur raréfaction, ils furent achetés au port de Marseille en provenance des pays de l'Est, là même où sont capturés les ours réintroduits aujourd'hui ! Cette activité fut bien sûr au centre de tous les intérêts descriptifs de l'époque et de toute l'historiographie localiste, qui ne manque pas de souligner cette spécialisation exotique. Les amis d'Aulus ont mis en place une exposition à Ercé sur ce thème.

¹ Là encore, il s'agit d'une filière d'émigration propre à quelques villages, ayant amené aux Etats-Unis des migrants travaillant bien souvent dans l'hôtellerie-restauration.

¹ Rappelons-nous comment Adolphe d'Assier avait lui aussi « découvert » son Aulus.

¹ On pourrait bien sûr noter comment l'utilisation du terme marque l'inscription (ou la volonté d'inscription) de ses travaux dans le cadre de cette recherche à caractère historico-ethnographique.

d'ici, ça me passionne pas.... » L'attention ne se focalise plus sur un retable ou un monument « du XVIIème » et qui avait « son caractère ». Entrée par la généalogie et par une passion diffuse pour l'histoire, elle s'applique à un territoire sur le mode de l' « histoire culturelle », dans une acception plutôt anthropologique du second terme.

Et c'est cette même « culture » qui est au cœur des intérêts de Mme. R., trésorière et membre fondatrice de l'association, la quarantaine, éducatrice originaire d'Aulus habitant aujourd'hui sur Saint-Girons. Rencontrée chez elle, modeste appartement dans un quartier périphérique de Saint-Girons, l'entretien visait à évidemment parler de l'association¹. Comme bien souvent, c'est « d'ici » et de ceux qui l'habitent que l'on parlera.

« Je suis née ici. Donc c'est vrai qu'au niveau culture locale...je maîtrise aussi la langue et d'emblée, c'est vrai que j'ai été intéressé par l'association », dont elle connaissait déjà les membres. Au-delà de la lutte contre l'installation de la centrale l'association se devait d'avoir comme but :

« – (...) bien sûr, le collectage, au niveau d'Aulus, de tout ce qui pouvait maintenir une...culture qui comme ailleurs s'effiloche, puisque beaucoup de personnes âgées disparaissent...C'est une culture orale...

– Dans laquelle vous avez baignée ?

– Oh oui bien sûr, dans laquelle je baigne encore, même si, comme toutes les familles là-haut nous sommes partis, faire des études, travailler ailleurs. Mes frères et sœurs sont à Paris, Nancy, Lyon. On a fourni le contingent classique de fonctionnaires...Comme l'Ariège est un département très pauvre hein, donc des agriculteurs... L'ascension sociale...

– Vos parents étaient agriculteurs ?

– Oui, bien sûr, agriculteurs de montagne qui plus est, en voie de disparition...Ce qui veut dire qu'on est, qu'on a cette culture qui nous imprègne, mais nous avons aussi bien sûr intégré l'autre culture, parce que nous avons parlé la langue d'Oc avant de parler français... Ça laisse une empreinte non-négligeable qui fait que je suis d'autant plus sensibilisé à tout ce qui est patrimoine, avec la langue...

¹ J'ai développé l'habitude, pour les entretiens formels, d'utiliser quelque chose comme une grille regroupant les thèmes que je veux aborder dans un ordre visuel qui reprend le déroulement potentiel de la conversation. L'avantage était qu'habitant ici depuis dix ans et ayant utilisé quatre années de « terrain », ayant collecté les coupures de presse, m'étant tenu informé des actions des uns ou des autres, ayant suivi nombre de manifestations, d'associations, participé à de très nombreuses réunions, m'étant fait des amis, ayant suivi les campagnes électorales, ayant fait partie d'associations, de comités des fêtes, ayant passé un peu de temps auprès de quelques éleveurs, ayant parcouru un peu la montagne comme les archives, etc., je connaissais généralement bien les personnes à rencontrer ou les institutions qu'elles personnifiaient. L'analyse de ce que l'on pourrait appeler ici la variation socio-historique des usages sociaux du patrimoine débouchait donc souvent sur ce qui la sous-tendait : la question d'un rapport plus général au territoire et à ses habitants, variant selon les codes socio-culturels, les positions et les trajectoires.

– *Oui mais en même temps, beaucoup de ceux de votre génération, ils ne parlent plus patois et...*

– *Oui, pour beaucoup c'est ça. Bon et puis en plus on est obligé de s'intégrer ailleurs, donc le patois on le parle mais... C'est quand même pas naturellement comme mes parents. Parce que c'était quand même en relation avec une façon d'être, une culture. C'est plus la nôtre quoi, on a une vie totalement différente donc ça, on est tout à fait conscient qu'il faut garder une trace... C'est pour ça que nous oeuvrons dans ce sens. (...)*

– *Et le fait de « rester au pays », c'était un choix ?*

– *Bah disons que ça s'est avéré, tant mieux, je suis contente...Bon, avec tous les inconvénients, c'est à dire, rester en Ariège c'est pas le même développement de carrière... (...)*

– *Et vous avez dû quitter le Couserans pour vos études ?*

– *Ah oui, bien sûr. Oh oui ! Bien sûr et heureusement d'ailleurs (début de petit rire)... Faut aller voir ailleurs pour pouvoir justement....*

– *Mieux apprécier ?*

– *Mieux app..., et puis faut revenir aussi hein ! Mais faut aller voir ailleurs je pense, par ce qu'il n'y a pas que du bon dans le Couserans aussi, faut aller voir ailleurs...*

Alors que je l'interrogeais, dans la suite de ces propos, sur l'idée d'un patrimoine insuffisamment protégé et valorisé, Mme. R. m'exposait sa conception du rapport des autochtones à ce qu'elle appelle « leur culture » :

– *« Les habitants eux-mêmes ils le vivent et ils ne s'en rendent pas compte que cette culture s'en va peu à peu. Je pense que pour s'en rendre compte il faut quand même être un petit peu sorti. C'est ce qu'il y a de plus classique ; les gens qui la vivent, qui parlent la langue, pour eux ils sont toujours dans le même univers, ils perçoivent pas que c'est inéluctable...[la disparition de cette culture] »*

Multiplés va-et-vient entre l'appartenance et le regard sur l'appartenance, la « culture » à laquelle se réfère Mme R. n'existe que dans sa propre objectivation, dans une distance qui la constitue comme telle. Face au dialogue sur le biculturalisme et sur l'acculturation, dont on perçoit par moment les accents idéologiques dans les propos de l'interviewée (intégrer « l'autre culture », « l'école de la République » et l'éradication des patois), et face aux conséquences d'un « rester ici » tout en en étant parti (pas le même développement de carrière), c'est donc sur une trajectoire sociale que se construit ce rapport au pays, que médiatise ici l'usage de cette notion de culture. « C'est ce qu'il y a de plus classique », comme elle le précise finalement elle-même.

Ni association d'érudits ou intégrant de manière forte les codes de l'érudition, ni association « populaire » attachée à la mise en scène d' « autrefois », les amis d'Aulus développent une approche du patrimoine correspondant au recrutement social des membres de l'association. Le truisme n'a pas de valeur explicative en dehors des limites qu'il impose : pas de conservateur général honoraire du patrimoine pour s'emporter sur la valeur exemplaire d'un retable orné, ni d'ancien éleveur à la carrière d'ouvrier prêt à faire « péter » le moteur d'un vieux tracteur le dimanche matin. Mais la corrélation entre différentes variables sociales (origines et trajectoires sociales croisées des différents membres) et le « type patrimonial » correspondant, réflexe de base de la détermination sociologique, doit aussi être compensée par une prise en compte plus wéberienne du sens investi dans ces pratiques patrimoniales spécifiques : histoire certes, mais histoire-mémoire ; histoire d'un territoire certes, mais n'entrant pas dans les canons d'une contribution locale à l'histoire nationale correspondants à la période précédemment analysée. Cette histoire-mémoire du local, s'attachant aux témoignages du passé dans leur diversité (récit souvenir d'un ancien paysan sur la vie d'autrefois et les toponymes de son village, recherche d'information sur une chandelle utilisée par le passé, etc.) est là pour « garder une trace », comme le note B.R. et pour rendre en quelque sorte un « hommage aux aïeux », comme le proclame, près du petit village de Liers, dans le Massatois, une inscription sur une fontaine rénovée par un habitant originaire du village, parti-revenu, et fortement investi dans une approche patrimoniale de sa vallée.

Cet hommage peut bien sûr retrouver la grande histoire, il n'y a pas de schisme entre les deux. Ainsi la mère de B. R., ayant participé avec son père au sauvetage d'une famille juive durant la Deuxième Guerre, en leur faisant passer la frontière par la montagne, sera honorée en juillet 2005, suite au travail de recherche engagé par l'association et relayé par diverses personnes, travail qui avait permis de retrouver au Canada un des survivants de ce sauvetage, bébé à cette époque. Une très officielle cérémonie pleine de gravité et d'émotion marquera la remise de la légion d'honneur à la mère de B.R. En première page du *Journal de l'Ariège*, le titre de l'article consacré à l'événement était « Quand le vent de l'histoire caresse la mémoire » (édition du 23/07/04).

Pourtant, si les centres d'intérêt s'organisent donc plus spécifiquement autour d'une histoire-mémoire sensible, même chez les membres qui ne sont pas originaires de la vallée mais l'on fortement investie, celle-ci semble être là pour jalonner le changement, « garder une trace » d'un monde qui disparaît, « c'est inéluctable » comme le note B.R., tout autant que pour ancrer ce passé dans le présent et vers le futur, comme l'expose nombre des formules canoniques utilisées par les membres d'associations comparables (au moins en terme d'intérêt

pour « le patrimoine »)¹. L'association suit de près les actions engagées par la municipalité d'Aulus, notamment au travers de l'opération « pôle touristique » menée en parallèle des actions du « pays Couserans », et s'est quelque peu investie dans les opérations de valorisation du patrimoine développées à ces niveaux. Histoire proche¹ et mémoire vive¹, mais le pays ne doit pas pour autant être mis sous cloche, comme le proclamait l'actuel président dans une lettre aux adhérents : témoignages d'une rupture et espoirs d'une continuité.

*

J'aurai l'occasion de montrer la ligne historique dont les pratiques du « pôle académique » se trouvent être les héritières, en envisageant en dernière partie les préalables historiques à la perspective ethnographique d'ensemble que je développe ici. Mais il s'agit désormais de présenter certains aspects de la requalification patrimoniale d'un ensemble de pratiques sociales où s'exprime une rusticophilie conservatoire, fête de terroir ou pratiques folkloriques.

¹ Ainsi les propos du « grand maistre » de la confrérie des Avelanaires, confrérie de la noisette du pays d'Olmes, créée en 1999, lors de la fête de la noisette des 23 et 24 septembre 2006 : « Cette fête est là pour saluer les origines de notre ville [Lavelanet] et mettre en avant notre culture originelle sans toutefois rester figée dans le passé car notre pays doit avancer ».

¹ Ainsi, 52% des 75 articles ayant paru dans les 22 premiers numéros du bulletin de l'association, *La mémoire du Garbet*, sont relatifs à l'histoire locale, dont 17% plus précisément à une histoire proche en terme chronologique.

¹ 15% des articles pouvaient être regroupés dans la catégorie « Culture agricole rurale : souvenirs, collectes et recherches ». Les huit autres catégories (de la géologie à l'art religieux, à la toponymie, la faune, la flore ou l'architecture rurale) ne dépassaient pas 5% et formaient un groupe « divers » représentant plus de 31%, révélant un éclectisme comparable à celui du bulletin de l'association des amis de Saint-Lizier, dans sa forme et sans doute dans ses causes (faire avec la diversité des centres d'intérêt des membres que l'on a).

B : Le terroir réinventé

Tel que l'expose les commentaires journalistiques du moment, l'attrait contemporain pour « le terroir », « la campagne », ne serait en fait que la boucle de rétroaction d'une grande cybernétique de la mondialisation : l'homogénéisation culturelle que produirait celle-ci exacerbe en retour la mise en avant des particularismes. La formule est suffisamment connue et diffusée pour être reprise par les fers de lance des différentes manifestations auxquelles nous allons nous intéresser. En cela, elle produit bel et bien des effets et finit donc par engendrer ce qu'elle énonce.

Pourtant, il n'est pas possible dans la recherche de se contenter de ces mots du moment, révélant et masquant en même temps le phénomène qu'ils décrivent. Ma réserve sur ce cadre général qui, sous différentes versions, tient souvent lieu d'inconscient analytique¹ se limite à une position purement méthodologique : ne pas prendre comme catégories analytiques celles qui devraient constituer l'objet même de l'analyse : « mondialisation » contre « retour du local », Mac Do contre roquefort ou toute autre déclinaison similaire. Pensons aux « antiques traditions » opposées au « cosmopolitisme » dans les discours tenus à la charnière du siècle précédent. Pourtant, comme je le précisais, les faits sont têtus et il faut alors réintroduire dans l'analyse ce que la méthodologie avait amené à exclure dans un premier moment.

Le « terroir réinventé » que je me propose de présenter n'est pas nouveau. Déjà Virgile en recréait une image idéale et pacifiée dans ses vers. Déjà Marie-Antoinette s'échappait de la contraignante artificialité de la cour en se réfugiant dans son Trianon. Déjà Georges Sand exprimait les « besoins de racines » de son temps, celui de 1848. Déjà les mouvements de « retour à la terre » des années soixante-dix entreprenaient de remettre leurs sabots.

Pourtant, il reste possible de croire à la fécondité heuristique de l'analyse de cette constante « réinvention ». Non pas par fascination pour les perspectives plus ou moins constructivistes autour de l'invention de tradition, routine de l'ethnologie contemporaine. Cette figure du terroir réinventé n'est pas ici abordée pour elle-même, mais pour les rapports

¹ Au-delà des logiques d'homogénéisation/différenciation culturelles contemporaines, la formule a court en effet dans nombre de travaux qui expliquent le « retour » vers le « simple », l'« authenticité », le « particulier », les « traditions » en le renvoyant aux « mutations », aux « accélérations de l'histoire » qui justifient ce retour, donnant alors aux principes qu'il mobilise une valeur-refuge. Ces analyses oublient notamment la genèse historique des principes de cette quête d'authenticité. Or, celle-ci ne se limite pas aux adaptations face à un processus de changement social, mais inclut aussi le champ de force des relations entre différents univers sociaux, bourgeoisie et noblesse de robe en Allemagne aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles par exemple – voir sur ce point, bien sûr, les désormais classiques travaux de Norbert Elias, mais aussi Babadzan 2001. Pour une approche des aspects proprement politiques de ces phénomènes, se reporter à l'inévitable *The invention of tradition*, Hobsbawm et Ranger 1983.

sociaux qu'elle médiatise, les relations entre sens et puissance qu'elle cristallise, pour reprendre les mots de Georges Balandier. Ce terroir réinventé, cette terre promue (Thiesse 1999), figure bien moderne (au sens historique du terme), reste donc sans doute un pertinent révélateur du rapport que nos sociétés entretiennent avec elles-mêmes et avec leur propre changement (Babadzan 2001).

En partant des manifestations les plus évidentes de la valorisation patrimoniale de la ruralité, il s'agit d'envisager finement les multiples réalités que recouvre cette « renaissance rurale ». Loin de simplement m'attacher aux aspects touristiques d'une invention de traditions, de cette mise en scène d'un passé flou et idéalisé, d'une identité proclamée et démontrée par cette proclamation, j'essaie d'aborder conjointement les dispositions qui s'expriment au sein de ces manifestations. Il est dès lors possible de mettre à jour, derrière la similitude des investissements et des centres d'intérêts, le feuilletage socioculturel qui organise le sens spécifique que chacun leur donne. Nous verrons donc sur ce point de quel projet de société peut être porteur le patrimoine rural.

1 : Les « Autrefois » du Couserans.

Les fêtes de terroir ne sont pas nouvelles. Sous différentes formes, elles se développent largement depuis le milieu des années soixante-dix (Champagne 1977). On les retrouve aussi bien avant, dès l'entre-deux guerres, quand la JAC les utilise pour en même temps célébrer les vertus éternelles du paysan et pour glorifier le progrès, notamment celui de la mécanisation (Duby et Wallon 1977). Le paysan peut ainsi être éternel et moderne.

Mais les spécificités des fêtes organisées depuis les années soixante-dix restent qu'elles se développent dans un monde qui tend à en finir avec ses paysans (Mendras 1967). Elles sont initiées par des agriculteurs ou non agriculteurs qui représentent le paysan pour un public rural et urbain profitant de ses loisirs. Elles ont aussi perdu le caractère politico/idéologique agrarien qu'elles avaient connu. Ce qu'elles manifestent, ce sont bien les transformations d'un monde de moins en moins paysan et de plus en plus rural, c'est à dire, corrélativement, urbain. Pour citer Patrick Champagne, « ce traditionalisme électif (...) apparaît au moment où le monde paysan se définit plus que jamais par référence au mode de vie citadin ». Les agriculteurs « jouent, si l'on peut dire, aux paysans (...) en reprenant à leur compte la représentation ancienne et idéalisée de la campagne que s'en font aujourd'hui certaines fractions citadines » (1977 :78-79).

Presque trente ans plus tard, les choses ont-elles changé ? Le cadre général exposé dans l'article de Patrick Champagne reste d'actualité : il faut bien sûr tenir compte des jeux d'inversions symboliques autour d'un paysan « authentique » ou « routinier » ; il faut aussi saisir les luttes de classement engagées au sein de ces mises en scène apparemment consensuelles d'un passé hétéroclite mais idéalisé, luttes entre, pour faire simple, ruraux et citadins mais dont les déterminants sont loin d'être purement symboliques. De la même manière, il faut aussi pouvoir tenir compte des rapports indigènes au traditionalisme : entre le vieux tracteur toujours en usage dans une exploitation que l'on continue à « garder propre » en en coupant les foins, alors même que le fils qui l'avait reprise de ses parents a fini par l'abandonner « professionnellement » pour aller travailler à l'usine, et cet autre vieux tracteur acheté pour être restauré et pour entretenir le terrain de la maison familiale, rien n'est pareil, si ce n'est peut-être le tracteur, qui sera exposé et défilera lors de la manifestation.

Ainsi, comme le notait P. Champagne, l'observation de ce type de fêtes « de terroir », « à l'ancienne », « des vieux métiers » constitue « une occasion privilégiée pour saisir, au travers des contradictions qui s'y manifestent, les ambiguïtés que comporte cette sorte de folklorisation de manière d'être et de faire récentes ou même encore pratiquée par certains paysans » (idem).

C'est bien parce que le paysan ne cesse de mourir et d'être réinventé, c'est à dire de disparaître comme type opposé à la figure de l'agriculteur, et de nécessairement renaître symboliquement qu'il est tentant de voir dans ces cérémonies de résurrection d'un proche passé quelque chose comme une tentative de médiation des contradictions qu'évoquait P. Champagne.

Un beau dimanche

Début août 2003 à Saint-Girons, sous préfecture de l'Ariège et petit bourg-centre (6500 habitants) déclinant au profit de sa « couronne péri-urbaine » (toutes proportions gardées, soit environ 10 000 habitants en tout). Situé au confluent des principales vallées du Couserans, la ville concentre, en intégrant la conurbation qu'elle forme avec les petits bourgs voisins de Saint-Lizier et d'Eycheil, la majorité des emplois et des services à la population du bassin de vie couserannais, pour reprendre les termes de la géographie aménagiste.

La ventilation par secteur de la population active est comparable à la situation régionale, avec une proportion d'actifs dans le secteur secondaire légèrement supérieure. Nous avons donc, par rapport à la moyenne nationale, une proportion supérieure d'actif dans

le primaire et le secondaire: l'élevage reste une activité forte et l'industrie papetière, liée à la présence de la forêt et de l'eau, concentre une bonne part des emplois du secondaire.

Au pied des Pyrénées, la petite ville s'anime aussi l'été lors de la saison touristique et du retour « au pays » de tous ceux qui y ont quelque attache familiale. Début août, la fréquentation est presque à son comble qu'elle atteindra, comme un peu partout, le 15 du mois. Mais en ce début de mois, c'est le week-end d' « Autrefois le Couserans », grande animation rurale organisée tous les ans.

Dès le matin la chaleur est présente, voilant la chaîne primaire qui se découpe en arrière plan. Reste la fraîcheur des places ombragées le long de la rivière qui coule au cœur du bourg, le Salat, pour offrir quelque répit à ceux qui déjà attendent le défilé d' « Autrefois ». Les quelques cinq cents bénévoles de l'association mobilisés ce jour là s'activent aux derniers préparatifs. Dans la rue principale, un camion-podium du type de ceux que l'on utilise pour les courses cyclistes régionales a été installé, distillant une musique d'ambiance pas encore très accordée avec l'esprit de la manifestation qui va se dérouler. Les barrières contiennent les spectateurs du défilé attendu qui commencent doucement à se masser : c'est bientôt l'heure. Le fondateur de la manifestation, qui n'est plus l'actuel président de l'association qui assure son organisation, rejoint le podium pour faire la présentation. En sabot, pantalon noir à bretelle, chemise blanche et chapeau de feutre noir, il prend le micro en même temps que les petites fiches qu'il a préparé, accompagné par le présentateur « livré » avec le camion aux couleurs de *La dépêche du Midi*, quotidien régional à fort lectorat local.

A l'autre bout de Saint-Girons, dans le parc d'exposition où chacun se prépare avant le départ du défilé, c'est aussi l'effervescence. Les groupes folkloriques vérifient leur habillement et commencent à entonner quelques airs. Les attelages sont harnachés, les bœufs ayant parfois du mal à tenir en place sous leur joug, peu habitués qu'ils sont à ce genre d'exercice pour lequel ils ont pourtant été spécialement dressés, mais qu'ils ne réalisent que rarement. Les tracteurs et autres vieilles voitures pétaradent et enfument ceux qui se trouvent derrière. Enfin, selon un ordre préparé à l'avance mais qui ne sera pas respecté (ce qui posera bien des problèmes aux présentateurs aidés de leurs petites fiches et situés à l'autre bout du parcours), le défilé s'élance : les vieilles voitures d'abord, avec leur conducteur en « costume d'époque ». Ensuite les vieux tracteurs, là aussi chacun a revêtu la tenue de rigueur. Il faut dire que la responsable du défilé est assez draconienne : pas question de défiler sur un vieux tracteur ou un vieil attelage en basket, ce n'est ni authentique ni d'époque. Or, pour l' « esprit » de la manifestation comme pour les yeux du public, il faut assurer une cohérence esthétique et éthique à la reconstitution, éviter de trop criants anachronismes ou de laisser voir

les failles de la mise en scène. Il faut, en somme, pouvoir y croire, se laisser transporter sans qu'un détail trahisse l'artificialité de la reconstruction – compte tenu des implicites idéologiques de l'analyse d'une « authenticité reconstruite », je précise que j'utilise ici le terme « artificiel » dans son sens de « procédé non naturel », et non dans son sens de « facticité non authentique ».

Dans le reste de la ville, les multiples exposants réunis pour le « marché gourmand » ou pour leurs stands artisanaux commencent à déballer. Les cafetiers et restaurateurs s'activent, sachant que la journée sera longue, dure mais rentable. D'ici trois heures tout sera plein. Tout ce qui peut servir de chaise, de banc et de table est réquisitionné, y compris les portes sorties de leurs gonds et posées sur tréteaux. La surface des terrasses est multipliée par deux, des parasols supplémentaires sortis pour l'occasion. Les serveurs et serveuses ont eux aussi déniché dans un placard un habit plus ou moins « à l'ancienne », chacun essaie de jouer le jeu.

Il n'y a que les touristes qui ne se soient pas spécialement préparés pour le petit événement. La panoplie est minimale : de quoi se protéger un peu du soleil et de quoi ne pas se dessécher, de quoi filmer ou photographier, un béret aux couleurs de l'événement pour les plus investis. Selon les études faites à ce sujet par les instances départementales (observatoire départemental du tourisme), le profil type du touriste de ce mois d'août correspond à celui d'une famille avec enfants, classe moyenne (ce qui ne signifie pas grand chose) qui, si elle est d'origine étrangère, est anglaise¹ ou allemande avant tout. Peut-être ont-ils déjà assisté la veille à l'arrivée de la « route de la glace », une des premières animations de ce week-end, où une petite caravane de mulets ramène des pains de glace directement descendus des névés du cirque d'Anglade, au pied du mont Rouch, à une trentaine de kilomètres de là. Ils reprennent ainsi une activité qui avait cours au début du siècle et qui visait à approvisionner en glace les cafetiers des bourgs jusqu'à Toulouse. Le tout se clôt par un bon apéritif agrémenté de ladite glace. Nous verrons tout de même que cette catégorie de « touriste » reste fausse, mais néanmoins agissante, pour cette manifestation populaire par le populaire et pour le populaire, s'il n'était pas trop réducteur de la résumer ainsi.

Revenons donc à notre défilé. Qui trouve-t-on sur les tracteurs ? On pourrait commencer par dire que, dans ce moment où l'association fait appel à toutes les bonnes âmes, débordant largement le cercle de ses membres et encore plus celui de ses membres actifs, on y

¹ Il est possible de trouver des anglais assistant à ce défilé puisque un prestataire touristique originaire de « la perfide Albion » et installé dans le Couserans propose un *Autrefois le Couserans tour* mettant en avant le pittoresque de la manifestation, lui-même en accord avec celui de la région, puisque les deux risquent d'être les produits de la même codification des représentations.

trouve avant tout des bandes de copains, qui se connaissent en gros tous entre eux, les réseaux d'amitié entrecroisant les liens de parenté. Ils partagent un monde fait de parents et de camaraderie, de mécanique et de bétail, de chasse et de patois, de verbe haut et fort et de gauloise en paquet bleu, de cochonnaille et de chemise à carreaux, de pastis et de débrouillardise, de bricolage. En un mot comme en cent, c'est le « monde des C15 » comme disait un ami qui blaguait sur cet univers. Les C15 sont les voitures utilitaires de Citroën, la variante de Renault étant l'Express. Ce sont bien souvent les voitures des éleveurs et de ceux qui ont besoin de ces véhicules à tout faire : transporter du bois et les chiens, aller dans les champs, porter des bêtes, ramener du sable, des matériaux, des outils, etc. Le tableau dressé n'est pas très objectif. Il vise juste à être quelque peu suggestif et à rappeler que les personnes dont il est ici question ne sont pas là pour ce « terroir recréé ». Elles sont là pour faire « péter » le moteur d'un tracteur qui ne veut pas démarrer, se « chamberer » et « ne pas trop se faire engueuler par leurs femmes ! » comme me le précisait un copain à qui j'avais soumis mes analyses.

Après les tracteurs arrivent les attelages et le bétail de races considérées comme locales, chevaux de Mérens, vaches « Casta », l'un et l'autre aujourd'hui reconnus pour leur spécificité. Les chevaux de Mérens sont devenus un des emblèmes du département et le marché semble plutôt bien se porter. Les vaches Casta, ou prétendues telles, font partie de ce qu'on appelle les « races à petits effectifs », elles sont aujourd'hui avant tout élevées par quelques amoureux pour ce qu'elles représentent. Elles sont par ailleurs intégrées au programme développé par le conservatoire du patrimoine biologique de Midi-Pyrénées. Les amoureux qui les sortent en l'occasion les dressent pour quelque peu travailler et pour parader dans les multiples manifestations qui sont spécialement dédiées à ce type de bétail ou qui nécessitent la présentation de bêtes sachant tenir le joug.

Suivent diverses carrioles tirées par des mulets, sur lesquels sont juchés quelques figurants, là encore en tenues d'époque, comme le seront, chacun dans leur style, les cinq cents autres. On y trouve pêle-mêle les groupes folkloriques des Biroussans et de la Bethmalaise en costume et en musique, une voiture à chevaux de mariés en vaste robe et haut de forme, des femmes poussant brouettes fleuries et décorées de gerbes de blé ou portant un pot au lait, etc. La farandole est joyeuse, colorée et pittoresque.

Dans cette reconstruction de la campagne d'antan, la logique de sélection du matériel et des activités présentés durant l'animation retrouve une bonne part des principes de la collecte folklorique et ethnographique : intérêt pour les éléments les plus spécifiques et finalement pittoresques du calendrier agraire (tonte des moutons, battage), pour les petits

métiers disparus avec leurs savoirs-faire, attrait pour les outils liés à ces activités. Ce regard muséographique participe donc à l'organisation de la mise en scène des différents éléments les plus typiques de la vie agricole passée, et l'ensemble en produit l'image. Puisque c'est ainsi une certaine codification des représentations qui ordonne les perceptions de cette vie paysanne, sa représentation (au sens théâtral) ne pourra que correspondre aux modèles qui l'organisent et que chacun vient retrouver en ce genre d'occasion. La reproduction de la campagne d'autrefois trouve ainsi les moyens de sa permanence, les présentations actuelles n'étant ainsi que les modulations (au sens musical du terme) des présentations passées. Sur ce point, un char d'antan peut facilement en cacher un autre.

Chaque année des modifications et renouvellements sont apportés, de nouvelles présentations phares sont mises en place, cette année le clou du spectacle étant constitué par un groupe de Catalans formant une pyramide humaine en certains points du parcours, accompagné en musique par un groupe folklorique à l'étendard jaune et rouge. « Les couleurs sang et or de la Catalogne se mêleront aux mêmes couleurs de l'Occitanie » peut-on lire dans le programme de la manifestation.

L'ensemble de ce grand défilé se termine sur le Champ de Mars, au bord du Salat, là où chaque samedi se déroule le marché de Saint-Girons qui connaît lui aussi un succès grandissant, où le pittoresque d'un marché « à l'ancienne » se mêle à l'attrait pour les produits « du terroir ».

L'affluence maximale de ces deux journées aura lieu le dimanche après-midi. Sur l'ensemble du centre-ville de multiples animations sont installées. Le thème commun : l'évocation de pratiques passées, celles qui, dans leur diversité, faisaient le quotidien de la vie couserannaise d' « autrefois ». Pourtant, dans ces lessives à la cendre, dans ces rémouleurs, étameurs et maréchaux ferrant, dans ces battages et barattages, rien de spécifiquement « local ». Rien de spécifiquement couserannais non plus au marché artisanal, si ce n'est le santonnier pyrénéen et le sabotier de Bethmale, qui fabrique les célèbres sabots à longue pointe recourbée nés aux alentours de 1830, n'en déplaie à la légende (Seid 1984). Pour le reste, au marché gourmand, les cochonnailles côtoient les fougasses et autres croustades, le miel, mais aussi tous les chalands que l'on retrouve sur ce type de manifestations et autres foires : vendeur de sandwiches, de bonbons, d'objets artisanaux, brocanteurs, etc. Les groupes folkloriques locaux et catalans se produisent ça et là, animant les rues.

La ville est en fête et accueille le temps d'un week-end « sa » campagne environnante, « comme autrefois », au temps pas si lointain où les foires saint-gironnaises marquaient encore le calendrier des habitants des vallées alentours, notamment pour ce qui est du négoce

du bétail. Car Saint-Girons reste « la ville »¹ aux yeux des habitants des villages environnants. Elle est sous-préfecture, elle est ville bourgeoise et commerçante et, à ces titres, a toute sa place dans un rapport centre/périphérie. Que ces titres ne valent presque plus rien dans le paysage actuel ne change rien au fait que la représentation persiste, tout en se déclinant à l'infini : les hameaux sont pensés dans un rapport similaire aux villages, etc. Quoi qu'il en soit, les tracteurs ne sont pas normalement à leur place dans le cœur de la ville. Ainsi, pendant ce week-end festif, l'ambivalence des rapports entre le bourg-centre et les vallées est momentanément escamotée ou retraduite. Saint-Girons joue le rôle de centre du pays, de « capitale », et présente la diversité de « son » pays : costumes et porteurs de foin du Biros, bethmalais en habits, « figurants venus de toutes les vallées » comme l'annonce le programme. Dans ce grand défilé, c'est bien le pays qui se montre dans une capitale qui, aujourd'hui, réunit toutes ses composantes, célébration consensuelle d'« autrefois » et du « Couserans ». Comme dans un rituel, l'ordre des choses semble inversé : au début des années 90, l'inauguration d'une « maison du Couserans », espace associatif au centre de Saint-Girons, amenait aussi les critiques de certains fustigeant le « saint-girons-centrisme » d'un bourg s'arrogeant le droit de s'autoproclamer implicitement capitale du Couserans. Nombre de considérations similaires autour de l'ambivalence du rapport entre le bourg-centre et le reste de l'arrondissement, notamment sa montagne, ressortiront lors de différents débats au sein du « pays Couserans », structure institutionnelle¹³

Si l'appellation « Couserans » est prise ici sans spécification précise, il en est aussi de même pour les « autrefois », les activités du XVIIIème de flottage de bois sur le Salat côtoyant celles nées de la mécanisation de l'agriculture dans l'entre-deux-guerres et, surtout, au sortir de la seconde (traction, plantation, battage, etc.). De manière évidente c'est l'agriculture qui tient le devant de la scène ou, plus largement, la campagne. L'un des rêves de certains organisateurs serait de pouvoir effectuer une démonstration de labour, activité difficilement transposable dans le « centre-ville » le temps d'un week-end. On reconstitue tout de même avec soin, goût et application la basse-cour où barbotent les canards, le potager où poussent quelques tomates et carottes, pour le plaisir des yeux et avec le souci d'exposer « ce que l'on voyait avant dans toutes les fermes », y compris la truie et ses porcelets, que l'on voit toujours dans un nombre non négligeable d'entre elles.

¹ Louis de Froidour, grand maître des eaux et forêts qui visita le Couserans au XVIIIème siècle, qualifiait ainsi Saint-Girons : « petite ville que l'on croit grande en ce pays ».

¹³ Ecrit ainsi, « pays Couserans » renverra désormais exclusivement au pays Voynet.

La campagne à la ville donc, pour un week-end, en pleine saison estivale et touristique. Depuis le point de vue d'un touriste (au sens classique du terme) lambda, parisien de surcroît – pour forcer le tableau –, chaque chose est à sa place. Pour lui, Saint-Girons n'est pas la ville, c'est un petit bourg, peuplé de « sympathiques méridionaux pittoresques » ou de « ploucs ». Sa perception du pays alentours risque de se construire selon des alternatives similaires (et combinables entre elles) : sommets altiers et purs ou dangereuses gorges ténébreuses ; petite suisse, pays à vaches et pays de bouse et bouseux. Que les paysans jouent aux paysans dans un petit bourg d'une province perdue au pied des montagnes, siège du conservatisme tel que le véhicule un implicite largement institutionnalisé, rien de plus normal. De plus, que le touriste en mal de ressourcement vacancier se prête au jeu, rien de bien surprenant. Ainsi cette femme filmant caméscope au poing la scène de battage, avec au premier plan deux hommes battant au fléau et au second une batteuse mécanique actionnée par plusieurs paires de bœufs, clou du spectacle de cet après-midi 2003. Invitée par l'un des batteurs à s'essayer à la tache, elle manie avec prudence l'instrument en suivant les conseils prodigués, puis fini par demander au figurant qu'elle vient de remplacer s'il peut la filmer en action, lui expliquant rapidement les rudiments du fonctionnement de sa caméra. Les jeux de renversement s'actualisent parfois très concrètement.

Dans les luttes de représentations, luttes de classement pour parler comme Pierre Bourdieu, le pays s'expose mais expose finalement ce qu'il avait à être, faisant ainsi de nécessité vertu, celle de la « sagesse » et du « bon sens paysan retrouvé ». « Avant, dire t'es un paysan c'était une insulte, alors qu'il y a plutôt de quoi en être fier » me disait en substance l'une des chevilles ouvrières de la manifestation. Non seulement les jeunes adolescents continuent à se chamailler à coup de « paysan ! » proféré comme une insulte, mais le paysan retrouvé n'a d'autre choix que d'exposer la version emblématique de ce que l'on veut bien reconnaître en lui : le bon paysan des campagnes d'antan, mort pour mieux renaître et toujours là pour servir d'étalon à la perception distanciée de la rusticité campagnarde. En jouant à ressusciter cet étalon, à le conforter dans une récréation esthétique, le résultat de la lutte de classement reste le produit même du classement et ne produit que ce à quoi celui-ci autorise : le pôle positif et consensuel de la représentation dominante.

Un beau tracteur

Mais le point de vue de notre touriste lambda reste presque ici un point de vue de Sirius. Car pour ce beau dimanche, beaucoup de personnes du pays viennent se promener

dans les rues pour profiter de l'animation, l'une des plus importantes de l'année. Le pays n'est pas bien grand et si l'on « est d'ici », on connaît certainement quelqu'un parmi les figurants. Or, si les choses semblent « normales » depuis le point de vue des touristes, elles ne ressortent pas du même régime de justification vis-à-vis du groupe d'interconnaissance, pour le nommer ainsi. Comment ces « gens d'ici », à l'image de M. et Mme P. sur lesquels je vais m'attarder, se retrouvent-ils à défilé en habits d'époque le dimanche matin devant les touristes ? Etre juché en habits anciens sur une carriole décorée se justifie peut-être vis-à-vis des « touristes » ; les choses sont différentes face aux amis, aux connaissances, à « ceux d'ici » qui assistent au défilé.

M. et Mme. P., jeunes retraités, habite une vaste maison parallélépipédique et massive située un peu à l'extérieur du village de T., au bord de la route qui y mène, sur ce qui fut des terres agricoles. Aujourd'hui le voisinage, longtemps limité, se développe, le maire de T. faisant du lotissement de la commune une des voies pour assurer son avenir, sur fond d'attrait pour ces coteaux ensoleillés finalement assez proches des zones d'emplois toulousaines. Les maisons construites récemment, avec leurs architectures « toulousano-modernistes » si l'on me permet ce qualificatif, tranchent d'avec celle des P. construite dans les années 60.

C'est M. P. qui me reçoit au portail, en charentaise et jogging Nike, s'excusant de la difficulté dudit portail à se refermer : « il faut que le répare ». L'homme est bricoleur, ayant construit entre autres de ses mains l'abri où sont garées leurs voitures comme le vaste hangar-poulailler situé derrière la maison, à côté du potager. Je le suis sur une allée dallée séparée d'un jardin d'agrément bien tenu et de sa pelouse par des bordures en béton. Nous montons un escalier placé en façade pour accéder à l'habitation, le rez-de-chaussée étant constitué de garages et autres celliers.

A gauche la cuisine, équipée de meubles en chêne clair, modèle « rustique » de base des catalogues spécialisés. On m'introduit dans le salon où m'accueille madame. Celui-ci combine salon et salle à manger dans une vaste pièce en L, le salon proprement dit occupant la petite barre dudit L. Un insert réchauffe ce salon aux canapés recouverts de tissus protecteurs et décoratifs. La table basse est en bois et carrelage à grands carreaux beiges. La salle à manger est dans la pénombre mais l'on distingue facilement une grande table en bois laqué assortie avec un vaisselier de même facture. On me propose le café, servi avec tasse et sous-tasse et, pour aller avec, je suis fortement invité à prendre quelques chocolats (nous sommes en janvier 2005). Je les ai rencontrés lors de mon enquête et surtout j'ai du faire une

bonne centaine de kilomètres à pieds avec M. P., en suivant les moutons d'un copain commun lors de différentes transhumances. Mais je suis ici pour parler d'Autrefois le Couserans.

Eux sont membres de l'association depuis 5 ans mais madame vient de rentrer au bureau. Ils avaient été convaincus d'y participer par le président-fondateur de la manifestation, leur demandant s'ils n'avaient pas une vieille carriole ou un vieux tracteur à faire défiler. Ils avaient le tracteur, mais aussi une ancienne planteuse à tabac, autrefois utilisée par le père de madame sur son exploitation. Mais la veille de la manifestation, ils n'avaient « rien à se mettre ». Ils achèteront le pantalon de monsieur dans le magasin où se fournissent les figurants, lui récupéreront une vieille chemise « qui fut à l'ancien maire de la commune » et iront fouiller dans les malles du grenier de la voisine pour habiller madame. Le linge sorti du grenier est tout jauni, il faut le laver, le faire sécher et le repasser dans la nuit, madame s'amusant aujourd'hui de cette folle préparation de dernière minute. Ils défileront finalement, lui sur le tracteur, elle sur la machine à planter qui y était attelée, madame faisant semblant de planter des choux. « On était habillé... *clean* quand même ! » précisera madame. Ils subiront tout de même les critiques de certains, leur demandant s'ils n'avaient pas honte de se montrer dans cet accoutrement, vieilleries qui furent longtemps jetées au feu après le décès des parents. C'est d'ailleurs cela qu'évoque madame P. : « quand je pense à tout ce que l'on a pu brûler après le décès de papa, le vieux pressoir et tout ! ». Comme le précise une parente venue elle aussi prendre le café avec son mari, tout deux par ailleurs membres de l'association : « que veux tu ma pauvre, c'est qu'à cette époque là y'avait pas encore « Autrefois le Couserans » ! ». Aujourd'hui elles chinent les brocanteurs qui tendent, selon elles, à monter les prix quand ils savent que leurs clients font partie de l'association.

« C. B. [le président de l'association] nous avait dit de ne pas le nettoyer [le tracteur], juste lui passer un coup de chiffon, mais le laisser comme ça, qu'il ait l'air ancien ». Ils me sortent les photos, l'une d'entre-elles, plutôt réussie, réunit le grand père et son petit fils. Elle fut retenue pour le concours de photo qu'organise l'association pour chaque édition mais n'a pas été primée, un détail d'habillement trahissant la non-authenticité de la reconstruction du passé. M. P. va tout de même pour l'année suivante démonter et repeindre son tracteur. Il ne se voyait pas défiler devant la foule sur ce vieil engin peu présentable. « Il aurait pas fallu... mais bon... » notera madame. Quand on est soigneux et bricoleur, on expose pas de la tôle rouillée pétaradante, mais un tracteur ronronnant et rutilant de sa nouvelle peinture grise et bordeaux et joliment décoré de gerbes de blés : « j'ai l'habitude de fleurir les églises » précise madame. Et c'est ce tracteur qui sert finalement de fil conducteur à une approche

biographique qui permet dès lors de réinsérer leur participation à la manifestation dans une perspective plus large.

Mme. P. est originaire de T., le village où ils habitent, M. P. étant « venu gendre » chez elle comme l'on dit ici. Lui est originaire du village voisin. Ses parents possédaient une petite exploitation où ils pratiquaient la polyculture, dont la pierre angulaire restait l'élevage, bovin dans ce cas. Les parents de madame étaient eux-mêmes agriculteurs, son père plantant notamment du tabac au sein d'une organisation coopérative mise en place alors autour de cette production. Le tracteur qui défile en 1998 est le tracteur du père de M. P., l'un des premiers achetés dans le coin au début des années 50. Ses parents cessant leur exploitation, M. P. ira gendre (comme l'on dit ici) sur l'exploitation de madame, amenant avec lui le tracteur. « On est sorti de la terre, et ça a été dur, je peux vous le dire » me confie madame. Ils en sont sortis au double sens du terme puisque tous deux abandonneront l'agriculture pour une carrière d'ouvrier dans les papeteries locales pour monsieur et d'employée de mairie pour madame. La maison est située sur les terres familiales, de même que celle, voisine, de leur fils. Toute la famille participe à l'événement, même si le calendrier se chevauche avec celui de l'organisation de la fête du village, tous faisant aussi partie du comité des fêtes. D'ailleurs « le petit [fils] il entendait toujours sa mémé [la mère de madame, qui vivait chez eux] dire « autrefois ceci, autrefois cela » et ils nous disait « pourquoi mémé elle dit toujours autrefois ? ». Et bien maintenant c'est « Autrefois le Couserans » ! ».

Par delà les analyses sur l'invention de traditions, sur la reconstruction d'une image idéalisée du territoire et de ses traditions, il faut aussi pouvoir saisir précisément les contours de cet investissement au sein de tels processus.

On voit comment, intégrer à une perspective familiale qui tient ensemble quatre générations, de la « mémé » au « petit fils », la participation à la manifestation reste pour M. et Mme. P. le média de la transmission d'un monde qui s'échappe, d'une origine perdue – au sens généalogique –, celle d'une terre pensée et travaillée en patois, d'une vie dure mais simple et heureuse, tel qu'ils l'évoquent finalement. « La génération de nos enfants, là je pense que ça a beaucoup changé ». Le « petit » joue sur sa Play-station alors que eux portaient les sabots, le monde va vite.

Mais ce petit-fils défile aussi sur le tracteur, élément matériel des plus symbolique dans cette situation, on le comprend maintenant. On me montre ses photos et celles des enfants qui avaient monté le « bar-taverne à l'ancienne » de la manifestation. Il aura fallu « sortir de la terre », avoir accès aux maisons confortables, aux vêtements à la mode et offrir toutes ces possibilités aux enfants et petits-enfants pour enfin faire, sur le mode du loisir, le

deuil d'un monde volontiers quitté mais aujourd'hui perdu, celui des sacrifices des générations passées, celles qui ont fait que nous pouvons être ce que nous sommes. On parle en patois avec les anciens le jour de la manifestation « pour leur montrer que nous sommes des *vrais* » comme me dira madame. Question d'origines donc ; ils ne jouent pas à « en être », ils en sont. M. et Mme. P. ne se projètent pas dans leur jeunesse en recréant ce passé qu'il a fallu quitter, ils prennent finalement la place de leurs propres parents, qu'ils voyaient à la tâche sur ces outils et dans ces habits.

Aujourd'hui, jamais plus ils ne brûleraient les restes du grenier parental. Les vieux vêtements sont redescendus dans les armoires, le tracteur moissonne chaque année le blé nécessaire à la manifestation pour la décoration des chars et pour le battage, sur une parcelle que leur concède un agriculteur. « Autrefois » n'est pas vraiment mort.

« Penser à autrefois pour construire l'avenir »

La manifestation a donc été imaginée en 1992. Elle fut organisée par certains membres d'une association de quartier qui met en place tous les ans la fête dudit quartier, fête elle aussi « rétro », où chacun danse sur les airs de l'entre-deux-guerres ou de l'après-guerre, habillé dans les costumes de ces périodes (façon vastes robes ; plastron, gibus et montre à gousset). Ancien rugbyman ayant travaillé toute sa carrière comme agent hospitalier (infirmier puis surveillant) à l'hôpital de Saint-Lizier, le bourg voisin de Saint-Girons, toujours impliqué dans des activités associatives (notamment autour du rugby), C. B., celui qui sera le président-fondateur de l'association « Autrefois le Couserans », avait été faire le tour des différentes « fêtes de terroir » se déroulant dans les alentours et s'était dit qu'ils étaient « capables de faire ça ».

« Moi ça me plaît les attelages, les vaches, tout ce qui est rétro, parce que mon père à l'époque il travaillait [dans une papeterie locale] mais enfin il avait quelques vaches, il était métayer, il allait de ferme en ferme....Et ça, ça m'est resté dans mes gènes ». Pour lui la manifestation serait aussi l'occasion de dynamiser un peu le commerce local. Ayant commencé « avec rien du tout », il obtient le soutien de deux élus locaux (il est socialiste, encarté et assez actif au sein des sections) et quelques subsides. Aujourd'hui le budget atteint les 60 000 euros et le chiffre d'affaire, estimé sur la base de toutes les retombées, se situe autour de 250 000 à 300 000 euros.

A chaque fois que cella est possible, les membres de la manifestation visent à valoriser les produits locaux : organisation d'un concours de fromage (dans ce bassin laitier et

fromager qu'est le Couserans), concours de chevaux de Mérens et d'ânes des Pyrénées, présentation, nous l'avons vu, de vaches « casta » et gasconnes, cochons gascons (contre « le bœuf d'Argentine et l'agneau de Nouvelle-Zélande »). Mais c'est plus largement, nous l'avons aussi vu, une promotion du « localisme » qui est réalisée : incitation des figurants à parler patois, évocation, dans le défilé notamment, de tous les éléments reconnus des spécificités et du pittoresque de l'identité locale (groupes folkloriques, etc.). L'objectif reste la promotion du pays, par le développement d'une manifestation au large succès (20 à 25 000 personnes sur les deux jours, dans un Couserans qui compte à peine 30 000 habitants), aux retombées directes mais aussi à plus long terme (« ceux qui viennent, ils découvrent le pays, passent un bon week-end, ça leur donne envie de revenir »).

Les premiers programmes de la manifestation montre pourtant qu'il s'agissait alors d'une fête de terroir comme tant d'autres : exposition de tracteurs du début du siècle, tonte des moutons, maréchal ferrant, battage à l'ancienne, la basse-cour et les vieux métiers, repas du battage, bal folk pour terminer la soirée.

L'histoire de la manifestation est donc l'histoire d'un succès. Les débuts furent un peu laborieux : « ça passait pour être un peu rétrograde. Et les gens je leur disais, vous verrez en 2005, et j'ai pas attendu 2005 ! [les propos cités sont de 2001] Parce que le fait de faire ressortir...bon...Moi je trouve ça beau, des vaches, des bœufs qui travaillent, le labour, tout ça...C'est pas que je veuille revenir en arrière, le battage c'était pénible ! Mais y'a l'image, on peut garder l'image..., le savoir-faire, la convivialité...Mais je veux pas revenir à travailler comme y'a cinquante ans ! (...) mais dévaloriser le mot paysan, ça je peux pas l'accepter ». Au-delà de la question du passéisme « rétrograde », les distances à l'égard de ce type de manifestation tournaient aussi autour du problème de la mise en scène de soi. Alors que C. B. cherchait des participants pour sa fête « y'en avait beaucoup qui me disaient, qu'est-ce que je vais faire à aller me déguiser, à aller faire le peintre, à aller me montrer, je n'oserais pas le faire, et puis bon, maintenant les gens ils sont demandeurs... »

Malgré ces critiques, tournant le plus souvent autour du passéisme, le succès fut aussi construit grâce à la collaboration d'un ancien directeur de l'office de tourisme de Saint-Girons, C.D. Celui-ci proposera à la petite équipe en place un partenariat avec l'office. Ayant quitté ses fonctions, C. D devient salarié de l'association et part à la recherche de financements. Il avait quelques années auparavant fait une formation en « développement de l'économie touristique rurale » dans un centre de formation continue, alors qu'il souhaitait changer de domaine d'activité et s'orienter vers une certaine « réalisation personnelle » (il était auparavant comptable dans une entreprise de transport grenobloise). Arrivé dans un

Couserans où il venait s'échapper le week-end du temps où il vivait dans la conurbation toulousaine, il s'installera avec sa famille dans un ancien corps de ferme qu'ils rénoveront en en gardant « le caractère », remplaçant et mettant en valeur certaines pierres massives de l'étable dans les parties rénovées : « quand l'agence nous a proposé cette maison, on a tout de suite su que c'était celle-là ». Ils créeront aussi un gîte dans un des bâtiments.

C. D. fut séduit par la manifestation et ce à plusieurs niveaux. Tout d'abord par l'aspect authentique de cet Autrefois le Couserans. « C'est une manifestation qui ne triche pas (...) La première fois que je l'ai vue, sans le savoir je l'ai senti, c'est quelque chose qui est réel, c'est pas artificiel, c'est pas du fabriqué, le succès il est fait de ça... ». Il opposera ce succès avec des entreprises comme Disneyland « où sur un champ de patates ils construisent un site d'accueil avec hôtels et tout, ça c'est vraiment 100% fabriqué ! » De plus et corrélativement, il fut séduit par l'investissement bénévole dans l'association. Constatant la maigreur des moyens, il essaya de les mettre à hauteur de l'ampleur grandissante de la manifestation : « quand j'ai entendu que le budget était de 80 000 francs, je leur ai dit, une manifestation comme ça, ça vaut au moins 500 000 francs ! ». Ainsi, il était selon lui nécessaire d' « allier bénévolat et professionnalisme » pour développer l'événement. Obtenant un financement européen LEADER II, l'association et la manifestation prendront grâce à cela une certaine ampleur.

Or, à l'intérieur d'une perspective de développement touristique, « dans un espace rural comme ici, si on fait pas d'animation, on fait pas de communication... En faisant une animation, on communique...on dit...tenez, venez, y'a une fête chez nous, venez voir...(...) Quand on fait ce genre de démarche, on génère une communication et cette communication va générer une fréquentation, qui elle va forcément avoir des retombées économiques ». C'est précisément cette logique de développement local qui amenait les aides du programme LEADER II, intitulé en Ariège « Patrimoine et authenticité ». A l'inverse, il ne pouvait que se plaindre du manque de soutien de la municipalité et, plus généralement des « politiques » : « ils n'ont pas l'esprit qu'il y a dans le privé ». Selon lui, ceux-ci restent pris dans des « guéguerres » intestines et « pendant ce temps là, le pays il crève... ». De la même manière, il ne pouvait que critiquer le manque de volonté de développement touristique ou, plus précisément, les différences entre les volontés exprimées et les moyens et l'organisation leur correspondant. Après s'être investi dans différentes associations et dans le conseil de développement du « pays Couserans » qui se mettait alors en place, il finira par se retirer et profiter de sa toute nouvelle retraite, étant quelque peu fatigué de « ramer à contre-courant ».

Si nous avons vu ce qu'il en est du rapport à « Autrefois » pour certains des membres, nous voyons aussi ce qu'il en est du rapport à la « construction de l'avenir », pour reprendre les deux termes du slogan de la manifestation, placé en titre de cette section.

« Paysans »

On ne trouve pas au sein de l'association d'agriculteur possédant une grosse structure correctement équipée en matériel et « jouant », le temps d'un week-end, l'agriculture d'autrefois.

On trouve par contre un nombre assez important d'employés ou d'ouvriers, tels M. et Mme P., n'ayant pas repris ou continué l'exploitation familiale à l'époque où il fallait nécessairement en passer par le Crédit Agricole (années 60-70).

On trouve aussi certains éleveurs locaux « modaux », ayant une quarantaine de vaches allaitantes, gasconnes ou limousines, ne possédant pas toujours une stabulation, n'ensilant pas ou peu, juste un peu de maïs pour l'un d'eux, valorisant donc avant tout l'herbe. Un de ceux-ci n'a finalement qu'un tracteur petit modèle (adapté à la montagne et à ses parcelles exiguës), la faucheuse, la « pirouette » et le « rond-balleur » nécessaires pour la fenaison, un petit bâtiment d'élevage dont une partie sert au stockage du foin et deux « bordes » (granges) dont une sert aux veaux. Les outils d'avant n'ont pas tous été gardés mais lui aussi continue à dresser une paire de vaches, qu'il fait défiler avec une vaste charrette remplie de foin le jour de la manifestation.

De l'autre côté, font aussi partie de l'association des éleveurs ayant choisi de le devenir, me précisant pour l'un deux que « les gènes ont sauté une génération ». Celui-ci élève des « castas » et des cochons gascons, tous produits sous label, en travaillant en même temps comme technicien dans une entreprise d'aéronautique toulousaine. Originaire du Couserans, il était parti sur Toulouse avec sa femme pour cette emploi, revenant rapidement au grand air de ses Pyrénées originaires. Il vend pour partie la viande qu'il produit à ses collègues de bureau, s'assurant une bonne marge mais sans respect des normes hygiéniques draconiennes – il découpe et emballe en caissettes chez lui en faisant venir un ancien boucher de ses connaissances. Amoureux de ses vaches, il les fait « débourrer » chez un ami et les dresse à travailler au joug, au moins pour la parade. Il participera à l'organisation d'une présentation de vaches à petits effectifs lors de l'édition 2004. C. B., le fondateur de la fête, s'y impliquera aussi beaucoup.

Lui aussi rejoue « le paysan » à l'occasion, avec chemise à carreaux, bretelles et béret, notamment dans une petite propriété dont il a hérité par sa femme et qu'il a transformé en gîte. La maison du corps de ferme a été restauré et prend des airs de musée local. L'ancien « passadé » (meuble-outil utilisé pour séparer la farine du son) récupéré par une connaissance a été transformé en vaisselier, la photo du couple d'aïeux qui habitait la maison trône toujours sur un meuble. Nous faisant la visite, il nous les présente comme si nous étions chez eux, « à la ferme ». Nombre de traîneaux à foin et de vieux outils sont stockés sous le hangar. Un petit dispositif pour ferrer les vaches a été remonté dans un coin de la cour : « j'ai une parcelle là, je voudrais faire venir quelqu'un, ferrer les bêtes et labourer, pour un groupe quoi... ». Pour lui, du paysan il reste au moins l'image, tel qu'il l'évoquait dans un extrait d'entretien déjà cité.

Par cette simple esquisse ethnographique d'une « sociologie » des effectifs de l'association (que je n'ai pas pu dresser de manière sérieuse), venant compléter certains éléments déjà présentés au fil du texte, on comprend comment « cette fête qui semble revaloriser le passé et réhabiliter indistinctement la tradition permet de saisir tout ce qui sépare en fait ceux qui sont « traditionnels » sans le vouloir de ceux qui ont choisi la tradition comme mode de vie » (Champagne, *op. cit.* : 82). Le consensus d'un moment autour des « traditions retrouvées » recouvre sans jamais le masquer totalement le feuilletage des logiques de l'engagement dans la manifestation. Les maisons et leurs intérieurs jouent sur ce point un rôle de révélateur : celle de M. et Mme P. se rapproche largement de celle de C. B., le président-fondateur. Mais celui-ci a donné libre-cours à sa rusticophilie dans son gîte-musée, qui se rapproche en certains points de la maison de C. D., l'ex-président de l'office, dont la femme lit depuis sa jeunesse *Maisons paysannes de France*, « alors que mes copines lisaient *Salut les copains* ». La maison est ainsi investie de toutes les valeurs de la pierre et de son passé, madame D. allant faire des recherches aux archives pour mieux le connaître. Le « paysan » redevient d'ailleurs dans certains de leurs propos quelqu'un de plus « simple » et de plus « vrai », plein du « bon sens » que lui reconnaissent facilement les panégyriques les mieux intentionnés. Comme le notait Pierre Bourdieu, sur ce point, ce paysan reste bien « une classe-objet ».

Ainsi, pas plus que *le paysan*, *la* recreation du terroir ne signifie quoi que ce soit, variant selon les positions et les attitudes face à la terre ou à la rusticophilie, l'exemple des P., en comparaison d'avec le cas de C. B. ou C. D., nous le rappelant très clairement.

Pourtant, il est aussi nécessaire de tenir compte des rôles que les représentations préconstituées du terroir et du paysan amènent à jouer et ce quelques soient les modalités

d'investissement de ces notions ou les raisons de la participation à la manifestation. Tel femme s'occupant de la réalisation de la basse-cour est invitée par C. B. à confectionner une charrette de foin : « jamais personne ne va dire : mais quoi... tu veux la montrer en train de... Et le savoir-faire qu'elle a cette personne ! En plus elle est costaude, elle est rouge [de visage], elle parle gascon, elle a tout de la paysanne... Elle est typiquement couserannaise... Elle est vaillante, très gentille [elle travaille au service technique de l'hôpital]. Et c'est pas si évident de faire une charrette!... Avant on m'aurait dit : mais qu'est ce que tu vas montrer... ! ». Sur ce point, les figurants peuvent donc être amenés et prédisposés à jouer le jeu de leur propre « je », comme un rôle à cheval entre ce qu'ils sont et ce que l'on veut qu'ils soient, ce que l'on veut voir en eux. La femme « typiquement couserannaise » devient « la paysanne typique » puisqu'elle possède les attributs les plus caricaturaux de cette typicité. Elle est suffisamment ce que l'on veut qu'elle soit pour qu'on lui donne ce rôle, et celui-ci ne fait finalement que reproduire les représentations qui présidaient à sa définition.

Mais pour que ce rôle soit complet, il faut aussi que ressorte la version plus sombre de cette représentation pacifiée du campagnard éternel. On voit à la lumière des propos cités au-dessus comment le stéréotype affleure. Il suffit dès lors de creuser un peu pour voir ressortir les « traditionalismes » et les « routines » propres à la « mentalité » locale. Ainsi, C. B. me racontait comment, à la lecture d'un ouvrage d'histoire, il avait découvert que les muletiers ariégeois s'étaient opposés à la construction de routes durant le XIX^{ème} siècle, celles-ci signant la fin de leur activité, les auteurs précisant que « c'était pas une affaire de moyens mais de *mentalités* » tel qu'il me le faisait remarquer en insistant . « Toutes les difficultés que j'ai eu moi, pour faire bouger...ça fait des siècles, pas un siècle ou deux ! ». Comme l'auraient montré d'autres propos, le paysan traîne toujours les routines de sa mentalité peu réceptive aux changements.

Grand défilé festif et coloré, vieux tracteurs et anciens agriculteurs, attelages et « paysans » d'hier et d'aujourd'hui, rêvés ou vécus, la manifestation cristallise finalement une bonne part de l'évolution de ce petit territoire pyrénéen durant le dernier demi-siècle.

En effet, pour entrevoir ces évolutions, notons que le Couserans accuse par exemple une baisse de 20 à 30% du nombre d'exploitations entre 1979 et 1993 selon les endroits, et de presque 25% pour le canton d'Oust (canton de montagne) entre 1988 et 2000 (Agreste 2000). Les plus touchées furent bien sûr les nombreuses exploitations de petite taille (en 1978 dans le canton de Massat 35% des exploitations occupaient moins de cinq hectares). Aujourd'hui l'élevage reste une activité forte. L'agriculture, spécialisée à 70% dans ce domaine, représente

toujours 12% de la population active en Couserans, alors même que le taux ne cesse de diminuer. Au niveau départemental ce taux tombe à 7%. Il descend à 4.5% au niveau national.

Par ailleurs, les publics des formations agricoles ont largement changé. Le centre de formation qui délivre le brevet professionnel agricole sur Saint-Girons forme avant tout des personnes extérieures au département et au métier, qui désirent l'apprendre et s'installer en polyculture bio, en élevage sous label, alliant vente directe, chambres et table d'hôtes. Dans les années quatre-vingts, le même centre formait avant tout des fils d'éleveurs n'étant pas passés par le lycée agricole et désirant obtenir le brevet nécessaire pour une reprise d'exploitation ou une installation aidée.

A un autre niveau, la modification des pratiques agricoles n'a pas pu s'appuyer en montagne sur les mêmes moyens que dans la proche plaine. Elle ne s'est d'ailleurs pas construite sur les mêmes logiques. Liée à des changements socio-démographiques plus généraux, elle s'est avant tout appuyée sur cette spécialisation vers l'élevage, remplaçant une polyculture vivrière dans un contexte d'hémorragie démographique. La mécanisation n'avait aucune raison de se développer outre mesure puisque les conditions topographiques imposaient leurs contraintes. La maigreur des moyens a fait le reste. La « richesse » était ailleurs : l'herbe qui prenait la place des parcelles autrefois cultivées et celle des estives, les pâturages de montagne. Or, si depuis longtemps les terrains les plus ingrats ont été abandonnés, la disparition de la polyculture – et donc l'achèvement de cette spécialisation – s'est faite dans les années soixante-soixante dix. Bon nombre de ceux de soixante ou soixante dix ans nés dans les villages ont fauché, suivi « la Brabant », gardé les vaches ou les brebis.

Mais aujourd'hui, à l'image de cette évolution plus générale dont le Couserans n'est qu'un exemple révélateur, à l'image de cette « fin des paysans » pour reprendre les mots de Mendras, 66% de la population travaillent désormais dans le tertiaire. Et le tourisme ne constitue plus cette « économie d'appoint », comme l'appelait encore les élus départementaux dans les années 80. Nombre de personnes originaires du « pays » y ont gardé une maison et beaucoup de « toulousains » sont venus acheter ici leur résidence secondaire. Les villages s'animent parfois au rythme de leurs allers et venues. Arrivant souvent pour « se mettre au vert », restaurer la demeure, entretenir les relations familiales ou de voisinages, s'occuper du jardin, ils repartent avec un bout de fromage et quelques cochonnailles, ce bol d'air pur et rustique n'étant qu'à une heure et demie de Toulouse.

Venant compléter l'analyse ethnographique, l'ensemble de ces données ne sont présentées ici que pour rappeler combien tous les éléments étaient réunis pour rendre possible

et pensable la création de la manifestation et pour produire le feuilletage – évoqué au-dessus – des logiques d’investissement dans cette « animation rurale et populaire », selon l’expression de ses organisateurs. Il faut bien que le « paysan » soit mort pour renaître esthétiquement.

2 : La Saint-Jean relancée

J’aimerais maintenant proposer l’analyse de différentes variations autour de cette thématique. Tout d’abord, dans cette logique du « terroir réinventé », il convient d’aborder plus précisément la question du folklore. Le Couserans possède en effet un nombre non-négligeable de groupes folkloriques constitués pour les plus anciens au début du siècle, peu avant ou après la Première Guerre mondiale au moment où, comme nous aurons l’occasion de le voir, le folklore était l’objet de toutes les attentions et de bon nombre d’espoirs quant au développement (touristique) du territoire, envisagé dans sa déclinaison Ariège-Couserans. Qu’il s’agisse du groupe des Bethmalais (Bethmale – Saint-Girons), de celui de « La bethmaleise » (Bethmale), du groupe des Biroussans (Sentein – Saint-Girons) ou des Balaguerous (Castillon – Balagué), ou encore des Liadoures (Massat)¹, le folklore garde en Couserans une certaine actualité. Si certains groupes sont plus ou moins moribonds, les deux principaux restent celui des Bethmalais et des Biroussans.

Puisqu’il s’agit en même temps de porter notre attention sur la question de la « relance » de traditions plus ou moins disparues, je vais centrer cette présentation sur le groupe des Biroussans, qui organise dans le Couserans depuis maintenant presque dix ans la « Sent Joan beth e gran », belle et grande Saint-Jean.

Sent Joan beth et gran

Le groupe a été fondé en 1921 mais des biroussans (habitants de la vallée du Biros) participaient déjà aux fêtes folkloriques organisées en 1912. Ce sont celles-ci qui donneront sans doute l’idée à Alphonse Sentein, instituteur à Sentein, village dont il est originaire, de fonder le groupe des Biroussans. Celui-ci n’était à l’époque déclaré que comme simple association. Il sera dirigé d’une main ferme par son président fondateur jusqu’en 1980, année de sa mort, à 92 ans. Pendant un peu plus de vingt ans ils organiseront un festival de folklore durant la fête patronale de la commune, recevant des groupes d’un peu partout, occasion aussi, comme cela se fait beaucoup, de nouer des contacts et, pourquoi pas un jour, de leur

¹ Le nom du village d’origine et/ou représenté est à chaque fois placé entre parenthèse.

rendre visite. A la suite du décès de Michel Rouch, président du groupe qui avait succédé à A. Sentein, chacun décida d'en quelque sorte tourner une page, arrêtant le festival pour envisager autre chose. « On a cherché un thème fédérateur, la Saint-Jean, dans tous les travaux de collectage, c'est ce qu'il y avait de plus riche. Ils faisaient pas des fêtes comme ça [comme celle qu'ils organisent aujourd'hui], mais c'était un moment fort ». Le thème s'est donc en quelque sorte imposé de lui-même.

Le lancement de la manifestation a selon eux participé à la relance des feux de la Saint-Jean qui s'est opérée depuis le milieu des années quatre-vingts dix. Chaque village a désormais son feu, plusieurs associations organisent une manifestation d'un peu plus d'importance à cette occasion (notamment les fêtes de la Saint-Jean d'Eycheil, petit village jouxtant Saint-Girons, emmenées par une dynamique association). Bien sûr, le spectre de cette engouement est large : de la simple disco-mobile autour d'un feu de palette masqué de branches à la constitution d'un brandon, vaste tronc planté verticalement et recouvert de branchages, accompagné d'une prestation musicale plus traditionnelle, comme nous allons le voir. Pourtant dès la fin des années soixante-dix déjà, les Biroussans avaient aidé à la mise ne place d'une fête autour de ces feux, organisée dans le village où elle vivait par une érudite locale fortement impliquée dans la vie culturelle. De plus, on assiste à la même époque à l'organisation de petites festivités liées à ce thème sous l'égide des foyers ruraux, qui avaient alors vocation à sauver et valoriser les restes de modes de vie « traditionnels ».

Mais le festival organisé par les Biroussans a tout de même une autre ampleur. Il regroupe en effet différentes animations étalées sur quatre jours et différents sites. Le groupe ayant quitté le Biros pour s'installer sur Saint-Girons à la fin des années soixante, il n'y avait depuis longtemps plus aucune raison spécifique de se cantonner à la vallée d'origine. L'idée d'un « spectacle éclaté », en association avec « tout ce qu'il y avait de dynamique » dans les différents villages concernés visait bien sûr à « sortir de la vallée », ce qu'ils faisaient déjà, mais aussi à toucher un nouveau public, en se rendant « plus proche des gens ».

Au-delà du simple rassemblement de différents groupes folkloriques (Slovaquie, Roumanie, France, etc.), le festival propose les classiques stages de danses traditionnelles, des conférences (« on y voit toujours les mêmes ») ou des soirées contes, l'animation d'une foire artisanale, des concerts, présentation de diaporamas, etc. Bien sûr, on retrouve sur certaines programmations la messe chantée du dimanche, les traditionnels « apéritifs traditionnels », les repas eux aussi traditionnels, la non moins classique démonstration de tonte de moutons, de vieux métiers et jeux anciens qui fonctionnent en la matière comme autant d'exercices obligés. Sur ce point, les menus servis en ce genre d'occasion varient autour d'un nombre

minimum de possibilités exploitables, puisqu'il faut rester « terroir » et valoriser les productions ou recettes locales.

La formule est aménagée pour chaque édition en fonction des lieux où se déroule le festival, des idées et projets réalisés, des initiatives présentées par les différentes bonnes volontés qui se joignent à l'événement. Néanmoins, on peut discerner différents temps forts.

La Saint-Jean correspondant au solstice d'été, et donc au 21 juin, il faut savoir composer avec l'actualité. Ainsi, puisqu'il paraissait difficile de lutter à armes égales, la soirée du 21 est consacrée à l'animation de la désormais traditionnelle *Fête de la musique*.

A cheval sur un week-end, le festival consacre une des soirées à la programmation d'un grand concert loin d'être spécifiquement dédié au folklore, dans le sens strict et quelque peu désuet du terme ou de ses connotations. L'organisation de ce concert fut avant tout à l'initiative des « jeunes » du groupe (20-35 ans) et occasionna de sérieuses discussions avec les « anciens » de la génération précédente. Il faut dire que la sélection des groupes sortait de l'ordinaire : ils firent notamment venir en Couserans des musiciens renommés comme *Massilia sound system* ou *Les fabulous trobadors*. Or, si ces groupes revendiquent quelque chose comme une appartenance culturelle, ils sont loin de rentrer dans les canons du « folklore » et touchent avant tout de jeunes publics. De plus, artistes reconnus, leur programmation nécessite une organisation dépassant ce que le groupe à l'habitude de mettre en place. Enfin, il y avait un fort risque financier. L'ensemble de ces éléments furent mis en avant par les « anciens » du groupe. De plus, alors que dans les années soixante-dix la séparation entre les activités folkloriques et la relecture folk de certains de ces répertoires avait semble-t-il été maintenue – certains faisant les deux mais en parallèle –, la mise en place de ces concerts marquait à l'évidence la liaison.

Or les systèmes de référence propres à des organismes comme la fédération pyrénéenne de folklore ne concordent pas avec ce type d'orientations et visent au contraire à circonscrire une définition à l'intérieur de cadres bien précis : le folklore « dans le sens noble du terme » comme on le trouve dans un numéro de leur revue. Si la fédération travaille à « maintenir les arts et traditions populaires au plus près de la réalité » comme me le disait un membre du groupe, il s'agit aussi de « surveiller les groupes, qu'ils restent dans la norme ». Non seulement les fédérations ont bien sûr des conseils scientifiques, mais certains rassemblements donnent lieu à de véritables concours où s'expriment les principes de la discipline : jugement des costumes et des danses bien sûr, de la capacité à parler patois, à animer une classe, une maison de retraite, un repas, une messe, à présenter une exposition sur les traditions ou l'habitat local, à confectionner un repas typique, etc. Tout le registre

folklorique est alors passé en revue. Ainsi la discipline folklorique institutionnalisée, « bien représenter sa région » comme on me le disait, trouve là les moyens d'éviter toute dissolution dans les franges du « folklorisme », groupes *folks*, *rétros* ou autres variations.

L'élément déterminant la réticence des anciens restait tout de même la prise de risque et l'engagement que cela représentait pour des bénévoles qui allaient passer leur soirée à servir des bières sans réellement en profiter. Ils acceptèrent tout de même la proposition, les « jeunes », issus pour une bonne part de l'école de folklore fondée par le groupe en 1979, me confiant que eux « en crevaient d'envie ». Nous verrons aussi comment, à différents niveaux, cet aspect du festival révélait les différences entre les conceptions communes du folklore et celles portées par les membres du groupe investis dans l'événement.

Mais le point d'orgue, au moins symbolique, de ce festival reste la soirée du feu proprement dit à Sentein. Si celui-ci ne se déroule pas le vingt et un juin pour les raisons précitées, sa portée symbolique demeure, comme nous allons le voir.

« Un peuple sans tradition est un peuple sans âme »

Le village de Sentein est situé en fond de vallée, à proximité directe des sommets de la chaîne axiale, et donc de la frontière espagnole. Il ne reste plus grand chose de sa splendeur passée, construite dans la deuxième partie du XIX^{ème} siècle sur un pastoralisme fort et sur l'extraction minière (plomb, zinc), pourvoyeuse d'emplois. Le village compte aujourd'hui 150 habitants, loin des 4500 de 1850. C'est aussi une ancienne station thermale, mais celle-ci, à l'image de nombreuses petites stations ariégeoises, n'a jamais eu l'éclat de ses voisines des Hautes-Pyrénées (Barèges, Luchon, etc.). Aujourd'hui le tourisme demeure tout de même une activité non-négligeable, mais limitée à la saison estivale, et le pastoralisme maintient la tête hors de l'eau grâce à la ténacité des éleveurs locaux. Les grands déplacements transfrontaliers, commerciaux mais surtout pastoraux, notamment vers le Pla de Beret en Espagne, ont cessé mais les estives de l'Aspe, du Bentaillou, d'Urets restent suffisamment parcourues pour que de beaux lots de broutards (agneau de huit mois) soient vendus à la foire lors de la descente automnale.

En cette avant-saison du mois de juin, les « touristes » ne sont pas encore très nombreux en Couserans, et encore moins sur Sentein. Pourtant, quelque cent cinquante personnes sont présentes en cette soirée de juin 2003, beaucoup des environs mais pas seulement. Chacun sort du restaurant local où avait lieu le repas organisé. Certains entonnent encore les chants de groupes tel que *Nadau*, groupe folk régional assez apprécié. L'apéritif,

auquel je n'avais pas pu assister, avait été animé par un groupe slovaque présent lors de cette édition.

Le spectacle a lieu sur la place du village où se déroulent une bonne part des animations. L'installation se limite à une buvette qui sera largement fréquentée en fin de soirée. Pour le moment, ce sont les Massipous, les enfants formés à l'école du groupe, qui entament la soirée avec danses et chants (Joan petit). Les Biroussans prennent la suite. Il ne reste plus beaucoup de membres à parler véritablement patois (puisque c'est le terme aujourd'hui utilisé) mais les prestations sont présentées en gascon puis en français.

Le répertoire consiste principalement en chant et danses accompagnés avant tout à l'accordéon, au tambour et au hautbois, reconstitution réalisée dans les années soixante-dix d'un instrument usité dans la région et ayant fini par disparaître. Les danses comprennent des bourrées, des traversées, pratiquées auparavant dans les fêtes et à la veillée au son du tralala. On trouve aussi les polkas et autres mazurkas « indigénéisées ». Alphonse Sentein reprenait finalement ce que chacun dansait alors encore dans l'entre-deux-guerres et que les plus anciens du groupe (environ soixante ans), natifs de Sentein, savaient danser « naturellement », l'ayant appris en famille. Les collectes organisées dans les années soixante-dix/quatre-vingts ont aussi permis de retrouver auprès des « anciens » quelques variantes qui ont pu être ajoutées au répertoire. Mais celui-ci varie en fonction des possibilités du groupe, notamment en terme d'effectif et de niveau des danseurs.

Ces danses « au caractère altier et rude dégagent une singulière impression de force, presque de violence, et se font remarquer par la vigueur et l'harmonie des mouvements, la régularité des rythmes » telles qu'elles sont caractérisées par le groupe dans une plaquette de présentation. Comme me le disait B. R., une des plus anciennes membres du groupe (elle l'a intégré dans les années soixante-dix), ce sont des danses viriles, rudes et lourdes, « vraiment des danses de montagnes ». Elles sont, selon elle, plus légères et plus élancées chez les voisins bethmalais. De plus, lors de cette même soirée, les prestations pleine de professionnalisme gymnastique du groupe slovaque amèneront à ces réflexions dans l'assistance, sans doute exprimées par un habitant temporaire du village : « c'est plus fin tu vois, c'est différent de ce tempérament montagnard ». Ainsi, là encore, à l'image du paysan, la montagne crée les montagnards, avec leur « tempérament » se révélant dans leur production artistique, simple question de « culture ». Je n'ai pas l'intention de porter un jugement sur la spécificité de ses danses, je ne suis pas musicologue ou quoi que ce soit d'autre. Mais pour ce qui est de cette relation entre les hommes et les montagnes, après tout Bethmale, aux danses plus fines, est tout autant en montagne que Sentein. La relation entre montagne et tempérament montagnard

y aurait-elle moins d'effet ? A moins que ne s'expriment à ce niveau les différences de recrutement des deux groupes, celui des Bethmalais étant plus « uperclass » que le groupe des Biroussans, au recrutement plus populaire, et considéré comme tel. Quoiqu'il en soit, l'association entre le caractère des montagnes et des montagnards révèle bien cette conception ordinaire d'un déterminisme mi-culturaliste mi-géographique (ou géologique) qui sert de toile de fond aux représentations du tempérament local, exprimant de manière plutôt commune l'évidence des relations entre l'homme et le milieu. Reste à savoir l'usage social qui sera fait de ce schème, que les folkloristes de la première heure faisaient déjà leur et instituait, j'y reviendrai.

Alors que la prestation des Biroussans battait son plein, l'énorme brandon s'enflamme, allumé avant l'heure par quelque mauvais plaisantin... Un habitant de la commune chargé par les Biroussans de présenter un petit discours explicatif autour des feux de la Saint-Jean prend alors la parole : « on gâche ce moment authentique et convivial ». En effet, le feu devait être allumé par les enfants de chaque hameau du village descendant avec des torches, les tisons – auquel on prêtait auparavant un pouvoir bénéfique – étant ensuite dispersés aux quatre points cardinaux pour protéger les troupeaux et les bergers en estives (au 21 juin, on est en pleine période de montagnage). Il insiste sur la portée de cette relance des feux puisque « un peuple sans tradition est un peuple sans âme », présentant dans une sorte de florilège les vertus symboliques de ces feux de solstice, pratiqués tel qu'il l'expose « partout à travers le monde ». Cette fête de l'amitié, du partage, de la convivialité remonte à la nuit des temps ; le feu, symbole de pureté, rejoint en ce point l'eau et l'idée d'une régénération en ce moment du solstice. Il cite un peu en vrac et dans la précipitation différentes pratiques liées à ces feux et à l'eau : sauter par dessus le feu bien sûr, faire traverser un ruisseau aux troupeaux, s'asperger ou se laver à minuit avec de l'eau très froide, confectionner les bouquets protecteurs des herbes de la Saint-Jean. Il s'élève contre la gadgeterie développée autour de la Saint-Jean dans certains lieux lui qui, ancien instituteur, emmenait sa classe allumer un feu au sommet du Canigou, dans les Pyrénées Orientales. Il insiste sur la nécessité du respect des anciens de chaque village, véritables mémoires vivantes, du maintien des traditions, à l'image des Biroussans, de la conservation de l'authenticité et l'identité, évoquant ce « devoir de mémoire qui permet de s'enraciner dans l'histoire ». « Maintenir les traditions, protéger le patrimoine seront c'est sûr les priorités des générations futures ».

S'ensuit une grande farandole autour du feu à laquelle chacun est invité à se joindre, beaucoup se laissant volontiers emporter. Le tout se clôture par un bal folk associant les biroussans avec d'autres types d'instruments (guitares) dans une initiation générale aux

danses locales. C'est aussi à ce moment que la buvette se remplit. Reprenant les termes de l'intervenant pour le feu (partage, amitié, convivialité, pas de gadgeterie), les attitudes de beaucoup pendant la farandole, les mots du présentateur des Biroussans évoquant cette « soirée symbolique » pour des biroussans « attachés aux traditions, à toute cette culture », il ne paraît pas si exagéré de considérer ce moment comme une sorte d'eucharistie laïque. Or, l'un de ses orchestrateurs, notre présentateur du feu, ancien instituteur, se définit comme « hussard de la république ». Les instituteurs, nouveaux prêtres d'une nouvelle religion comme le présente en substance Eric Hobsbawm (1983 : X) ?

Folklores

La notion de folklore n'est pas univoque. Elle recouvre en effet différentes acceptions, pour partie liées au projet folklorique lui-même, tel qu'il se dessine à la fin du XIX^{ème} siècle, pour partie liées aux évolutions historiques de la catégorie et de sa mise en pratique. Suivant Gilles Laferté, on pourrait en effet distinguer différents pôles au sein du champ du folklore : une tendance directement issue de l'érudition des sociétés savantes, du développement des études locales dans la deuxième partie du XIX^{ème} et qui visent à la collecte des spécificités locales sur un mode conservatoire. Ce projet tend à se traduire sous forme muséographique, celle-ci s'intégrant dans une perspective pédagogique positiviste plus générale visant à instruire le « peuple », à éveiller chez lui un intérêt universaliste au cadre local (petite patrie, département).

Une des variantes de cette orientation passe par les mouvements de renaissance provinciale nées eux aussi dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, le plus emblématique d'entre eux restant le Félibrige. La revalorisation de la langue d'Oc s'intègre chez Mistral et les félibres à une exaltation du « caractère d'un « peuple » conçu comme le dépositaire de l'authenticité d'une spécificité, d'une identité objectivée (collecte d'objets selon les méthodes de l'ethnographie d'alors) et reconstruite littérairement. La encore, cette orientation se traduira sous forme de musée (Museon arlaten, 1899). Mais, plus largement et avec plus de visibilité après la Seconde Guerre Mondiale, cette effervescence littéraire au sein des différentes *escolas* se couple à l'idée du maintien des mœurs typiques des populations, l'élément emblématique de cette typicité étant le costume. Les jeux floraux et célébration de la Santo Estello organisés par les félibres mainteneurs intégreront donc bien souvent des concours de costumes.

Mais ce régionalisme folklorique peut aussi prendre une teinte économique ou « marketing ». Celle-ci passe par exemple, dès les début du XIXème siècle, par l'utilisation du folklore comme mode de promotion d'un territoire et parfois plus spécifiquement d'un produit ou d'une filière. Cette orientation s'opère notamment à la faveur des développements du tourisme considéré comme nouvelle ressource économique. Elle trouve de nouveaux déploiements dans l'entre-deux-guerres, suite notamment à la mise en place des régions Clémentel, sous l'influence de l'école française de géographie (Laferté 2001).

Bien sûr, aucune de ces orientations n'est exclusive des autres, toutes se mêlant plus ou moins. Pareillement, je n'extrais pas de cet ensemble les intérêts proprement régionalistes et donc politiques pour le folklore puisque ceux-ci sont présents à différents niveaux d'intensité au sein de ces différents pôles.

Par contre, il s'agit de distinguer de cet ensemble le folklore scientifique qui s'instaure durant les années 30. Celui-ci opère une rupture d'avec bon nombre de ces orientations. Totalement incompatible avec le folklore économique, incompatible ou presque avec le folklore défini dans la lignée du Félibrige et exaltant « l'âme régionale », cette approche se distribuera dans l'espace national par l'intermédiaire de sociétés savantes aptes à reconnaître la légitimité de cette aspiration à la scientificité. On sait tout de même combien ce projet aura du mal à obtenir les moyens de cette légitimité, celle-ci ne passant pas par une entrée de son enseignement à l'université. Les « arts et traditions populaires » resteront au musée, même si celui-ci impulse des travaux de recherches.

Plus proche de nous, on peut distinguer une dernière orientation qui, dans une logique d'action sociale, devient guidée par des visées d'éducation populaire. Cette position était déjà dessinée sous le Front Populaire, sous forme d'une politique de loisirs à destination des classes les moins favorisées (Laferté, op. cit. : 203). Le folklore permet alors de promouvoir et de construire une culture populaire, d'animer les campagnes ou les zones ouvrières tout en se conjuguant à une action éducative. Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, ces mouvements s'institutionnalisent dans des associations comme les Francas. Ces principes humanistes, progressistes et laïques, l'idée du développement d'une animation éducative des campagnes ou des mondes ouvriers, entrent donc en écho avec un folklore redéfini comme loisir populaire tourné vers les jeunes, vers l'édification d'un futur citoyen construit sur les valeurs d'une tradition populaire, elle-même relue à l'aune d'un engagement pédagogique humaniste et laïque.

Mais cette présentation de certains des pôles du folklore n'est effectuée que pour rappeler combien le petit groupe que nous suivons participe dans son histoire à l'ensemble de ces différentes orientations.

Comme nous aurons l'occasion de le voir en dernière partie, les premiers mouvement autour du folklore se constituent en Ariège à la charnière de l'érudition local et de la renaissance d'Oc (Félibrige). Très rapidement, si ce n'est dès les débuts, cette orientation se couple avec l'idée de faire du folklore un des éléments de la promotion touristique du département et de ses produits. Les rapports entre sociétés savantes, école félibréenne, tourisme (Touring club de France, Club alpin français, Automobile club de France) et politique départementale de développement seront déjà largement esquissés avant la Première Guerre. Aujourd'hui, les Biroussans continuent à participer à certains salons touristiques en étant engagés par le comité départemental du tourisme pour faire la promotion du département et de son image d'authentique « terre de traditions ». D'ailleurs, les groupes partent à l'étranger, récemment en Chine pour les Biroussans, et se retrouve comme ambassadeurs de leur pays, le petit ou le grand, en fonction de la présence ou non d'autres groupes hexagonaux.

Alphonse Sentein sera lui aussi largement lié au mouvement félibréen dès l'entre-deux-guerres et surtout après la seconde. Il sera majoral du félibrige et très investi dans l'*Escolo deras pirénéos*, école gasconne du félibrige centrée autour du Couserans et du Comminges. Sur cette période, le principal animateur du mouvement est le sénateur-maire Jean Nayrou, président de l'école. Il impulse la création de nombreux groupes folkloriques dans les années soixante et soixante-dix. « A l'époque, avoir un groupe folklorique, c'était comme avoir un office de tourisme, ça faisait bien » me dira B. R.. Les Biroussans participeront aux différentes manifestations organisées par l'escolo. Pourtant, l'enthousiasme localiste des Sentein, Nayrou et Adelin Moulis (autre membre actif, écrivain folkloriste et érudit local) laisse plutôt froid les membres du groupe comme B. R. : « ces félibres là, oui, ça s'est monté à cette période, il y allait [A. Sentein]. Ils donnaient des pervenches là, il fallait faire des poèmes... Tant que Sentein a été là on a continué à y aller...Ça j'en ai fait des sorties pour ces trucs, on allait à toutes les fêtes...! » . Même si le groupe note toujours dans sa plaquette de présentation son affiliation à une *escolo* aujourd'hui moribonde, on comprend aisément par ces propos la distance qui va être prise avec le mouvement suite à la disparition d'A. Sentein.

Le groupe ne développe pas une approche des logiques de la collecte ethnographique ou folklorique qui cadrent réellement avec les principes de l'érudition savante ou du savoir

scientiste. Ces collectes ne sont pas réalisés de manière continue mais en fonction des projets et des besoins, elles se développent donc plus à certaines périodes spécifiques.

Dans les années soixante-dix, face à la nécessité de fabriquer de nouveaux costumes, les membres du groupe (installé à cette époque sur Saint-Girons) repartent donc sur Sentein à la rencontre des « anciens » pour retrouver les modèles « les plus près possible de la réalité » de ces vêtements désormais « traditionnels ». Là encore, les souvenirs de B. R., tels qu'elle me les exposait, permettent d'approcher les questions des rapports différentiels à la culture.

Pour elle, née dans un hameau de Sentein, la collecte au village (où son père vit encore et où elle revient régulièrement depuis Saint-Girons – où elle habite et travaille) n'est là que pour répondre aux objectifs explicitement fixés : en apprendre le maximum sur les costumes. Elle peut parler en patois ou en français avec les anciens et le village n'est pas investi à ses yeux d'un exotisme particulier. Sa curiosité trouve donc toutes les raisons de se focaliser sur ce qu'elle ne sait pas et cherche à savoir, puisque le reste ne lui est pas étranger.

Pour les autres membres du groupe, venant des villages aux alentours de Saint-Girons, l'approche du village et de la collecte est quelque peu différente : « eux ils notaient tout ce qu'on leur disait ! Moi aussi j'apprenais tout ce qu'ils me disaient bien sûr... Mais, étant du coin, ce qu'ils me disaient, je le savais déjà, je l'avais déjà entendu et j'y faisais pas gaffe... Moi j'étais intéressé par les costumes... Et le soir quand on se retrouvait, quand on discutait, quand je voyais ce qu'ils disaient, dès fois j'avais envie de rire ! Je me disais, mais attends, d'où elle sort celle-là, elle l'a jamais vu ça... ! Moi je l'avais tous les jours à la maison ! (...) Moi j'y allais... par exemple : sur la jupe, le soir je rentrais, j'avais vu sept ou huit personnes, bon, il faut faire ma jupe comme ça. Mais les autres, ils prenaient tout ce qu'on leur disait... ! C'est vrai que maintenant, c'est intéressant, c'était intéressant, c'est ça qu'il fallait faire, mais bon..... ». Une fois, tel qu'elle me le raconte, un des membres s'extasiait le soir lors de la discussion sur un petit « hiestron » (petite fenêtre à barreaux des granges) dont les barreaux de section carrée étaient placés en oblique, de manière à réduire l'écart les séparant, pour prévenir du passage de divers rongeurs. Du point de vue de B. R., il était impossible de comprendre ce que cette personne voulait leur faire voir en leur montrant la photo de cette lucarne. Quand elle l'eut compris, elle ne put qu'être affligé de cette intérêt pour un détail qui, à ses yeux, relevait du « cela va de soi », ce à quoi elle s'entendit répondre : « c'est plus important ça ou le pli de ta jupe ». « Il avait raison, mais sur le coup je lui donnais tort » précisera-t-elle.

Ainsi, on comprend comment c'est toujours la distance socio-culturelle qui organise le regard porté sur la société locale : aux centres d'intérêt bien ciblés répond un étonnement et

une curiosité, ethnographique pour ainsi dire, s'appliquant aux détails les plus anodins. Pourtant, tel que l'évoque B. R., « c'est ça qu'il fallait faire ». Car si il y a trente ans le « cela va de soi » pouvait encore avoir cours, les évolutions subies depuis légitiment *a posteriori* la perspective ethnographique d'alors : c'est celle-ci qui aurait pu permettre de conserver, au-delà des jupes, quelques éléments du monde de ces anciens aujourd'hui disparus.

La période de la présidence de Michel Rouch est sans doute celle qui correspond le mieux à la logique d'éducation populaire signalée précédemment. En effet, celui-ci, possesseur de son brevet d'animateur, sensible à la « philosophie Francas », s'investi en direction des enfants au travers de l'école de folklore fondée en 1979. Banquier itinérant dans ces petits camions qui sillonnent les campagnes, il est bien placé pour promouvoir le groupe et lui trouver de nouveaux membres. Il est par ailleurs investi aussi dans un club de football sur Saint-Girons et dans les entraînements des jeunes. L'école de folklore ne se limite pas à l'apprentissage des danses et champs. Le groupe organise aussi des week-end thématiques sur Sentein dans les anciens thermes reconvertis en accueil de groupe. « On a été dans les premiers à faire plus que danse et chant, ça nous a sauvé, sinon ça fait un peu cucul ». L'objectif de ces week-end « c'est aussi leur apprendre leur identité, les coutumes, tout ça ». « C'est pas vraiment ça qui les intéresse » me dira le responsable d'un autre groupe abordant de manière plus classiquement culturel ces questions, « eux ils sont là pour partir en voyage avec les copains sans papa-maman ! ». Un week-end sur les pommes, les variétés locales, les pressage et le cidre, un autre sur les champignons, sur la forêt, son utilisation et la reconnaissance des arbres : les thématiques conjoignent l'éveil aux petites activités rurales, l'apprentissage des chants et danses et des répétitions de reconstitutions scénographiques liées aux pratiques ou à l'histoire locale (reconstitution d'un mariage biroussans, petit spectacle évoquant la guerre des demoiselles – « révolte forestière » opposant les paysans locaux à l'administration centrale au XIX^{ème}).

Mais au moment de la pleine jeunesse, la participation à un groupe folklorique n'a pas toujours été facile à assumer, surtout face au côté « ringard » du folklore et plus encore face au groupe d'interconnaissance : « quand il fallait se mettre en costume à l'extérieur très bien ; quand il fallait se mettre en costume pour Saint-Girons, vous aviez personne ! Aller se montrer dans les rues de Saint-Girons, que moi je fais du folklore, eh bien y'avait personne [dans les années soixante-dix] ! ». Les garçons avaient alors tendance à garder le large chapeau de feutre caractéristique du groupe largement baissé sur le visage : « c'était honteux un peu ». Plus généralement, la reconnaissance du groupe en lui-même reste aussi victime de ce genre de regards : « sur Saint-Girons ils pensent au rugby, mais les groupes

folkloriques... C'était pas très reconnu à l'époque, on disait on va pas leur donner des sous pour qu'ils aillent se promener ! Avant qu'ils aient compris qu'on y allait pour développer la culture, il a fallu en faire des dossiers ! ». Alors même que nous avons aperçu les redéfinitions opérées lors de la mise en place de la *Sent Joan*, pour obtenir quelque financements, « on y allait à trois ou quatre, ils comprenaient pas. Ils s'attendaient à du folklore sous verre, pas à ce folklore vivant... ». La manifestation sera finalement labellisée par le conseil général, qui l'intègre aujourd'hui dans sa présentation de l'Ariège estivale authentique et festive. A un autre niveau, alors que des groupes dans le vent de la jeunesse sont programmés durant le festival « les gens savaient même pas que c'était les Biroussans.... Tout le monde est resté attaché au côté négatif du folklore. Après j'en ai vu qui me disaient ah ! c'est ça que vous faites aux Biroussans ».

On comprend maintenant, après avoir présenté le groupe, la manifestation centrale qu'il organise et esquissé son histoire, les schèmes de continuité et de rupture, les permanences et les redéfinitions à l'œuvre au sein de ce petit monde folklorique. Les pratiques locales correspondent bien selon les moments à chacune des orientations et évolutions propres au folklore, telles que j'ai pu rapidement les présenter, la perspective la moins présente étant de manière évidente celle liée à la version scientifique du thème.

Outre les évolutions déjà discutées et liées à la fête de la Saint-Jean, aujourd'hui les Biroussans, fidèles à l'air du temps, ont mis en place une commission patrimoine au sein du groupe. Ils participent aussi à un vaste projet de collecte de la micro-toponymie initié par un chercheur local. Plus même, le groupe devient lui-même patrimoine, tel qu'il sera présenté lors d'une manifestation où il se produira. Les « mainteneurs » contemporains portent sans honte le costume et les traditions d'hier, constitués par les premiers regards folkloriques, mais l'habit, on l'a vu, peine aujourd'hui à faire le moine.

*

Vieux tracteurs et vieux habits, paysan rêvé et rejoué, le phénomène conjoint, je l'ai montré, de multiples niveaux de lecture. J'ai pu aussi esquisser le fait qu'il condense aussi bon nombre des évolutions de ce petit territoire. L'ensemble rendait nécessaire une perspective analytique compréhensive, visant à tenir ensemble les représentations, les dispositions, les pratiques et les positions et trajectoires sociales. J'ai pu ainsi dépasser les apories des questionnement sur « l'identité » locale, en abordant ensemble les systèmes de représentations et les images sociales du groupe, les rapports sociaux de classement engagés dans la constitution du passé de ce groupe comme emblème, les pratiques concrètes et leurs enjeux en terme de processus de subjectivation, notamment par le matériel.

Du paysan il reste au moins l'image selon le mot de M. D., les danses montagnardes expriment le caractère du montagnard ; mais les anciens paysans engagent encore leur savoir dans des pratiques de loisir où ils développent une sociabilité un rien nostalgique, et les folkloristes contemporains développent de nouveaux usages du folklore en s'éloignant des définitions académiques strictes de la pratique ; dans ce mouvement, l'« Autrefois » de l'un, ancien paysan devenu ouvrier, n'est pas celui de l'autre, ancien comptable assez nouvellement installé dans le territoire et devenu animateur de développement touristique.

Quelle identité discerner dans ce processus, si ce n'est en prenant en compte la totalité d'une perspective analytique tenant ensemble les usages sociaux des représentations du paysan et de son pays de montagne, dont j'aurai l'occasion de montrer la profondeur historique, et l'analyse contextualisée des rapports entre autonomie et hétéronomie symbolique, en m'appuyant pour partie sur les théories de la légitimité. Celle-ci ne sont pas réduites au schéma selon lequel « les idées des dominants sont aussi les idées dominantes », mais vise aussi à analyser le processus de légitimation qui, finalement, demeure le cœur de l'explication (Grignon et Passeron 1989 ; Chandivert 2005).

Or ce travail marque bien que toute analyse peu soucieuse de la diversité et de la finesse de l'empirie peu « faire coller » les faits avec ce processus de légitimation. Après tout, en jouant au paysan ou en rejouant le folklore local, tous en viennent à jouer le rôle que l'on veut bien reconnaître en eux : des « ploucs » se rappelant « le bon vieux temps » dans un « bled » perdu des Pyrénées ; des « paysans préservés » exposant leur « savoir-faire authentique » à un public curieux, selon les alternatives du misérabilisme ou du populisme. Pourtant, l'analyse que j'ai pu conduire marque bien le fait que les logiques de justification de la pratique se laisse difficilement enfermer dans ces alternatives. Les anciens éleveurs devenus ouvriers travaillent le bois le week-end pour offrir à l'association un râtaux à foin et une faux en bois ouvré, passant des machines de leur usine à celles de leur atelier, du monde ouvrier au monde paysan, dans la continuité des techniques du corps et de la constitution d'un sujet social. Non pas qu'ils soient aveugles aux enjeux contenus dans les processus de légitimité. Il demeure juste possible d'être, selon les contextes, sur un autre plan où ces processus n'ont que peu de prise.

* * *

La perspective ethnographique d'ensemble envisagée ici visait à s'affranchir de certains biais méthodologique et conceptuels. Tout d'abord, les succès actuels des analyses en

terme d'invention de tradition, développées dans une optique plus ou moins constructiviste, tournent bien souvent à la simple figure de rhétorique, dès lors qu'elles s'éloignent du cadre assez strict élaboré par Hobsbawm et Ranger – selon lesquels ces processus d'invention sont à rapporter à la dynamique du nationalisme occidental (Babadzan 1999). De plus, ces analyses se doublent souvent d'une posture dénonciatrice pour un chercheur sorti de sa caverne et contemplant le vrai soleil, et non plus les ombres du traditionalisme. C'est la critique qu'adresse Sahlins à ce qu'il nomme le « powerism », analyse marxienne (la tradition comme illusion idéologique) et fonctionnaliste (la tradition au service de l'ordre social) des phénomènes de production culturelle (Sahlins 1999). Je ne souscris pas aux critiques de Sahlins, qui semble porter trop peu d'intérêt aux usages sociaux, politiques et idéologiques des schèmes culturels pour se consacrer à leur valeur déterminante dans un changement historique dont ils orientent le déroulement. Et je considère que l'analyse en terme d'invention de tradition garde une valeur heuristique. Il apparaissait tout de même nécessaire de développer une attitude compréhensive vis-à-vis de phénomènes qui, lorsque les retraités paysans devenus ouvriers rejouent autrefois et leur origine le temps d'un week-end, ne peuvent être rangé de manière mécanique dans le cadre de la « récréation du terroir », mood rusticophile contemporaine en ces temps de globalisation. Bien plus, j'ai pu montrer comment cette récréation du terroir servait en quelque sorte de point d'orgue et de révélateur aux évolutions socio-historiques récentes qui l'ont rendue possible et même, sous un certain jour, nécessaire.

Deuxièmement, il apparaissait important d'adopter une attitude critique à l'égard d'un certain nombre de concepts ou catégories analytiques au caractère ambiguë : identité, traditions, voire même patrimoine. Pour ce qui est de l'identité, les mises au point récentes de Brubaker (2001) et Avanza et Laferté (2005) se sont avérées nécessaires. Or le lien patrimoine/identité semble imposer son évidence. Ainsi, selon la définition d'A. Micoud, sociologue appartenant à un réseau de chercheur qui fut proche de la Mission du patrimoine ethnologique, le patrimoine devient « l'ensemble des attributs sensibles par lesquels un groupe donne à voir à un moment donné son identité dans un temps donné » (cité dans Chevallier, Chiva, Dubost 2000 : 30). Mais l'identité fait problème, de même que le groupe, dont il faut pouvoir dresser la sociologie. Quelle identité devrait-on voir se former entre les systèmes de représentations engagés dans la pratique (le paysan et son pays), les images sociales attachées à un territoire et à ses habitants (entre populisme et misérabilisme), les usages sociaux qui en sont faits (en terme de pratiques sociales, de politique et d'économique), les dispositions et les trajectoires sociales des uns ou des autres. Le

phénomène est éclaté, composite, et la notion d'identité devient vite inopérante, tout en pouvant dès lors être prise pour objet.

La notion de patrimoine est elle aussi problématique (Amougou 2004). Il n'est en effet pas possible de simplement prendre acte de l'élargissement de la catégorie, sur un mode descriptif des évolutions socioculturels contemporaines. Cet élargissement est aussi le produit d'une histoire sociale, politique et institutionnelle récente en passe d'être établie¹. Et les acceptions actuelles du terme sont aussi dues au travail social des ethnologues eux-mêmes¹. Ce processus a pu avoir des déterminants scientifiques (définir un nouveau domaine de recherche et assurer des débouchés aux ethnologues), politiques (participer à la rénovation du lien social en ces temps de « crise du référent national ») et économiques (faire du patrimoine une ressource pour le développement local). Et cette perspective va pouvoir conjointement la constitution d'un sous-champ disciplinaire, avec ses spécialistes (patrimoine ethnologique, patrimoine rural), la contribution à l'encadrement normatif d'un ensemble de pratiques sociales (rôle d'expertise) et l'analyse du processus ainsi enclenché (la patrimonialisation), naturalisant ces phénomènes dans l'oubli de leur conditions sociales de production. Par là, il s'agit finalement d'envisager les « conditions sociales et historiques de production d'une catégorie patrimoniale » ou des valeurs qui y sont attachées (Amougou 2004 :11).

De plus, en terme analytiques, cette tendance dans l'orientation des recherches se couplait à une vision du monde social et à une orientation des recherches assez spécifiques. Loin des conceptions fixistes, essentialistes et culturalistes du groupe social, les orientations de recherches déployées autour de la Mission du patrimoine ethnologique visaient à des ruptures en termes, notamment, de terrains et de logiques en guidant la définition et la sélection. L'ethnologue ne se cantonne plus aux communautés rurales isolées, translation hexagonale d'une conception exotique du terrain, et investi le « milieu urbain » (appel d'offre de 1981), le « fait industriel » (l'année suivante) ou encore la « consommation familiale » (1987). Pourtant, avec les thématiques sur les savoirs naturalistes populaires, sur les savoir-faire et techniques, sur l'appartenance régionale et l'identité culturelle, sur la richesse culturelle d'un pays, les recherches donnent souvent à voir de micro-univers culturaliste, dans l'agencement original du symbolique et de la technique, de la culture et de l'identité, approche « fine » de l'imperceptible du social dont l'ethnologue pourrait se faire le spécialiste, laissant à d'autres le soin d'appliquer Marx, Weber, Durkheim ou Bourdieu à ces mêmes réalités. Ainsi, cette orientation possède certaines analogies avec ce dont elle voulait

¹
¹

rompre, le régionalisme à tendance folkloriste, comme avec la dynamique du nationalisme ethnoculturel dont à l'évidence elle participe, dans le processus continue de création d'une « communauté imaginée » (Babadzan 2001, Anderson 1983).

Appliquée dans le cadre d'une analyse localisée (Poirrier 2004), cette perspective permet de suivre la distribution dans l'espace social d'une catégorie comme les dispositions qui sont associées à sa réception. Bien sûr la diffusion des nouvelles acceptions du patrimoine limite la valeur socialement discriminante de l'usage de la catégorie. Mais elle permet tout de même d'opposer les retraités paysans/ouvriers s'attachant « aux choses d'autrefois » aux envolées lyriques d'un instituteur retraité sur « un peuple sans tradition est un peuple sans aile ». Plus précisément, le suivi des évolutions et des transformations sociales au sein du champ apparaît dans la différences entre le relatif déclin d'une association comme les Amis de Saint-Lizier et le succès grandissant d'un Autrefois le Couserans soutenu par l'Europe, le Conseil général et le pays. Par là, il apparaît que l'utilisation du patrimoine comme ressource pour le développement local va considérablement modifier le champ patrimonial, en proposant des opportunités de promotion à certaines actions ou manifestations, d'autres restant dans l'ombre de la petitesse des moyens face à de lourdes tâches. Or la conception « académique » du patrimoine, même si elle peut être intégrée à des perspectives de développement (c'est d'ailleurs une tendance lourde contemporaine, comme disent les aménageurs), cadre peu avec la philosophie de l'aménagement/développement rural, plus sensible aux résonances contemporaines du terroir auprès des populations urbaines en mal de « racines » et « d'authenticité ».

Une des manières de faire ressortir ces logiques peut être de considérer le point de vue de celui qui, en ce cas, intègre le rôle de « gardien du temple », en l'occurrence sur mon terrain, l'Architecte des bâtiments de France, rencontré à deux occasions. Celui-ci présente une vision hautement stylisée et dramatisée de lui-même et de son rôle. Il insiste par exemple lors de notre première rencontre sur les taux de suicide important au sein de la profession, les renvoyant au poids d'un rôle solitaire de garant de l'intérêt général esthétique architectural, confronté aux coups de butoirs de ceux qui, a-normaux, ne reconnaissent pas cet ordre et sont prêts aux pires horreurs.

II : Le patrimoine, un outil pour le développement local

A : Le pays Couserans, une stratégie de l'authenticité

1 : le patrimoine comme ressource

2 : les actions du pays

B : Sociogénèse des images territoriales : 1870-1920.

Démon de l'historicité, l'analyse à caractère plus historique que j'ai du déployer répond comme en écho à la perspective contemporaine. Bien sûr il n'est pas question de comparer l'Ariège et le Couserans de 1870-1920 à ceux d'aujourd'hui. Pourtant, dès lors qu'il s'agit de mettre en parallèle des classes de phénomènes et non pas des états différents du social, la valeur comparative garde tout son potentiel. Je m'explique. Il apparaissait très clairement que les pratiques sur lesquelles je portais mon attention s'appuyaient sur certaines conceptions et représentations du pays et de ses habitants, de la montagne et du paysan. Le paysan servait d'emblème et le Couserans semblait fondé en évidence : ancien pagus gallo-romain, petite région naturelle, reconnue aujourd'hui par les politiques d'aménagement du territoire qui allaient pouvoir orienter et moduler les représentations de son caractère. De manière à dénaturer ces évidences, j'ai entrepris une recherche sur la période de leur institutionnalisation. En effet, entre 1870 et 1920, un ensemble de pratiques sociales autour de l'érudition, du folklore et du tourisme, vont assurer l'institutionnalisation de ces représentations du territoire et de ses habitants. Elles vont aussi déjà utiliser le créneau du terroir et de l'authenticité préservée comme stratégie de développement permettant d'assurer un avenir au territoire, subissant de plein fouet les effets d'une dépopulation commencée au milieu du XIXème.

Ainsi, cette perspective historique fournit en concentré une bonne part de la problématique abordée en première partie sous l'angle d'une ethnographie de la contemporanéité. Loin de souscrire au culte des inventeurs, ce complément historique permettra sans doute de mieux comprendre la structuration contemporaine d'un champ patrimonial réintroduit dans une historicité plus large.

1 : Les sociétés savantes et la promotion du territoire

En 1882, à sa création, la Société ariégeoise des sciences, lettres et arts a pour objectifs, fixés dans son règlement, de « contribuer, par les efforts réunis de ses membres, au progrès des sciences, lettres et arts » et pour « mission particulière d'enrichir les collections

du musée départemental »¹. En 1922, une rétrospective de ces quarante ans d'efforts rappelle comment, en 1882, avait vu le jour un comité « qui tenait à ce que leur pays ne fût plus l'un des rares départements où il n'existait aucune société savante ». Est aussi rappelé combien la société s'est « ensuite appliquée à faire apprécier à leur juste valeur, par les étrangers et même par bon nombre d'habitants, les curiosités que l'Art et la Nature ont réunies dans notre pays » (*BSA* 1922 : 3). L'activité de la société est ainsi mieux cernée : combler le retard, développer les sciences et les arts dans le département et, dans le même mouvement, attirer l'attention sur un territoire-champ d'investigation insuffisamment reconnu et apprécié par les savants et les touristes, et ce malgré sa richesse. Programme des plus classique pour une petite société de province tournée vers les Pyrénées pour le terrain de recherche et vers Toulouse (et dans une moindre mesure vers Paris) pour ce qui est de la promotion, scientifique notamment.

Mais ce programme passe en premier lieu par la nécessité d'exhumer les fondements du territoire : géologie, archéologie préhistorique et gallo-romaine, histoire moyenâgeuse, philologie, folklore (contes et chansons populaires, costumes et coutumes). L'ensemble recouvre donc la totalité des éléments du kit identitaire « en do-it-yourself » évoqué par Anne-Marie Thiesse (1999 :13) : une histoire qui part là des « races primitives », où les recherches permettent de fournir « des documents pouvant servir à l'histoire de l'homme en général et des ariégeois en particulier » (F. Pasquier, *BSA* 1882 : 22), des monuments (la société travaillant à leur classement), une langue, des traditions et coutumes révélant un « caractère local ». Comme le dira un de ses membres, une fois tout cela établi, il s'agit de passer à une valorisation permettant de faire connaître « le pays » vers l'extérieur. C'est donc avec la multiplication des recherches érudites et par l'organisation de différents congrès que ce mouvement permettra au territoire de « sortir de ses limbes », selon le mot du baron de Bardies (*BSA* 1925 : 236). L'une des actions fondatrice sera, de manière presque nécessaire, l'établissement d'un musée.

Un musée

Déjà en 1864, sous le second Empire, une tentative de constitution d'un musée avait été entreprise par le préfet de Jancigny. Divers échantillons géologiques et quelques autres pièces (dont les fragments d'un ancien tombeau ensuite cédé au Louvre) avaient été réunis à la préfecture. Pourtant, après le départ du préfet, les pièces furent dispersées et aucun musée

¹ *Bulletin de la Société ariégeoise de sciences, lettres et arts* (*BSA*), vol. 1, 1882-1886 : 3.

ne vit le jour. Seules étaient conservées à la bibliothèque municipale diverses petites collections d'antiquités, d'art, de curiosité et d'histoire naturelle¹.

Fin 1881, un comité d'initiative est constitué pour lancer le projet du musée. Il sera présidé par Charles Vigarosy, sénateur, républicain modéré de gauche. Le trésorier en sera le bibliothécaire de la ville, Ferdinand Mercadier, adjoint au maire de Foix et qui sera aussi le premier conservateur du musée en voie de création. Le secrétaire sera Félix Pasquier, cheville ouvrière de l'initiative. Ce comité reçoit le soutien de Gaston Massip, député radical-socialiste et maire de Foix, de Louis Laborde, président du conseil général et à cette époque leader républicain, de Raoul Lafagette, géomètre mais surtout « poète des Pyrénées » selon son surnom, républicain sous étiquette radicale aux élections législatives de 1885. On y trouve aussi Georges Dresch, médecin, qui sera président de la société durant de nombreuses années. Est aussi présent le chef de division à la préfecture et le chef de cabinet du préfet. Le comité est donc réuni autour de Foix et de *l'Avenir de l'Ariège*, journal républicain donnant un large écho à l'entreprise, puisqu'il regroupe une bonne part des hommes politiques cités ici.

La démarche va se développer dans deux directions : contacts avec le Ministère de l'instruction publique (grâce aux relais politiques des député et sénateur et à la position de Pasquier) et « circulaire adressée aux ariégeois », lançant une grande souscription pour le musée. Mais l'appui le plus tangible reste celui du docteur Félix Garrigou, qui offre au département sa riche collection de géologie et de paléontologie, en espérant « travailler au développement et à la grandeur de notre Ariège »¹. Celui-ci se plaint des pillages dont sont victimes les richesses ariégeoises, notamment paléontologiques¹. Celles-ci commencent à développer une certaine renommée, grâce aux recherches d'Henri Fihol¹ ou Félix Régnauld².

¹ Sur l'origine de cette logique de collection voir Pomian 1996.

¹ Lettre de Garrigou au préfet, mars 1882. *Musée départemental de l'Ariège*, 1882 : 7. Félix Garrigou est le fils d'Adolphe Garrigou, industriel, homme de lettres et de science et homme politique républicain, maire de Tarascon et conseiller d'arrondissement au milieu du siècle. Adolphe Garrigou fit aussi œuvre d'historien, en établissant par exemple la présence en Ariège des Sotiates, peuple mystérieux mentionnés dans les relations de César. Félix sera médecin et industriel, géologue et paléontologue, spécialiste de thermalisme et d'hydrologie, dont il fondera le premier cours à la faculté de médecine de Toulouse. Il contribuera au développement d'Ax-les-thermes, dont il vantera les qualités comme, plus généralement, les richesses thermales du département.

¹ A ce moment circule une dénonciation des « actes de vandalisme que des étrangers [au « pays »] attirés par l'appât du gain sont venus commettre dans l'Ariège » (idem :7), et plus particulièrement dans la grotte de l'Herm, riches en gisements préhistoriques. La société savante créée à la suite du musée se verra attribuer le soin de mener ces fouilles au profit de celui-ci et la grotte sera ensuite murée.

¹ Henri Filhol (1843-1902) fit plusieurs recherches et communications avec Garrigou sur la préhistoire ariégeoise au début des années 1860. Naturaliste de renommée, il occupera la chaire d'anatomie comparée au muséum national d'histoire naturelle. Défenseur de l'entreprise coloniale (il participera à de nombreuses missions), il considérait que les recherches naturalistes (incluant leur aspect anthropologique) permettaient de tirer un meilleur parti des richesses locales.

² Félix-Louis Régnauld (1847-1908), médecin et anthropologue, était membre fondateur de la Société de géographie de Toulouse et de la Société archéologique de Toulouse. On lui doit notamment le premier film ethnographique réalisé en 1895 dans le cadre de l'exposition ethnographique de l'Afrique occidentale se déroulant à Paris. Il filma une femme wolof réalisant des poteries. Nous verrons ultérieurement quel sorte de

Le leitmotiv reste : les richesses ariégeoises doivent être exposées en Ariège. L'« histoire naturelle » doit tenir la première place dans le musée, sans que soit exclus l'art et l'archéologie « et que tous les objets, méritant de fixer l'attention à un titre quelconque, occupent une place digne de leur valeur¹ ». La promotion du projet auprès du ministère par Garrigou amène ce dernier à insister sur le caractère doublement utile pour la région d'une telle réalisation :

« Au point de vue des intérêts agricoles et commerciaux d'abord, et puis également pour l'instruction populaire.

La carte agronomique de l'Ariège, avec analyses de terres et échantillons à l'appui, sera jointe à la carte géologique que j'ai déjà dressée depuis plusieurs années. Ce sera le côté pratique du Musée.

La création de notre collection locale, classée d'après les règles des sciences naturelles et d'après les lois découlant de la philosophie positive, permettra de vulgariser chez nos montagnards les connaissances les plus utiles à l'homme.

Vous le savez par vous-même, Monsieur le Ministre, les études en zoologie, en botanique, en géologie, en paléontologie, sont les vrais moyens d'éteindre dans les masses les erreurs que propagent les ennemis du progrès et de la lumière »¹.

L'héritage des cabinets de curiosités et de l'intérêt pour les antiquités¹ se trouve relu à l'aune d'un positivisme classificatoire qui imprégnera nombre de travaux – toujours avides de nomenclatures et de catalogages – engagés autour de la société ariégeoise. Mais cet esprit scientifique n'est pas purement spéculatif et passe aussi par une insistance sur les bénéfices pouvant être tirés de l'application des résultats de ces travaux au niveau agricole et industriel¹, on le voit ici, et plus généralement en terme de promotion du département, comme je l'ai déjà noté. Enfin, à l'évidence, ce positivisme assurant l'instruction du peuple à une fonction politique d'anti-conservatisme. L'entreprise est républicaine et la fin de la domination départementale des conservateurs demeure récente.

Une société

regard pouvait guider ses recherches. Il fut aussi professeur d'un cours libre à l'université des lettres de Toulouse
¹ Présentation du projet de création du musée par le comité d'initiative, *Musée départemental de l'Ariège*, op. cit., p. 4

¹ Lettre de Garrigou au ministre de l'instruction publique, décembre 1881, in *Musée départemental de l'Ariège*, op. cit., pp. 10-11.

¹ N'oublions pas que les classiques petites collections de la bibliothèque départementale, assez caractéristiques de ce premier mouvement muséographique, passeront au musée.

¹ La carte géologique étant pensée comme un support pour la recherche de ressources minières et pour la connaissance des vertus des eaux.

A la suite de cette initiative sera donc créée la société ariégeoise des sciences, lettres et arts, selon les objectifs déjà mentionnés. Ses statuts reprennent le modèle de la société de Pau, créée en 1841, disparue en 43 et refondée en 1871. Seule différence notable, l'insistance sur l'échelle départementale, bien que l'initiative soit avant-tout fuxéenne. Il semble que la démarche ait rapidement trouvé son public, la circulaire adressée « à tout ceux qui, par leurs goûts, leurs études ou leur position, étaient à même de contribuer au succès d'une œuvre semblable » (*BSA* 1882 :10) permettant l'adhésion d'une soixantaine de personnes en moins de quinze jours.

Tel que le présente le tableau ci-dessous, cette initiative savante et muséale regroupait une élite de capacité avant tout formée de professions libérales, de fonctionnaires ayant quelque rang, notamment dans l'enseignement (directeur des études à l'école polytechnique, inspecteur d'académie, censeur des études). Comme le note Dominique Poulot citant en partie Daumard (1983) si, à cette époque, « l'oisiveté d'une vie totalement ou partiellement inoccupée par des activités professionnelles paraît une condition indispensable à la vie culturelle (...) les fonctionnaires culturels, conservateurs d'archives, de musée, de bibliothèque, ou professeurs, constitue autant de relais pour l'innovation muséale, en particulier, et sa diffusion (Poulot X esprit des lieux : 24). Notons aussi la forte présence des hommes politiques du département, et notamment du conseil général, celui-ci étant largement impliqué dans la démarche, au moins en tant que le musée se prétend départemental. Pourtant, par la suite, la société ne pourra que se plaindre du manque de soutien du conseil et de la municipalité de Foix quant à l'installation définitive dans un lieu approprié.

Bien sûr, au-delà de la masse des sympathisants, seuls quelques éléments formeront le groupe le plus actif. On les retrouve peu dans le premier bureau, composé comme suit : président d'honneur, M. Garrigou père ; président, Charles Sans, conseiller général ; Secrétaire général, Félix Pasquier ; Trésorier, M. Prévot, capitaine en retraite à Foix.

L'équipe qui fera les beaux jours de la société se regroupe autour de Félix Pasquier et Ferdinand Mercadier (qui décédera en 1885), de l'abbé Cau-Durban et du baron de Bardies, du docteur Dresch, de Léon Gadrat qui sera un des membres fondateurs de *l'escolo de Montségur*¹ et l'éditeur de *l'Almanach patoes de l'Ariejo*, lancé en 1890 sous les auspices de la société. Il faut aussi cité Félix Garrigou bien sûr, Raoul Lafagette, proche des milieux félibréens, Charles de Lacvivier pour la géologie, Jules de Lahondès et Lafont de Sentenac,

¹ Celle-ci, école du félibrige, sera fondée par Prosper Estieu et Antonin Perbosc en 1896.

directeur de l'imprimerie Pomiès et fortement inspiré, dans les premiers bulletins de la société, par les contes locaux en patois.

Répartition par fonction des effectifs de la SASLA à sa création (1882)

Fonction (dont deux imprimeurs)	Effectifs	Pourcentage (arrondis)	Précisions
Professions libérales	41	45	Dont médecin, avocat, notaire (en ordre décroissant des effectifs)
Enseignement	58	64	Dont différents niveaux dont le fagotte de base jusqu'à directeur école
Total	91	100	Dont techniques administratives, etc.
Administration	18	20	Dont fonctions préfectorales
Politiques	12	13	Dont Sans, Trinqué, Massip, Vigarosy, Frézoul, Not, Galy-Gasparou, Bellissen, Camparousy. Soit prépondérance républicains radicaux.

Dans cette entreprise où toute politique doit être mise de côté, les conservateurs côtoient les radicaux-socialistes, les prêtres les anti-cléricaux, les nobles fortunés les simples fonctionnaires. Notons tout de même que les grandes familles (légitimistes) des de Roquemaurel ou des de Saintenac resteront absentes de la démarche. On les retrouvera ultérieurement à la tête de la société (avec la présidence de Saint Blanquat et la présidence d'honneur de Lévis-Mirepoix après la seconde guerre mondiale), mais ayant perdu l'évidence de leur orientation politique.

La répartition géographique des membres marque bien la prépondérance de la ville préfectorale (presque 50%). L'arrondissement de Saint-Girons ne fournit que 10% des effectifs, encore faudrait-il soustraire la présence, plus formelle qu'active, de trois élus sur neuf couserannais. Difficile de croire que, quinze ans plus tard, le Couserans aura sa propre société d'études et que celle-ci sera des plus entreprenante (avec Cau-Durban, de Bardies et Bégouen). A l'image de ces sociétés de province qui, pour briller et faire briller leur travaux, se doivent d'avoir des relais extra-territoriaux, profitant des carrières vers Paris ou une grande ville de province des meilleurs éléments¹ expatriés, la société s'appuie aussi sur les

¹ Au moins selon les canons classiques de la réussite professionnelle. Ce sont ces ariégeois ayant fait briller leur terre natale dans de hautes fonctions ou dans des parcours admirables qui sont ensuite bien souvent repris comme les « héros » locaux, les membres de la société travaillant à reconstituer pour certains leur parcours biographique, s'attachant ainsi à fournir des figures célèbres ou oubliées au territoire. Ces aspects garde une actualité frappante et la logique qui les sous-tend fonctionne aussi au sein du champ politique, en déterminant certaines figures de l'éligibilité, j'y reviendrai.

connaissances bien placées dans la capitale ou ailleurs. C'est ainsi qu'elle assure sa notabilité et fonde un certain entregent pour ses sociétaires¹.

Avant d'aborder plus précisément l'activité de cette société, j'aimerais présenter quelques points liés à « l'odyssée » du musée. On sait combien cette période correspond à un fort développement européen des réalisations muséographiques (Poulot 1998 pat emod) intégrées au processus de construction des nationalités comme à celui de la mise en place de lieux de conservation/étude, à l'image des musées d'histoire naturelle. Sur ce dernier point, les entreprises ariégeoises bénéficient des relais toulousains que seront Emile Cartailhac et Eugène Trutat¹ par exemple. Ce dernier fut nommé conservateur du musée d'histoire naturelle de Toulouse en 1866, auquel était lié le célèbre préhistorien Emile Cartailhac.

La présentation de l'œuvre de ce dernier nécessiterait un bon nombre de pages. Le parcours de ce « savant » célèbre en son temps¹, préhistorien de renom, se situe à l'interface (si l'on tient compte des univers sociaux qu'il côtoie) des sciences naturelles et de l'anthropologie préhistorique comme de l'ethnographie et du folklorisme, du mouvement de renaissance d'Oc et de la muséographie. Une nécrologie sous forme de titulature exposerait ceci de façon rapide : né à Marseille en 1845 ; Attaché au Muséum de Toulouse en 1867 ; Membre de la Société archéologique du Midi de la France, plus ancienne société archéologique de l'hexagone, en 1867, et dont il sera le président de 1914 à 1921 ; Chevalier de la Légion d'honneur en 1887 ; Membre de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse en 1899 ; Mainteneur des Jeux Floraux la même année ; Correspondant de l'Institut en 1900 ; Chargé de cours à la Faculté des Lettres de l'Université de Toulouse en 1910 ; Docteur de l'Université d'Oxford *honoris causa* en 1912 ; Officier de la Légion d'honneur en 1912 ; Mort à Genève le 25 novembre 1921, après avoir participé à la fondation de l'institut de paléontologie humaine (1920).

¹ Sur la participation aux sociétés savantes comme affirmation d'un statut social et culturel voir Benoît de l'Estoile, 2001, « Le goût du passé. Erudition locale et appropriation du territoire », *Terrain*, n°37.

¹ Trutat fut notamment un des « découvreurs » des Pyrénées sur cette période. Multipliant les excursions dans de nombreuses vallées, il en ramena notamment un très grand nombre de photographies, constituant l'une des plus belles collection de l'époque. Membre de la renommée société archéologique du midi de la France, collaborateur de Cartailhac dans la revue de ce dernier, *Matériaux pour une histoire naturelle et primitive de l'homme* fondée en 1869 (Trutat avait suivi les cours du professeur d'Archiac sur l'ancienneté de l'homme au muséum d'histoire naturelle de Paris), il développait notamment au sein de la société de géographie de Toulouse une « géographie pittoresque » dont il présentera de nombreux exemples, liés à ses voyages dans le grand Sud-Ouest, en tant par exemple que membre du club alpin français, dont il créa la section des Pyrénées Centrales. Il pouvait ainsi présenter à la bonne société d'Ax les Thermes de magnifiques clichés de bethmalaises en costume lors d'une soirée organisée au profit des victimes des intempéries neigeuses dans ce canton en février 1895. Emile Cartailhac participait aussi à la soirée, je reviendrai sur la question, ainsi que Raoul Lafayette qui y déclamait son poème « L'avalanche » (*BSA* n°5 1895)

¹ Notons qu'au moins un centre de recherches porte toujours son nom.

Pour ce qui est de la muséographie, outre son activité débordante au sein du musée d'histoire naturelle, il fut aussi l'un des aménageurs du musée Saint Raymond de Toulouse, dont il sera le directeur en 1912. Il faut rajouter à cela une bibliographie de plus de 180 titres pour se faire une idée de l'activité du personnage, qui fut notamment « l'inventeur » de l'aurignacien et l'un de ceux qui participèrent à la reconnaissance de l'art paléolithique, malgré ses premiers doutes (*Mea culpa d'un sceptique*, 1902). Collaborateur et ami de Paul Broca, le fondateur de la société d'anthropologie, du laboratoire d'anthropologie à l'école des hautes études et de l'école d'anthropologie de Paris, Cartailhac lancera avec Ernest Hamy, lui aussi membre de la société et conservateur du musée d'ethnographie du Trocadéro, la revue *L'anthropologie*, conjonction entre le naturalisme et la culture, entre l'archéologie préhistorique et l'ethnographie à tendance folkloriste pour le dire rapidement. Il publiera aussi dans la revue déjà citée qu'il fonde avec Trutat, *Matériaux pour l'histoire primitive et naturelle de l'homme* (rachetée à Gabriel de Mortillet¹). Il eut comme fervent disciple quelqu'un auquel je m'attacherai ultérieurement, le comte Henri Bégouen, lui aussi préhistorien de renom et l'un des fondateurs du folklorisme couserannais. J'aurais donc l'occasion de revenir sur cette conjonction évoquée entre naturalisme et culturalisme intégrée, sans évolutionnisme criant, à une anthropologie générale¹.

Les ariégeois d'alors (Garrigou¹, Pasquier¹, De Lahondès¹, Cau-Durban¹) fondent ainsi, de part leurs travaux départementaux et leurs relais régionaux et particulièrement toulousains, ces « circonstances favorables » (selon le mot déjà cité de Pasquier) et ces « occasions qui se présentent »¹ pour la création de la société savante ariégeoise et de son

¹ De Mortillet, membre central de la société d'anthropologie, sera aussi le conservateur du Musée national de la préhistoire de Saint-Germain en Laye. De Mortillet et Cartailhac participeront directement à la renommée de Cau-Durban, en authentifiant les découvertes de l'abbé aux Bordes sur Lez en 1880, notamment des spirales en bronze, sans doute pièces de brassards. Cau-Durban tirera de ces découvertes son premier article scientifique, paru dans la revue de Cartailhac, j'y reviendrai.

¹ Quand l'archéologie s'intéresse aux témoignages préhistoriques de la culture et quand l'ethnographie folkloriste voit dans les paysans quelque chose comme un témoignage des origines, sur fond de considérations morales et esthétiques.

¹ Celui-ci fondera en 1889 l'association pyrénéenne, avec Julien Sacaze (1847-1889), célèbre pour ses études sur les Pyrénées et pour l'enquête sur les patois qu'il lancera peu avant sa mort. Cartailhac en sera le secrétaire. Cette association publiera la *Revue des Pyrénées* où chacun des érudits et savants de l'époque, dont les Pyrénées constituaient le terrain de recherche, publieront. Ainsi, l'ensemble des personnes citées ici participent directement de ce que l'on pourrait appeler la seconde découverte des Pyrénées, la première étant plus spécifiquement liée au mouvement romantique et au thermalisme.

¹ Quittant l'Ariège en 1895 après avoir été nommé archiviste départemental de la Haute-Garonne, Pasquier deviendra l'une des chevilles ouvrières de la société archéologique du midi de la France.

¹ Membre puis président de la société archéologique du midi de la France.

¹ Vers la fin de sa vie et suite à quelques problèmes de santé, Cau-Durban partira sur Toulouse, rejoignant donc Pasquier, Lahondès et Cartailhac, alors secrétaire de la société d'archéologie et dont il sera l'adjoint (Ramond 2001).

¹ Selon les termes employés dans la « circulaire du comité d'initiative adressée aux ariégeois au sujet de la création d'un musée départemental à Foix », 1882.

musée, des lors placés sous les meilleurs auspices. Puisque, tel que je l'ai présenté, les objectifs restent de « faire sortir de ses limbes » le département, ce réseau régional, toulousain et en partie parisien, demeure le relais nécessaire pour une telle entreprise.

D'ailleurs, si l'inauguration du musée eut lieu en Avril 1883, celui-ci étant installé dans une aile du palais de justice (et dans un provisoire durable), son premier rayonnement sera lié à la session extraordinaire de la société géologique de France organisée en Ariège en septembre 1882. Il trouvera encore une occasion d'être mis en valeur lors de la session ariégeoise du congrès archéologique de France en 1884.

Les collections du musée sont avant tout constituées par les dons des Garrigou. Félix, le fils, offre au musée les résultats de ses fouilles qui, de la géologie, sont passées à l'archéologie préhistorique. Le musée se trouve alors en possession des vestiges de « la faune complète des cavernes aux époques : 1° de l'ours ; 2° du renne ; 3° de la pierre polie ; 4° des métaux (environ 4000 pièces) ». A cela se rajoute « les objets de l'industrie humaine à ces divers âges »¹, ainsi que les ossements humains trouvés lors de ces fouilles. Bien sûr, Garrigou cède aussi les milliers d'échantillons de sa collection géologique.

Cette base sera complétée par les fouilles organisées par la société et pour le musée, notamment dans la grotte de l'Herm. S'ajouteront aussi différents dons, notamment celui de l'abbé Cabibel, offrant au musée sa collection préhistorique. L'organisation du congrès de géologie de 1882 avait aussi permis l'enrichissement des collections géologiques, grâce aux dons de nombreux participants ariégeois. La collection botanique s'organisera à partir des herbiers de M. Huet, professeur à la retraite. L'ensemble est complété par certaines pièces de l'époque romaine et romane et par les éléments conservés auparavant à la bibliothèque, notamment un médailler de plus de 500 pièces.

Malgré l'enrichissement constant du musée, celui-ci souffrira rapidement de locaux inappropriés. Dès 1895, les collections semblent se détériorer, la SASLA effectue des demandes auprès du conseil général pour envisager le déménagement du musée dans un étage de la nouvelle mairie de Foix. *L'avenir de l'Ariège* se fait l'écho de ces problèmes. La société refuse certains dons, faute de lieu valable pour les accueillir. Or, ce sont les libéralités de savants comme Cartailhac ou Piette qui sont momentanément refusés. En 1896, Auguste Delpech, sénateur et vice-président du conseil général, radical, propose le château de Foix. Chacun s'oppose à cette proposition, qui avait déjà été refusée au moment de l'installation du musée en 1882. Cartailhac va même exprimer son refus dans *Le messager de Toulouse*. Pour expliquer cette indifférence des autorités locales, la SASLA ne voit qu'une raison : « les silex

¹ Rapport de Garrigou au ministre de l'instruction publique.

taillés et les vieux os ne votent pas » (*BSA* 1896 : 371). Pourtant, c'est bien dans le château que finira par être installé le musée au sortir de la seconde guerre mondiale. En attendant, en 1905, Cartailhac, ayant conduit des savant allemands dans les grottes ariégeoises et désirant leur montrer les collections départementales, ne pouvait que noter combien il était « navré de laisser voir à des étrangers une pareille négligence. L'humidité a oxydé les fils de fer qui retiennent les objets de la splendide collection Garrigou ; ceux-ci tombent dans le fond de la vitrine, se cassent et se mélangent irréparablement » (*BSA* 1906 : 426). La collusion de l'instant fondateur semble trouver ses limites dans les moyens que consent à accorder le conseil général, chargeant alors le préfet de trouver une solution au problème, notamment en 1908, alors qu'avait été constituée une commission pour le résoudre (*Salies* 1982 : 453).

Publications et congrès

L'établissement des fondations du territoire et les développements de l'érudition locale doivent bien sûr pouvoir assurer un attrait sur le territoire. Il faut les faire connaître. Les publications et l'organisation de congrès permettront d'atteindre ces objectifs.

Le tableau ci-dessous ventile par thèmes les différentes publications de la SASLA pendant la période de son institutionnalisation et jusqu'à la création de la Société des études du Couserans, en 1899 (inclus).

Répartition par thème des publications de la SASLA entre sa fondation et 1899.

Thèmes	Effectifs	Pourcentages (arrondis)	Précisions
Géologie	2	1%	
Préhistoire	20	10%	Presque exclusivement compte-rendu de fouilles, nombreux sites
Epoque gallo-romaine	10	5%	
Moyen-Age (XIIème au XVème)	43	20%	Dont 9 chartes de coutume, traités de lies et passeries.
Post-Renaissance	45	21%	Vaste fourre-tout

Fin ancien régime, révolution	Empire	16	1	7.5%	0.5%	Avant tout révolution
Folklore		20		10%		contes, chansons, patois
Monuments		10		5%		
Philologie		5		2.5%		
Divers	Congrès, conférences	6		3%		Dont géologie, archéologie, félibres
	Monographies	3		1.5%		Ax, Massat, Bethmale
	Divers	30		14.5%		
Total		211		100%		Dont 10% de textes sur personnages locaux (dont Phoebus et divers auteurs)

La géologie prend une place minimale. Pour relativiser cette faible place, il faut préciser que la session ariégeoise de la société géologique de France est classée dans la catégorie congrès et que les travaux géologique ne sont pas insignifiants, en témoigne par exemple la collection donnée par Garrigou au musée. De plus, la SASLA possède en ce domaine un relais notable, de Lacvivier, un des organisateurs du congrès géologique de 1882, élève de Hébert, professeur à la Sorbonne et président de ce même congrès. De Lacvivier obtiendra un doctorat en Sciences naturelles en 1885, avec une thèse sur le crétacé ariégeois.

La préhistoire ne semble pas, elle aussi, prendre dans le tableau la place qui lui revient. En effet, c'est de loin la catégorie d'étude la plus foisonnante. Cet aspect est lié au fait que toutes les communications sur ce thème sont liées à des découvertes consécutives à des fouilles. La discipline est en plein essor, les recherches et les trouvailles sont nombreuses, notamment dans le grand Sud de la France et particulièrement dans le Sud-Ouest. L'Ariège va dorénavant fournir quelques-unes des plus belles découvertes mondiales en ce domaine (notamment pour ce qui est de l'art pariétal, grâce aux travaux de Cartailhac et Bégouen et, beaucoup plus près de nous, grâce aux travaux de Jean Clottes). Sur cette période, c'est avant-tout l'abbé Cau-Durban qui demeure le plus productif, par ses fouilles (au Sarrat de Guillaire notamment) et par ses recherches en collaboration avec Félix Pasquier. Notons aussi, pour relativiser la position de la société et des sociétaires que, si Cau-Durban réserve la primeur de ses découvertes au bulletin de la société, Cartailhac publie les siennes dans *l'Anthropologie* et

permet à la SASLA la reproduction de ses articles dans leur bulletin. Il faut ainsi positionner chaque stature à sa place.

Le moyen-âge est l'une des périodes les plus étudiées. Les documents découverts et publiés par la société, rarement commentés de manière critique ou intégrés dans des problématiques plus générale assurant leur mise en perspective, sont avant tout le fait de Pasquier et Jules de Lahondès. Pasquier signe 42 des 135 communications de préhistoire/histoire (toutes catégories confondues). Sa place d'archiviste départemental, son diplôme de l'école des Chartes et son concours d'archiviste-paléographe offrent évidemment une position de choix pour une telle activité, qu'il exerce depuis 1874, date de son entrée aux archives. Nombre des publications historiques ne sont pas signées et il y a fort à penser qu'il est l'auteur de beaucoup d'entre-elles. Son travail aux archives fut impressionnant. Non seulement il met de l'ordre, à la suite des archivistes Orliac et Legrand, et établit l'inventaire sommaire des registres du présidial de Pamiers en 1896. Mais surtout il s'occupe de faire revenir en Ariège des archives éparpillées dans les départements limitrophes (notamment pour le Couserans, anciennement dépendant du Comminges et de l'intendance d'Auch) et de recueillir celles des communes ou les documents historiques de certaines vieilles familles. Sa position aux archives fera de lui un pont (au sens de Marc Granovetter) entre les chercheurs locaux et les lieux (ariégeois, régionaux ou parisiens) de valorisation. Pour avoir une idée de son rôle dans la production de l'histoire locale, il n'y a qu'à noter qu'entre son arrivée et 1883, le nombre de recherche aux archives est passé de 300 à 1100 par an (Ramond 2001 : 51).

Or, comme je l'ai mentionné, dans cette perspective visant à fonder l'intérêt et la spécificité du territoire, certains textes offrent un intérêt particulier. Il s'agit des textes moyenâgeux comme les chartes de coutumes. Celles-ci montrent en effet l'existence de spécificités pyrénéennes dans le régime du droit féodal, en révélant les larges libertés dont jouissaient les populations locales, notamment pour ce qui est du droit d'exploitation des ressources de la montagne (bois, parcours du bétail). Or, je l'ai noté dans le tableau, les publications de ces chartes ne seront pas négligeables. Rajoutons aussi que Pasquier publiera une *Nomenclature des chartes de coutumes de l'Ariège du XII^{ème} au XVI^{ème} siècles* en 1882 et qu'il s'associera au vœu de l'Association pyrénéenne pour « la recherche et la publication des chartes de coutumes communales de Midi de la France » formulé lors du congrès de mai 1891 à Bordeaux, celui-ci « reconnaissant l'intérêt majeur qu'il y aurait, pour l'histoire, pour la linguistique, pour l'étude du droit public et privé, des institutions et des mœurs, de réunir dans une publication les chartes de coutumes communales du Midi de la France » (BSA 1891-

94 : 87). Ce sont ces chartes que montre Pasquier en 1884, lors d'une visite aux archives des membres du congrès archéologique organisé dans le département. Et c'est toujours Pasquier qui présente au congrès des sociétés savantes de la Sorbonne en 1895 un mémoire sur les libertés et privilèges du comté de Foix à la fin du XIV^{ème} et au commencement du XV^{ème}.

L'Ariège trouvera là quelques ressources pour s'inscrire dans le mouvement historiographique conduisant au mythe des petites « républiques montagnardes », utilement ramené à une plus juste raison par Christian Desplat¹ notamment (1983). La fierté, l'esprit d'indépendance, le caractère « rebelle » prêtés au montagnard prennent bien souvent appui sur cette référence historique pour trouver un fondement objectif au regard qui les constitue.

En remontant chronologiquement, la période historique suivante, débutant à la Renaissance et courant jusqu'au contemporain d'alors, se fractionne facilement en deux. L'histoire proche ne retient pas l'attention, hormis la période révolutionnaire. Par contre la période du XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles fournit plus de communications que tout le moyen-âge. Il paraît utile de prendre en compte le fait que les documents sont aussi plus disponibles et en plus grand nombre. Cette interprétation semble confirmer par le fait que cette catégorie temporelle renferme un véritable fourre-tout thématique, donnant l'impression qu'il suffit que le document soit du XVII^{ème} et touchant le territoire pour qu'il mérite publication. Là, la liste des auteurs est assez importante, alors que ce sont avant tout Pasquier et de Lahondès (les deux chartistes) qui publient les documents importants du moyen-âge. Accession plus aisée aux documents, moindre compétence nécessaire, grande variété des thèmes abordés expliquent en partie cette importance de la sous-catégorie.

Quittant les thèmes des recherches préhistoriques et historiques (qui concentrent plus de 60% des articles), les centres d'intérêt semblent plus limités. Bien sûr apparaît le folklore (bien que le terme soit encore peu usité), avant tout constitué par des contes, proverbes et chansons en patois : « ne connaissez pas, disais-je à un charron du pays, un de ces airs qui rappellent la montagne, ses paysages et ses mœurs. Je voudrais un de ces refrains si typiques qui, comme les chants de la Suisse¹, viennent parfois vous caresser l'oreille, comme une évocation de la patrie » (Grégoire, *BSA* 1882 : 68). Ces premiers intérêts pour le folklore apparaissent avant tout comme le fait de quelques abbés locaux : l'abbé Castet, qui publie quelques contes en patois mais surtout une étude grammaticale sur le gascon du Couserans en 1892, l'abbé Cau-Durban, qui publiera un ouvrage sur les proverbes du castillonnais. Mais pour le moment, nombre des thèmes folkloriques demeurent publiés de manière anonyme,

¹ Voir aussi le point sur ce sujet dans Soulet 2004, particulièrement pages 41 à 53.

¹ On voit comment les représentations locales s'organisent en référence (souvent présente) au « mythe » des « petites républiques helvétiques » (Briffaud 1994).

hormis les communications de Lafont de Sentenac, l'imprimeur qui éditera le compte-rendu du congrès des félibres d'Aquitaine de 1886 et qui publiera un *Recueil de Noël de l'Ariège en patois languedocien et gascon* en 1887. Le folklore, en Ariège n'en est qu'à ses débuts.

Je passe sur les autres catégories pour m'arrêter à l'importance que prennent les congrès. Numériquement ils ne sont pas importants, mais un grand nombre de pages leur est consacré. Le congrès des félibres de 1886 donnera même lieu à une publication à part, je viens de le mentionner. De plus, la société publie les compte-rendu et les échos de ces congrès dans les bulletins ou revues savants, s'attachant donc aux témoignages de leur notoriété naissante.

Une dernière catégorie retient l'attention, celle des publications regroupées dans la catégorie « divers ». 15% difficilement classables ne paraît pas excessif. Mais il faut aussi pouvoir tenir compte de l'impression déjà évoquée de « fourre-tout » qui se développe à la lecture systématique de ces tables des matières, heureusement fortement détaillées. J'ai déjà précisé ce qu'il en est de ce caractère hétéroclite pour la catégorie « histoire post-Renaissance ». Ainsi, l'aspect composite est multiplié par le fait que la société publie sur un assez grand nombre de sujets, que les thèmes traités dans chaque période historique sont des plus divers. De ce constat, et en m'aidant des recherches menées auprès des continuateurs de l'esprit de ces sociétés (voir infra), on doit pouvoir développer l'hypothèse que, pour cette société savante sortant de ses limbes (et avec un certain retard semble-t-il), il en est du recrutement social comme des logiques de la publication : faire ce que l'on peut avec ce que l'on a. Collusion des élites de capacité pouvant servir l'entreprise (celle qu'ils qualifieront plus tard de « vraiment ariégeoise »), coalition des divers centres d'intérêts dans ce loisir d'érudition littéraire défini par opposition au savoir pratique, et dont le camaïeu éditorial n'est que le reflet.

Mais le tableau d'ensemble marque tout de même la force du travail accompli. En 1900, l'histoire de l'Ariège existe. Les chartes de coutumes fondent l'intérêt de l'histoire locale et le département attire les regards (et les marteaux) de nombreux préhistoriens. Les fouilles d'Edouard Piette, membre du comité de paléontologie française, dans la grotte du Mas d'Azil, les travaux de Cartailhac, de Régnauld, de Pasquier et Cau-Durban en témoignent. Suivront ensuite la « découverte » de la grotte de Niaux, dont Cartailhac et l'abbé Breuil fourniront une étude des peintures en 1908, puis les découvertes des Bégouen dans la caverne d'Audoubert (1912) et dans la grotte des trois-frères (1914). Les langues romanes et les patois ont leurs défenseurs. Les monuments attirant l'attention sont signalés et la société travaillera à leur protection. Quelques personnages plus ou moins fameux de l'histoire sont mis en lumière

(de Gaston Phébus, le célèbre comte de Foix, jusqu'à de plus obscurs prêtres et poètes patoisants). Les sciences, les lettres et les arts trouvent en Ariège leurs promoteurs. Il reste pourtant à attirer l'attention de spécialistes plus renommés sur ce territoire dont les richesses viennent d'être exhumées. L'organisation de congrès permettra cela.

J'ai déjà mentionné certains des congrès organisés dans les premières années de la SASLA. J'aimerais détailler certains points à ce sujet, en centrant avant tout mon attention sur le congrès des félibres d'Aquitaine, organisé en 1886. Car, au-delà du travail accompli sur lequel je viens de porter mon attention, lorsque se développent des regards rétrospectifs sur l'activité de la SASLA, ce sont avant tout les congrès, temps forts de cette activité, qui retiennent l'attention.

Je ne développe pas pour ce qui est de la session extraordinaire de la société géologique de France, tenue en 1882 dans le département. Notons tout de même que cette session s'intégrait au congrès international de géologie organisé par cette même société. Ainsi, des professeurs de toute l'Europe découvraient l'Ariège. J'ai déjà noté que de Lacvivier était sans doute le relais idéal de la SASLA pour l'organisation d'une telle session et que Hébert, membre de l'Institut et professeur de géologie à la Sorbonne, en était la ressource centrale : c'est lui qui fournira la majeure partie des pièces géologiques présentées lors de l'exposition organisée en parallèle du congrès. Dans cette optique visant à associer la découverte scientifique du territoire et sa promotion, les organisateurs ariégeois de l'exposition avaient tenu à présenter différents échantillons des ressources minières et extractives du département, « d'autant plus que leur exhibition pouvait être utile à l'industrie départementale » (*BSA* 1882 : 107).

Notons aussi que, dans le cadre des excursions de « terrain » organisées à cette occasion, un élément géologique semblait assurer la spécificité départementale : la présence de la lherzolite, « roche particulière à l'Ariège » (*idem* : 131), que l'on trouve notamment dans la zone de l'étang de Lhers, entre Massat et la vallée du Vicdessos. Cette roche magmatique relativement rare semble avoir éveillé les intérêts des naturalistes depuis le début du XIX^{ème} siècle, grâce notamment aux travaux du muséum national d'histoire naturelle.

En 1884, l'Ariège accueille la cinquante et unième session du congrès annuel de la société française d'archéologie¹. Cette événement est encore en grande partie dû à Félix Pasquier qui, en tant que membre de la société archéologique du Midi et en tant que correspondant de l'administration supérieure des Beaux-Arts¹, demeurait le relais le plus

¹ Celle-ci a été fondée par Prosper Mérimée, alors inspecteur général des monuments historiques, en 1834.

¹ A la demande de ces services, Pasquier avait notamment réalisé en 1883 la nomenclature ariégeoise de l'*Inventaire des richesses d'art de la France*.

efficace pour l'organisation d'un tel congrès. Jules de Lahondès ne pouvait que le soutenir, lui qui avait publié dans l'organe de la société, le *Bulletin Monumental*, différents articles touchant à l'Ariège dès 1873 (les deux hommes étaient secrétaires du congrès).

Pour le congrès de géologie, l'article paru dans le BSA était de la main (anonyme) d'un des sociétaires. Bien sûr, le bulletin en publiait aussi les échos paru dans différentes revues. Là, la société présente dans son bulletin le compte-rendu paru dans le *Bulletin Monumental* de 1884. Aucune flemme ou incapacité des sociétaires. Mais étaient ainsi démontrés les résultats des efforts de la SASLA dans son œuvre de reconnaissance du département. Le bulletin se trouvait de plus rehaussé par un article extrait d'une publication renommée.

Ce congrès va assurer la reconnaissance de Cau-Durban, présentant une communication sur l'âge de bronze en Ariège et le résultat de ses fouilles sur la station néolithique d'Ayer, dans le castillonnais¹. Le congrès lui remet une médaille d'argent pour ses travaux, le représentant du ministère de l'instruction publique la rosette de l'instruction publique. Il est aussi chargé par la société Hispano-Portugaise de Toulouse de présenter le compte-rendu du congrès dans la capitale régionale (Ramond, *op. cit.* : 70).

Mais l'archéologie à laquelle s'intéresse la société se centre plus spécifiquement sur l'aspect monumental et sur la période historique. Les excursions organisées permettent une visite de nombre des vestiges ou monuments dignes d'attirer l'attention dans le département. La SASLA travaillera d'ailleurs durant toute son histoire à l'obtention du classement des plus importants d'entre eux, celui des remparts gallo-romains de Saint-Lizier pris par exemple six ans, grande épopée tel qu'il est présenté dans leurs écrits. L'approche des monuments conjoint alors les registres de l'érudition historique, architecturale et artistique (en terme d'art sacré notamment), bagage commun de culture classique fondant l'entregent de ces sociétaires férus de sciences, lettres et arts.

Dans cet élan général, l'un des principaux sites consacrés par le congrès fut la cité de Saint-Lizier : « Saint-Lizier est, de tous les points historiques du département de l'Ariège, le plus authentiquement ancien, et celui qui a conservé les restes les plus importants de son antiquité. La ville actuelle a remplacé l'ancienne *Civitas Consoranorum*, le chef-lieu de ce petit peuple désigné par les auteurs anciens sous le nom de *Conсорani* » (BSA 1885 :54). A la même époque, Julien Sacaze préparait une analyse historique des origines (forts débattues¹)

¹ Qui donnera aussi lieu à une présentation à la session de Toulouse de l'association française pour l'avancement des sciences en 1887.

¹ Alors que règne la controverse des Sotiates, ce peuple mystérieux de l'antiquité, Garrigou père le place dans le bassin de l'Ariège, et plus spécifiquement dans le Vicdessos, alors que l'abbé Cabibel fait déjà de Saint-Lizier leur capitale.

de la cité¹. Les congressistes parcourront la ville, visitant les remparts, les deux cathédrales et le cloître. Par leur compte-rendu, ils participeront à la renommée de la cité qui, dans ce vaste mouvement de recherche historique, devient de manière affirmée capitale historique du Couserans, prédestinée, donc, pour en devenir le symbole et la capitale culturelle. A Saint-Girons, plutôt pauvre en monuments, le rôle de capitale commerciale et administrative (en tant que sous-préfecture d'arrondissement).

Deux ans après le congrès archéologique aura lieu à Foix le congrès des félibres d'Aquitaine (1886), agrémenté d'un concours de littérature et de philologie romanes, le premier organisé dans la région, le tout sous la présidence honoraire de Frédéric Mistral et celles plus effectives de Dresch, le président de la SASLA, et du comte de Toulouse-Lautrec, syndic de la maintenance d'Aquitaine. Ce congrès a un rôle non-négligeable. A cette époque, aucune école félibréenne n'existe dans cette partie du Sud-Ouest. L'*escolo Moudino* toulousaine ne sera créée qu'en 1892, l'*escolo de Montsegur* (créée autour de Lavelanet) en 1896, l'*escolo Gastou Febus* béarnaise la même année et l'*escolo deras Pirenéos* couseranno-commingeoise en 1905. Mistral lui-même reconnaît, dans une réponse à une lettre du poète ariégeois Raoul Lafagette, le rôle initiateur du congrès fuxéen : « notre grande manifestation de Foix aura réveillé dans l'Aquitaine bien des vitalités endormies » (*Revue félibréenne*, juin-juillet 1886). De manière fort classique, Toulouse-Lautrec, dans le discours inaugural, « a démontré avec une vive éloquence que la renaissance de la langue romane, loin de porter atteinte à l'esprit de patriotisme, lui donnait plus de force en apprenant à faire connaître et aimer la petite patrie en même temps que la grande » (*BSA* 1886 :90) : thème apparaissant là de manière aussi explicite pour l'une des premières fois, mais promis à un certain avenir. Par rapport aux autres congrès, l'événement donna lieu à une publication tirée à part du bulletin, signe de son importance sans doute.

Mistral écrira au président de la SASLA pour le féliciter de l'organisation d'un tel congrès et du concours, « *dins la pouético, aïmablo et espitalièro vilo de Ramoun-Roger e de Gastoun Phoebus, les balens contès troubadours* ». Foix retrouve ses origines comtales. Voilà posées les ressources symboliques sur lesquelles s'appuiera chacun : de Gaston Phoebus-troubadour à la guerre des Albigeois, pensée comme premier centralisme destructeur de l'identité du grand Sud, dans ses aspects littéraires et linguistiques notamment, jusqu'au point d'orgue de Montségur, château martyr, château symbole, « mutilé et tragique », « l'héroïque et longtemps l'indomptable Montségur » (discours de Toulouse Lautrec, 1886 : 17). « Le doux pays de Foix (...) terre sainte pour les félibres » ne fut-il pas arrosé « par le sang des

¹ *Inscriptions antiques du Couserans*, 1892.

martyres de la langue romane » (discours de Dresch, président de la SASLA, 1886 : 10) ? C'est dans ces thèmes que chacun dépose les cendres d'où renaît le phénix roman, sous l'action félibréenne et sous le digne patronage de l'Académie toulousaine des jeux floraux, dont est membre l'ariégeois Jules de Lahondès par exemple.

Mistral ne sera pas là, retenu à Gap pour les fêtes de la saint Estelle. Sur le mode, assez habituel pour la société, d'utilisation de tous les relais possibles pour faire briller les actions entreprises, on essaiera de faire venir le « grand poète national de la Roumanie, Alecsandri », grâce à « sa proche parenté avec le premier fonctionnaire de ce département » (préfet), mais celui-ci ne pourra pas plus être présent, pris par d'autres engagements (discours de Dresch, 1886 : 2). C'est donc Toulouse-Lautrec, syndic de la maintenance d'Aquitaine, créée en 1877, et Carles de Carbonnières, vice-syndic (et qui sera l'un des éditorialistes attitrés du journal *Terro d'Oc*, organe de l'*escolo Moudino* toulousaine), qui rehaussent de leur présence le congrès et le concours.

Manquant à leurs habitudes, ni la SASLA dans son bulletin, ni Lafont de Sentenac dans son livre d'or ne fournissent la liste des félibres présents et des participants au concours littéraire. Seule indication, la liste des résultats. Encore, les activités des lauréats ne sont pas toujours précisées (seulement 22 sur 36). Notons tout de même la présence de douze prêtres et de quatre instituteurs, dont Antonin Perbosc, futur meneur, avec l'*escolo de Montsegur*, de la normalisation graphique occitane. Les sociétaires ariégeois seront largement récompensés : Cau-Durban reçoit une médaille de vermeil pour un recueil de contes, de même que Lafont de Sentenac pour un recueil de chants religieux. Les abbés Cabibel et Castet reçoivent une médaille d'argent dans la section philologie. Pasquier note aussi la position spécifique de ces fonctions, abbés et instituteurs. Dans son long discours de clôture, il insiste sur les manques et les erreurs des participants au concours. Les concurrents sont « peu préparés » quant à l'orthographe, le style ou l'usage même de la langue, « jadis trop souvent employée pour des sujets facétieux ». Les écrivains « ne connaissent pas toujours les règles de la prosodie », ni même la langue elle-même, bricolant certains mots pour éviter les gallicismes, mais créant ainsi « un idiome factice », alors même qu'il fallait « aller chercher les expressions pittoresques du crû, les locutions vraiment indigènes ». Et les deux catégories les mieux placées pour cela restent les curés et les instituteurs, dont on aurait pu penser pour ces derniers « qu'ils regardassent le patois comme une plante parasite. Heureusement non ! » (discours de Pasquier, 1886 : 38-39). Ceux-ci, inscrits dans le mouvement de renaissance d'Oc et dans celui du « localisme savant » (en participant par exemple, à la demande de leur ministère, à la

réalisation de monographies sur leur commune d'affectation) paraissent bien loin du cliché aujourd'hui dépassé des hussards noirs de la république¹.

Mais au-delà de l'évocation des ancêtres fondateurs, chevaliers-troubadours, et de celle de la tragique destinée de la « civilisation méridionale du XIII^{ème} siècle », au-delà de l'insertion de ces thèmes dans une historiographie de la résistance des (langues) dominées, ponctuée alors par l'œuvre de « renaissance romane » des félibres, il est aussi nécessaire de désamorcer les critiques dont est alors victime le félibrige. L'intérêt pour ces langues provinciales ne va-t-il pas à l'encontre d'une nécessaire unité nationale, le régionalisme ne vise-t-il pas au séparatisme ? C'est là qu'intervient le poncif des rapports entre la grande et la petite patrie, bagage de base de la rhétorique idéologique félibréenne et plus largement régionaliste – ou tout simplement nationaliste « à l'oriental ». De plus, le 16 mai, au début du congrès, Antoine Calvet, professeur agrégé d'histoire au lycée de Toulouse, avait présenté une conférence sur l'Alliance française, créée en 1884. Comme le note Dresch dans son discours d'ouverture :

« Le félibrige, loin de venir à l'encontre de l'association qui travaille à la propagation de la langue française, lui vient au contraire en aide. Le reproche d'internationalisme, de fédéralisme, que des esprits timorés lui ont adressé, est mal fondé. Il travaille, à sa manière, à l'irradiation du génie de la France, sous une autre forme, voilà tout. Si le but qu'il paraît rechercher n'est que littéraire, il est encore civilisateur et, par conséquent, éminemment français (...) Gardons-nous de laisser périr ce merveilleux instrument poétique [les langues romanes] qui peut encore nous servir dans l'œuvre de défense nationale, à laquelle nous devons toujours songer. Il y a toujours des barbares en Europe. Ils habitent toujours là où furent jadis les grandes forêts de la Germanie. Ils sont toujours prêts à bombarder nos bibliothèques et nos musées ». Face à cela, « ces poètes [félibres] sont une force, bien qu'ils ne soient armés que du rameau d'olivier » (discours de Dresch, 1886 : 11-12).

Comme le dira Marignan, le muséographe du *museon arlaten* mistralien, qui sera créé à partir de 1896 : « les traditions, c'est la patrie » (*L'aioli*, février 1899). Je ne peux que citer, pour finir, une partie du discours de Félix Pasquier, bonne synthèse de son temps et de sa position, répondant comme en écho aux préoccupations contemporaines, après quelques mises à jour :

¹ Voir par exemple sur ce point, *Ethnologie Française* 1988, n°3, notamment l'article de J-F. Chanet. Voir aussi l'ouvrage de Chanet (1996) ainsi que celui d'Anne-Marie Thiesse (1997).

« Depuis une cinquantaine d'années, on assiste au réveil d'un sentiment qui pousse, dans chaque nation, les différentes races à reprendre conscience d'elles-mêmes. De nouvelles aspirations se font jour ; on cherche dans le passé des arguments pour les revendications de l'avenir. Archéologie, histoire, poésie, philologie, on ne néglige aucune source d'information ; les érudits deviennent les auxiliaires et les éclaireurs des hommes d'action (...) Si nous aimons notre pays dans le présent, si nous désirons le voir grand et prospère dans l'avenir, nous devons être fiers de ses gloires passées et conserver avec un soin filial le patrimoine transmis et accru de génération en génération . Dans cet héritage se trouvent des traditions, des œuvres littéraires qui sont nées et perpétuées dans des dialectes dédaignés, proscrits au profit de la langue officielle ». Seraient-ils témoins de l'agonie d'une langue ? « Ne sommes-nous pas plutôt les témoins d'une renaissance, dont chaque jour nous voyons le développement ? »

Alors que les félibres versifient avec une emphase pénétrée de métaphysique identitaire sur les beautés et les symboles de l'Ariège, Pasquier rappelle combien leur présence à la proclamation des résultats du concours consacre le triomphe des lauréats, adoubement félibréen dans la cité comtale. Non seulement le schéma général de la position et du fonctionnement de la SASLA est conservé mais pas étonnant, donc, que l'on retrouve au congrès ceux qui seront les animateurs capitaux du félibrige dans ce qui n'est pas encore l'Occitanie. Raoul Lafagette, « poète des Pyrénées » aura beau protester contre « cette réunion de soi-disant félibres pompeusement baptisée du nom de congrès »¹, ses critiques auront contre lui la génération montante, qui sera même défendue par l'autorité que devient Cartailhac¹.

Variation couserannaise : la Société des Etudes du Couserans.

La société créée en 1882 s'affirme départementale. Pourtant, elle est avant-tout fuxéenne. Beaucoup de sociétaires résident dans la ville préfectorale, le comté de Foix sert de cadre ou de sujet à nombre des communications présentées, l'ombre de Gaston Phébus en assurant la majesté. Il aura fallu les demandes des membres appaméens (habitants de la ville de Pamiers) pour qu'une session se décentralise jusqu'à la seconde sous-préfecture, ville la plus peuplée d'Ariège grâce à un certain décollage industriel et commercial. Le saint-

¹ Voir son *La renaissance romane*, 1890 : 8

¹ Cartailhac publie une réponse aux critiques de Lafagette sur l'engagement politique et régionaliste du félibrige dans *L'avenir de l'Ariège* du 6 février 1896. Voir aussi sur cette polémique *Terro d'Oc*, mai 1896 et Lafagette, 1896, *Les visées du félibrige*.

gironnais réclame aussi sa session, qui aura lieu en 1899. L'un des problèmes aux liens entre Foix et Saint-Girons reste l'absence de voie ferrée. La ligne ne sera ouverte qu'en 1903.

Mais dès 1899 donc, le Saint-Gironnais reçoit la SASLA. C'est l'acte de naissance de la Société des études du Couserans (SEC), sœur jumelle de la Société des études du Comminges, fondée quelques années plus tôt.

La demande d'une séance extraordinaire dans le Saint-Gironnais avait été formulée par Henri Bégouen et Cau-Durban. Elle aura lieu en juin 1899. Comme le note Pasquier : « *notre société de sciences, lettres et arts tient à justifier le titre qu'elle s'est donné en se qualifiant d'ariégeoise (...)* A notre époque, la question de la décentralisation est partout à l'ordre du jour. Avant d'appliquer le principe aux institutions, il semble à propos d'en préparer l'avènement en réveillant l'esprit local et en rappelant les faits qui prouvent ce dont un pays était capable » (BSA : 1899-1900 : 135). Pour cette première séance couserannaise, ce sont Cau-Durban et le baron de Bardies, maire de Soulan, qui tiennent la tête d'affiche, suivis de Bégouen. Dans sa communication sur « Les premiers habitants du Couserans », Cau-Durban note : « avant d'être des ariégeois, titre à peine séculaire, nous étions depuis 2000 ans des couserannais, consorani disent les géographes romains » (idem : 165). Le travail de la société des études du Couserans sera celui-là : établir la spécificité locale, dégager l'histoire propre du Couserans, l'ériger comme Couserans, comme entité en soi.

Cette séance extraordinaire, accompagnée de ses excursions à Saint-Lizier et à Castillon, avait été suivie d'une lettre de Bardies et du « groupe du Couserans » demandant la création d'une section locale, qui ne serait pas « une association rivale » mais désirerait travailler « à reconstituer l'histoire du Couserans », vœu accepté par la SASLA, qui y voit plus l'occasion de se renforcer que de se diviser. La SEC, créée en décembre 1899, sera donc une section locale de la SASLA, avec sa vie propre, son bureau et ses assemblées générales, mais elle reste dans le giron de la SASLA, société-mère si l'on peut dire. Son but est « un labour de patriotisme local » comme le note de Bardies dans le discours inaugural de ses fonctions de président (vice-présidents, Bégouen et Signorel, docteur en droit, magistrat à Toulouse ; secrétaire Cau-Durban). « Marchons vers le progrès infini, mais ne renions pas les générations qui ont successivement contribué à nous en ouvrir les voies » (idem : 275).

Lors de la première excursion organisée par la SEC aux sources du Salat en 1900, pour placer « notre société naissante sous la tutelle d'une divinité locale (...), la Nymphe Salatina qui veille aux sources de notre fleuve sacré, le Salat » (idem : 385), la première étape consista en une visite de la papeterie JOB : « les sociétés comme la nôtre passent pour légèrement rétrogrades, forts entichées de passé et assez indifférentes au progrès moderne. C'est pour

affirmer que l'on peut bien être de son temps, tout en regardant vers le passé, que nous avons voulu consacrer la première heure de notre excursion à l'examen des plus récentes inventions de la mécanique moderne » (idem : 383-84).

L'opposition tradition/modernité n'est bien sûr qu'apparente puisque, comme le notait Anne-Marie Thiesse (op. cit.), la relecture du passé opérée au XIX^{ème} répondait à des fonctions bien modernes : renforcement d'une « communauté imaginée » nationale, d'une société se définissant face aux autres comme moderne, consciente d'être engagée « dans un processus continu de changement historique » (Fabre 1996 : 3). La constitution de cette communauté nationale, dont les principes de légitimation (souveraineté du peuple, Etat comme garant de l'intérêt général) méritaient d'être assurés¹, passe alors par une production de mémoire collective, nationale certes, mais aussi locale, dès lors que les particularismes des cultures régionales ou populaires devenaient érigés en emblèmes de la nation, sur la base d'une diffusion des conceptions romantiques d'un nationalisme ethnoculturel « à l'allemande » – diffusion largement liée au processus de modernisation politique lui-même (Babadzan 1999, 2001 ; Hobsbawm 1983, 1992).

Mais ce nouveau rapport à la culture et à ses traditions, et plus largement au passé, qu'incarne notamment les élites bourgeoises « entichées de passé » auxquelles je m'attache, n'opère pas la césure entre des traditions rejetées comme signe d'archaïsme ou au contraire valorisées dans une quête d'authenticité, ou plutôt elle ne l'opère pas sur ce premier plan. Le paysan pourra par exemple être célébré comme symbole idéal (sur un plan esthétique, moral et politique) et stigmatisé pour sa routine, mesure de la distance entre l'idéal et les faits (tels qu'ils sont perçus pour le moins). De la même manière « le progrès » amène à cette heureuse amélioration des conditions de vie, mais aussi à cette « société cosmopolite » qu'ils ne cessent de décrier, comme type opposé à la *Gemeinschaft* localiste de la petite patrie.

Ce et ceux que l'on regarde comme les agents majeurs de l'intégration des campagnes dans la nations et dans ses marchés (l'école et ses instituteurs, le train, la modernisation agricole et ses agents, l'industrie, la politique, etc.) étaient aussi les fervents chantres de la conservation des traditions et de l'exhumation du passé. La présentation de quelques aspects biographiques de deux des personnages centraux de la SEC, Louis de Bardies et Henri Bégouen, le montrera rapidement.

Le baron Louis de Bardies-Montfa (1855-1925) est issu d'une vieille famille installée dans le village de Soulan (canton de Massat) depuis le XVIII^{ème}. Il sera d'ailleurs maire de

¹ Notamment parce que s'imposait aussi les conceptions d'un sujet souverain, sujet historique et par là politique, alors que, pendant le siècle, le droit de vote s'élargissait.

ce village de 1884 à 1919. Son père, maire légitimiste d'Oust pendant quinze ans, est un notable local tirant une part de sa fortune de l'agriculture (métairies) et de la petite industrie (exploitation minière, marbre). Il fut trésorier puis président du comice agricole de Saint-Girons, fit reconnaître la vache saint-gironnaise au sein des concours régionaux et institua son herd book (livre généalogique, équivalent du travail mené aujourd'hui par les UPRA). « M. de Bardies père a été lauréat de l'exposition universelle de 1867 ; il a figuré à l'exposition de Londres en 1862. Il eu quatre prix à l'exposition universelle de 1878 pour ses animaux » (Duclos T.4 : 844). Pour ce qui est du fils, Louis, qui m'intéresse ici, je n'ai pas dépouillé les archives municipales pour connaître son activité politique locale, que l'on peut ranger sous l'étiquette commode de « républicanisme conservateur » comme le prouve, pour le deuxième terme, sa proximité politique avec Henri Bégouen ou avec le comte Jules de Terssac, maire conservateur de Saint-Lizier. De Bardies obtient un doctorat en droit avec une thèse sur *Les principes de l'adition d'hérédité en droit romain*. Un temps attaché à la préfecture du Gers avant d'être répertorié comme avocat au barreau de Saint-Girons, il va se faire connaître dans les milieux scientifiques et littéraires grâce à la rédaction d'un ouvrage consacré à *L'administration de la Gascogne, de la Navarre et du Béarn en 1740* ainsi que par diverses publications historiques ou d'actualité administrative et départementale dans des revues comme la *Revue de Gascogne*. Ces publications sont antérieures à la fondation de la SASLA, c'est donc tout naturellement qu'il la rejoindra, comme de Terssac, son ami, et plus tard Bégouen (je présenterai d'autres aspects du rôle de ces personnes plus loin).

De Terssac et de Bardies sont les fers de lance de la « modernisation agricole » dans le Couserans. Le premier, à sa mort en 1925, était commandeur du mérite agricole, membre du conseil supérieur de l'agriculture, ancien président de la société d'agriculture de l'Ariège, président du syndicat agricole du Saint-Gironnais. Son domaine de Baliard, à Saint-Lizier, était qualifié par le directeur des services agricoles de l'Ariège de « modèle d'exploitation fourragère et d'élevage »¹. C'est donc lui qui avait été montré en exemple lors de la visite en Ariège de l'école nationale d'agriculture de Grignon en 1913¹. En tant que président de la société d'agriculture départementale, il réorganisa les concours¹ et les diverses méthodes d'encouragement¹, sera fondateur d'une caisse de crédit agricole puis membre du conseil d'administration de la caisse régionale de crédit agricole de l'Ariège.

¹ *L'agriculteur de l'Ariège*, mai 1925.

¹ *Journal de l'Ariège*, 15/06/1913/

¹ Sur la fonction et les effets de ces concours au niveau local, voir Besche Commenge, 1981, « De la notion de race au concept de population : les concours bovins en Ariège depuis 1823 », *Ethnozootechnie*, n° 28, pp. 59-74.

¹ Passant notamment par la fourniture d'engrais superphosphates à ses adhérents. Ces engrais ne pénétrèrent que de manière limitée en montagne, où le fumier continuait à être utilisé (Chevalier 1956 : 789-790).

Quant à Louis de Bardies, il sera président du comice agricole de Saint-Girons et lauréat du groupe d'arts des agriculteurs de France, membre du jury aux concours généraux de Paris. Il s'attachera, à la suite de son père, à la normalisation de la race Saint-Gironnaise, devenant membre à vie du herd-book départemental instauré au début du siècle pour cette race, créant avec de Terssac un syndicat d'élevage dès la parution du décret les instituant (1912), « pour l'achat et le placement de taureaux »¹. Il créera une vacherie modèle à Soulan. Mais surtout, il eut une influence non-négligeable sur les transformations de l'élevage bovin et de la production laitière en reprenant de son gendre une fromagerie promise à un fort succès. En 1893, il fonde à Oust une usine « qui fabriqua pour la première fois, dans le Midi de la France, le fromage de camembert »¹. Ce « camembert de l'Ours » connu un grand succès, suivi par la création d'autres fromageries privées, alors même que ces initiatives relayaient la politique départementale de création de fruitières (coopératives beurrières et fromagères inspirées des Alpes) soutenue par l'administration forestière depuis le dernier quart du XIXème. L'importance grandissante des zones de collecte eut finalement et plus tard comme effet que « le ramassage condui[si]t à imposer une vie sédentaire aux vaches laitières », entamant un peu plus le système de production beurrière et fromagère en montagne (cabanes du Haut-Salat notamment) – Chevalier 1956 : 817 et 863.

De l'agriculture à l'industrie donc, de Bardies fut aussi directeur de la société du gaz et de l'électricité de Saint-Girons, administrateur délégué de la compagnie des tramways électriques de l'Ariège, président du conseil de la société des pierres à faux des Pyrénées, installée à Oust, où se fabriquent aussi les boîtes nécessaires pour l'emballage du camembert et qui sert par ailleurs de station électrique approvisionnant une partie du canton grâce à ses turbines.

Le portrait ne serait pas complet si l'on insistait pas sur les loisirs de M. de Bardies : président-fondateur de la SEC, mais aussi de l'escolo deras Pirenéos, groupe de félibres couseranno-commingeois, de la société des excursionnistes du Saint-Gironnais, l'un des organisateurs des premières fêtes du costume folklorique à Saint-Girons, membre au niveau régional de la société géographique de Toulouse, de l'association pyrénéenne, etc. Je reprendrai cela plus loin.

Le comte Henri Bégouen (1863-1956) n'est pas, lui, originaire du Couserans (né à Chateauroux). Il fit son droit à Paris, suivant en même temps les cours de l'école libre des

¹ Il ne peut que noter la triste habitude routinière des paysans couserannais d'amener leur vache saint-gironnaise à saillir chez le premier voisin venu plutôt que d'essayer de trouver un bon taureau reproducteur de la même race. L'abâtardissement de la race est donc en partie du à cette incurie. *Conférence sur la désirable et facile intensification de la production laitière dans les Pyrénées*, mai 1914 : 10.

¹ idem : 12.

sciences politiques, dont il obtint le diplôme en 1886, étant licencié en droit la même année, avant de partir étudier le droit et l'histoire aux universités de Leipzig et de Berlin. De retour en France, il s'adonne au journalisme, collaborant au *Journal des débats*. Il fut également rédacteur en chef du journal toulousain *Le télégramme*. Après un séjour en Tunisie auprès du résident général de France à Tunis, où il se consacre notamment à l'archéologie, il rentre en France en 1889. Inscrit au barreau de Saint-Girons, il s'installe dans son château des Espas, près de Montesquieu Avantès. L'homme s'intègre directement dans le paysage local, devenant notamment candidat aux législatives de 1889. Boulangiste, « il visite toutes les communes avec un attelage à quatre, dépense beaucoup d'argent et fait des promesses qu'il sait ne pouvoir tenir » (lettre du sous-préfet, septembre 1889, citée dans Seid 1987 : 257), s'opposant notamment à Bethmale aux républicains comme Jean Pero Domenc, futur animateur de la fruitière de la vallée et créateur du groupe folklorique local, ce qui l'amènera à utiliser l'image folklorique comme étiquette sur ses fromages. Bégouen ne gagna pas les élections, assez largement remportées par les républicains à tendance radicale, même s'il obtint la majorité dans les cantons de Castillon et de Saint-Lizier. Il se représentera en 1893 et sera de nouveau battu par Joseph Sentenac, puis battu par Bernère en 1898 et par Gally-Gasparrou en 1902 (tous de tendance radicale, de modérée à radicale-socialiste). Il deviendra maire de Montesquieu Avantès en 1912, à la suite de Clément de Hansy, fondateur et ancien président de la société amicale des ariégeois de Paris, avant-poste de la promotion et de la sociabilité ariégeoise dans la capitale.

Lui aussi s'intéressera à l'agriculture, devenant spécialiste de la race Saint-Gironnaise et s'opposant par exemple à l'abâtardissement des qualités laitières de l'animal par la confusion, au sein de la race, des bêtes du Saint-Gironnais et de celles de la vallée d'Aure, moins productives. Mais c'est surtout l'aviculture qui l'intéressa. Il fonda le *Bulletin avicole* et s'intéressa à l'amélioration des races par croisements sélectifs, sur la base des logiques et des pratiques propres à l'élite agricole d'alors.

Fervent défenseur d'une liaison ferroviaire transpyrénéenne par le port de Salau, reprenant en cela le flambeau du député Bordes-Pagès, sa renommée va surtout s'imposer grâce aux multiples découvertes préhistoriques effectuées avec ses fils. Elève d'Emile Cartailhac, dont il fut le « fils spirituel », on lui doit notamment la découverte en 1912 de la grotte du Tuc d'Audoubert et ses célèbres bisons d'argile, un des rares exemplaires de sculpture préhistorique, d'où le télégramme envoyé alors à Cartailhac : « les magdaléniens modelaient aussi l'argile ». Réponse : « j'arrive ». On lui doit aussi la découverte de la grotte des trois frères en 1914, avec son non-moins célèbre « sorcier », figuration humaine avec

ramure de cerf et queue de cheval. Ces découvertes amenant à une profonde révision des connaissances et des spéculations sur l'art primitif, Bégouen fit son entrée dans la cours des grands, se consacrant à la préhistoire et, à la mort de Cartailhac, il prit sa suite, tant à pour son cours de Préhistoire à la Faculté des lettres qu'à la direction du Muséum d'Histoire Naturelle de Toulouse. Ce sera sa « deuxième vie ». Membre de l'école d'anthropologie et de la commission des monuments préhistoriques, il est notamment l'introducteur, grâce à ses analyses de l'art pariétal et à l'influence de ses propres découvertes, de la théorie de la magie de la chasse, selon laquelle les grottes et leurs ornements renvoyaient à des rituels propitiatoires effectués avant la chasse.

Politique, industrie, agroalimentaire, agriculture, tourisme et sciences se couplent donc chez ces personnes à un intérêt pour l'histoire locale, la préservation des monuments et des traditions, le folklore et, surtout, la petite patrie couserannaise. La création de la SEC répondait, je l'ai noté, à la nécessité de mettre au service de celle-ci tous les éléments nécessaires à l'établissement de sa singularité.

Dès les premières réunions de la SEC s'affirme la volonté d'instituer le Couserans comme Couserans. Pour cela, certains outils sont nécessaires. Une histoire bien sûr, mais sous forme géographique. En juillet 1900, « *M. le président met, à l'ordre du jour de la prochaine réunion, la confection de cartes géographiques du Couserans* ». C'est « une œuvre préalable qui s'impose ». On ne trouve que « *des limites floues pour le pays, surtout sous le rapport féodal (...), il faut essayer de déterminer son périmètre géographique, puis ses divisions féodales* », tout en prenant en compte ses juridictions ecclésiastiques. Une symbolique aussi. Outre les ablutions aux sources du Salat en hommage à la *Nympha Salatina*, la société pense à se munir d'un sceau, « *celui du Couserans, auquel on pourrait joindre les armes du comté de Foix pour indiquer l'union des deux sections constituant la société des sciences, lettres et arts de l'Ariège* ».

Union au sein de laquelle le Couserans revendique sa spécificité et son autonomie, comme lors de l'émission d'un vœux en faveur de la création d'une fédération des sociétés savantes de Novempopulanie (ancienne province romaine), où le président de la SEC insistait sur le fait que « *malgré ses relations administratives, sociales et amicales avec le comté de Foix, nous sommes des Aquitains purs, et que notre parenté est avec l'Ouest, puisque nous formons la limite orientale de la région de Gascogne* » (BSA : 1901-02 : 138).

La société va donc reprendre à son compte tout le programme d'établissement des fondations du territoire que je viens d'évoquer au niveau départemental : production historique, recherches et découvertes préhistoriques, traditions et contes populaires,

classement de monuments, organisation de congrès et d'excursions, publications, participations aux congrès prestigieux, obtention de fonctions elles aussi prestigieuses (membre correspondant du ministère de l'instruction publique par exemple), etc. Je ne reprends pas l'ensemble du mouvement. Mais on retrouve par exemple de manière assez forte les membres de la SEC comme représentants de la SASLA lors des congrès nationaux des sociétés savantes, à la Sorbonne ou en province, signe de l'importance croissante de cette section locale. Bégouen prendra la tête d'affiche après ses découvertes comme grâce à sa stature institutionnelle corrélativement grandissante : en septembre 1922, il organise le congrès de préhistoire couserannais dont les membres, comme le Dr. Capitan de l'Institut de France, sont accueillis à Montesquieu Avantès, chez lui. En 1924 l'institut international d'anthropologie vient en Ariège, passant par Ussat, Foix et Saint-Girons. Bégouen est secrétaire général de cet institut. Ces journées font suite au congrès international d'anthropologie s'étant déroulé les 25 et 26 juillet à Toulouse, congrès dont il était aussi secrétaire. On le retrouve dans presque chaque congrès national des sociétés savantes, notamment en 1924, où il présente une communication sur les grottes de Montesquieu Avantès en présence du président de la République et de celui du Sénat.

Grâce au travail des différents membres, et selon de Bardies en 1925 : « *l'histoire du Couserans, à peu près inconnue lors de sa fondation [celle de la SEC], pourra désormais être écrite, quoique avec des lacunes. A la période des recherches pures a succédé maintenant la période d'expansion pour faire connaître le Couserans à l'extérieur* » (BSA 1922-25 : 235). Ce programme sera directement appliqué par le président lui-même lors du congrès national des sociétés savantes de 1925. En effet, de Bardies prépare une communication pour ce trente-quatrième congrès « sur le Couserans considéré comme une véritable région orographique, hydrographique, ethnique, linguistique, historique, économique, administrative et intellectuelle », difficile de faire plus (BSA 1922-25 : 236). Présenté en avril 1925 à la Sorbonne, cette lecture commence par retracer un historique du pays, depuis ses origines ibères jusqu'aux divisions féodales et ecclésiastiques, en passant par la *civitas consoranorum* établie par les romains à Saint-Lizier. Conclusion de ce panorama : « *le pays du Couserans, terre de l'évêché comme de l'ancienne civitas, dont la vicomté ne prenait qu'une partie, était donc une véritable région historique* ».

On pourrait, sur la base de ce même historique, remettre en cause cette conclusion. On ne sait finalement pas grand chose de la présence romaine et de l'organisation d'un pagus avant tout centré sur sa *civitas* licéroise (Saint-Lizier). Les frontières de l'évêché, le plus ancien de cette partie des Pyrénées centrales, débordent dans l'actuelle Haute-Garonne et

incluent des paroisses rattachées au comté de Foix (La Bastide de Sérou). La vicomté, écartelée entre Comminges et comté de Foix, fut très rapidement démembrée, se réduisant aux terres autour de Lacourt (où se trouve le château), Erp, Soulan et Oust. La création de l'arrondissement après 1789 apparaît comme la seule délimitation d'un Couserans aux contours plutôt fuyants, mais elle a le fort désavantage d'instituer l'arrondissement « de Saint-Girons ». Mais le processus de naturalisation du territoire ne consiste-t-il pas à reconnaître une permanence par-delà les vicissitudes historiques et à faire de l'histoire l'agent central de l'évocation de cette permanence?

Cette première détermination historique est couplée à une approche orographique et hydrographique : le Couserans c'est aussi le bassin du Salat. Région ethnique et linguistique aussi : « *sa population se distingue encore nettement de celle des bassins voisins de l'Ariège et de la Garonne. Eloignée des centres, elle est plus ibère que celte et le mélange latin n'y a pas été altéré par des invasions toujours passagères. On y retrouve les restes de populations autochtones* ». Bien sûr de Bardies insiste sur le gascon, oubliant de signaler les mélanges gascon/languedocien des zones intermédiaires (Massat, Aulus pour la montagne par exemple). En 1925 donc, il note aussi que « *les costumes locaux existent encore ; certaines femmes les portent journellement, ce qui est devenu bien rare en France* ». Gardons cela en mémoire pour la suite. Région économique, le Couserans se caractérise par sa production laitière, avec ses beurreries et ses fromageries nombreuses, ses trois races classées, dont bien sûr la petite race bovine saint-gironnaise. « *Enfin le Couserans est essentiellement une région touristique complètement distincte du Languedoc, du Comminges et même du pays de Foix, auquel il fut soudé contre son gré par le conventionnel Vadier¹ lors de la formation des départements* ». Ce pays « *présente toutes les curiosités que recherche l'étranger (...), un vrai parc naturel de 250 000 hectares (...), vaste pays de pêche et de chasse de camping et d'alpinisme, animé par des bourgs, de riants villages, des villas, des moulins, une population encore nombreuse, des troupeaux de vaches, brebis, chèvres et par les chants lointains des montagnards* ». Le pays, enfin, ne pourra qu'intéresser le préhistorien, l'archéologue, l'industriel, avec ses papeteries, ses carrières et ses mines, et pour terminer l'hygiéniste, avec son air pur, ses eaux limpides et ses trois stations thermales (Aulus, Audinac, Sentein) – BSA 1922-25 : 277-283, je souligne.

Les développements ultérieurs de ce travail montreront en quoi cette véritable propagande pour une petite région naturelle dépassait, dans la pratique, le cadre déjà large de l'érudition localiste. On voit déjà comment, ne serait-ce qu'à partir du travail historique,

¹ L'historiographie couserannaise va faire de Vadier, un des acteurs centraux du rattachement du Couserans au département de l'Ariège, un personnage affreux.

commençaient à porter leurs fruits les efforts de la SEC, et plus largement de ses membres : en 1925 à la Sorbonne, le Couserans est et impose son évidence. La mode du pays est pourtant passée au niveau national¹. De Bardies mourra la même année. Signorel, vice président de la SEC, notera dans son hommage au défunt président, qu' « *en s'efforçant, avec un esprit de suite qui ne s'est jamais démenti, de ranimer la vie locale et régionale, il a été un précurseur. Des régions économiques ont été officiellement consacrées [les régions dites Clémentel]; des régions administratives font l'objet d'un projet de loi. Dans ce cadre, la vie intellectuelle doit s'organiser plus fortement. Le baron de Bardies l'avait, dès le début, admirablement compris et il pensait que nos sociétés scientifiques de province peuvent et doivent y contribuer, qu'elles sont appelées à trouver, dans cette sorte de renaissance, de nouvelles raisons d'être, des objets plus précis à leurs travaux, une véritable mission à remplir* » (BSA 1922-25 : 270, je souligne).

Cau-Durban est mort en 1908 ; l'abbé Samiac, l'un des principaux historiens du Couserans membres de la SEC, en 1924 ; de Bardies et de Terssac en 1925 ; Pasquier en 1930, suivi de Signorel la même année. Une génération s'éteint. Bégouen va reprendre les destinées de la SEC, et celle-ci et la SASLA publient leur bulletin jusqu'en 1938. La guerre mettra fin momentanément à cette aventure intellectuelle et la SASLA ne se reformera et ne recommencera à publier qu'en 1960.

*

L'analyse que je viens de présenter marque bien l'ampleur du travail effectué par la SASLA et la SEC. L'attention des savants sur le département est largement éveillée. Le Couserans est établi par de Bardies dans tout ses titres de spécificité. Comme le notait ce dernier, à la période des recherches pures a succédé la période d'expansion, pour faire connaître ce Couserans à l'extérieur. Pourtant, je l'ai déjà évoqué, cet objectif était déjà en partie atteint, ne serait-ce que par les travaux de ces deux sociétés. Il est aussi en partie manqué : en 1927, la revue du Touring club de France consacre un numéro à l'Ariège, avec ce titre, « A travers l'Ariège inconnue ». Apparaît aussi dans ce mouvement d'une érudition largement intéressée par l'histoire, un des aspects du processus de singularisation territoriale. L'Ariège et le Couserans ont établi les fondements de leur spécificité, celles du cadre départemental et de ses divisions internes. Erigé comme pays « à part » au sein de l'ensemble départemental, le Couserans aux deux capitales, « Saint-Lizier la magnifique », cité des consorani, et « Saint-Girons l'industrielle », toutes deux aux origines Ibères, Aquitaines et

¹ Pour un parcours historiographique autour de la notion de pays, voir notamment Gonzalez 1994 mais aussi Annie Bleton-Ruget, cette dernière notant combien « les années 1890 et 1910 encadrent, approximativement, le moment durant lequel les pays sont à l'honneur » (2002 :28).

romaines, cumule et renforce son particularisme : idiome, petite région naturelle, orographique, etc., tout tend, sur le mode érudit ou scientifique, à imposer son originalité. Celle-ci ne pourra qu'être reprise et amplifiée par les pratiques sociales liées au folklore, débouchant sur des activités touristiques, et par l'évolution concomitante des catégories de perception du pays, de la montagne et des montagnards.

2 : Folklorisme et renaissance d'Oc.

J'ai déjà mentionné le caractère fondateur du congrès des félibres d'Aquitaine de 1886. Les travaux des membres de la SASLA marquent un intérêt certain pour les patois et pour les œuvres en languedocien de quelques ariégeois, comme le poète Tribolet (*BSA* 1889). Les travaux proprement philologiques ne sont pas nombreux mais les recherches historiques passent aussi par un intérêt pour la langue romane, dans laquelle sont rédigés certains documents comme les chartes. En 1891, Gadrat lance l'*Almanach patoues de l'Arièjo*, « *per fe rire e encountenta las gens de nostre tant aimable pays* », tel que l'annonce la préface. Mistral écrit à Pasquier au sujet de cette nouvelle publication, saluant l'initiative mais regrettant l'emploi du mot « patois », stigmaté de la relégation des langues locales (*BSA* 1890 : 305). Bien que chacun semble se rallier au point de vue du maître de Maillane, le terme « patoues » restera dans le titre. J'ai déjà mentionné le fait que Gadrat sera l'un des fondateurs, avec Prosper Estieu et Antonin Perbosc, de l'escolo de Montségur en 1896. De plus, les ariégeois d'alors, dont j'ai pu montrer les relais toulousains, sont aussi en contact avec l'*escolo Moundino*, fondée autour de Xavier de Ricard, qui sera l'un des principaux « félibres rouges », et de Baquié-Fonade, qui sera lui le fondateur de l'association des toulousains de Toulouse, créatrice du musée du vieux Toulouse en 1906¹. Ainsi, par exemple, la revue de l'*escolo Moundino*, *Terro d'Oc*, salue la naissance du fils « du félibre baron de Bardies » en octobre 1895. Pasquier est membre de l'école (il est à cette époque archiviste de la Haute-Garonne), ainsi que Auguste Teulié, qui sera l'un des animateurs de l'*escolo deras Pirenéos*. Bernard Sarrieu, qui en sera lui l'un des fondateurs, est aussi en liaison avec l'entreprise toulousaine. On imagine que les contacts nécessaires à la constitution de l'école couseranno-commingeoise se sont joués dans la capitale régionale. Bien que je n'ai pas développé mes recherches jusqu'à ce point, il semble que Pasquier ait quelques liens amicaux avec Mistral. Il prononcera un discours lors de l'inauguration de la statue de ce dernier en

¹ Peut-être est-il utile de préciser que je ne rentre dans le détails des parcours des uns et des autres que pour évoquer le réseau de relations (pas nécessairement amicales) dans lequel s'inscrivaient les personnes auxquelles je m'intéresse.

1909 en Arles et rédigera l'hommage à sa mémoire dans le *BSA* en 1914. Je l'ai déjà évoqué, Pasquier sera aussi l'introducteur de la farandole provençale dansée pour la clôture des fêtes de Foix. La SASLA et la SEC, ou au moins certains de leurs membres, étaient donc largement et favorablement prédisposées à rejoindre le mouvement félibréen. *L'escolo deras Pirenéos* sera créée en 1905, autour de Bernard Sarrieu, agrégé de philosophie et professeur de lycée, et de de Bardies, qui en sera le président jusqu'à sa mort.

Dès avant la première guerre, folklore et félibrige se rejoignent¹, les costumes bethmalais et massatois étant de mise pour les fêtes de *l'escolo*. Il n'y avait qu'un pas à faire, pour l'un des pionniers du tourisme ariégeois qu'était notamment de Bardies, pour lier tourisme et folklore, sachant combien ce dernier pouvait alors servir de ressource et attirer l'attention sur cette contrée trop souvent ignorée, tel qu'on le lit souvent dans leurs écrits. Les fêtes du costume à Saint-Girons en 1912 lanceront l'initiative, qui culminera avec les fêtes de Foix en 1922. Arrivé ici, dans cette deuxième moitié des années vingt, où disparaîtra, on l'a vu, une grande part des personnages de la génération à laquelle je me suis intéressé, il sera temps de prendre en compte les effets de leur travail sur la représentation, à vocation de propagande, du territoire.

L'escolo deras Pirenéos.

En 1905 sera donc créée *l'escolo deras Pirenéos*, autour du Couserans et du Comminges principalement – de Bardies et de Bernard Sarrieu –, auquel sont adjoints le Nébouzan et les Quatre vallées. Comme le note Philippe Martel, qui a consacré un article à la question (*op. cit.*), l'annonce du projet de constitution a d'abord paru sous la plume de Bernard Sarrieu dans la *Revue de Comminges*, bulletin, donc, de la société savante éponyme. On ne trouve pas dans le *BSA* une annonce aussi forte du projet, auquel la *Revue du Comminges* consacre un article d'une quinzaine de pages. Pourtant, c'est bien le président de la SEC qui sera celui de la nouvelle école, et l'exemplaire du premier numéro de la revue éditée par *l'escolo*, *Era bouts dera Mountanho* (la voix de la montagne), consulté aux archives départementales de l'Ariège, portait la mention manuscrite anonyme « En hommage

¹ Je ne suis pas, sur ce point, les conclusions de Philippe Martel dans son article consacré à la création de *l'escolo deras Pirenéos*. L'auteur note que « avant 1914, le temps n'est pas encore venu de la floraison des groupes folkloriques en costume, qui feront l'ordinaire des fêtes de *l'escolo* après la guerre » (2005 : 257). Or dès 1907, j'y reviendrai, l'on assiste à ces fêtes costumées et, je le note en suivant, dès 1912 folklore, félibrige et tourisme convergent. Je ne peux que suivre P. Martel quant à la constatation du développement des rapports entre tourisme et folklore après la guerre, pourtant ceux-ci existaient bien avant. C'est finalement un point de détail.

à la Société Ariégeoise des Sciences, Lettres et Arts ». On comprend aisément que cet hommage remontait en quelque sorte jusqu'à 1886, date du congrès des félibres. On voit aussi que la SEC et la SASLA fournissent leurs meilleurs éléments : outre de Bardies, Cau-Durban, Bégouen, de Terssac, l'abbé Castet, sont présents dès la première année.

Selon P. Martel, ce double patronage de l'érudition localiste « est loin d'être systématique » au sein du félibrige (op.cit. : 239). De même pour l'organisation fédéraliste de l'école, divisée en trois sections animées par des groupes locaux, dans un félibrige plutôt centralisateur. De même enfin pour ce qui est de la forte présence d'ecclésiastiques. Pourtant, abordé du point de vue ariégeois, tout cela semble assez normal. Les érudits ont « lancé » le félibrige dans la région proche ; les abbés se sont toujours intéressés aux patois, aux contes, chants et proverbes ; la SASLA s'est accommodé de la SEC dans une logique « fédéraliste » à partir de 1899.

Mais ce fédéralisme, ou cette logique décentralisatrice, constitue là un des objets même de l'action de l'école. Celle-ci a pour but de « *maintenir et de relever la langue gasconne du Comminges et du Couserans, de conserver les traditions et les usages locaux, et de développer la vie régionale* ». On pourrait penser que cette dernière mention est due à Raymond Lizop, membre de l'école et correspondant local de la Fédération régionaliste française de Charles Brun, créée en 1899. C'est ce qu'indiquerait la lecture du débat de définition des statuts, en septembre 1905 (*Era bouts*, n° 5-6 : 71). On pourrait envisager l'appui de Sarrieu, lui aussi membre de cette fédération. Mais on ne saurait oublier l'écho favorable d'une telle mention chez les adeptes du patriotisme local que sont Cau-Durban, membre du premier bureau, de Bardies ou encore Bégouen. Bien sûr on ne discutera pas de politique, ou de tout autre sujet qui fâche. Mais le régionalisme n'est pas de la politique. Plus encore, l'intérêt littéraire sans l'intérêt régionaliste ne crée que des « félibres incomplets », tel que l'explique Lizop, dans un toast lors de la réunion de septembre 1905. Et le régionalisme retrouve l'histoire, celle des « républiques pyrénéennes », chartes de coutumes et assemblées d'Etats à l'appui, pour un Lizop jeune agrégé d'histoire, saluant le travail de ces « infatigables érudits » qui ont arrachées ces textes « aux ténèbres des archives » (idem. : 78)¹. Enfin, il n'y

¹ Ainsi, de manière classique, la constitution de l'histoire locale s'inscrit dans le vaste mouvement historiographique de construction de la nation. A l'image de la France, le territoire local est pensé comme création continue, comme permanence. D'où l'intérêt, dans une logique républicaine régionaliste et de patriotisme de la petite patrie, de trouver comme fondement objectif l'existence d'une indépendance locale, qui n'est certainement pas renvoyée à l'heureux temps d'un régime pré-révolutionnaire, mais qui permet d'appuyer les revendications d'une prise en compte de cette permanence dans le cadre d'une redéfinition de l'organisation territoriale française. Comme le note Anne-Marie Thiesse, « le passé modernisé de la petite patrie est une miniature du passé national » (Thiesse, 2005, *La modernisation du passé au XIXème siècle*, conférence donnée à l'université d'Austin, Texas, octobre 2005 - <http://www.utexas.edu/cola/france-ut/archives/Fall2005/thiesse.pdf>). Notons aussi que, pour la génération d'un Lizop, la formation à l'histoire s'inscrit dans le mouvement de

a qu'à lire le discours prononcé par M. Teulié, directeur des écoles de Lédar (près de Saint-Girons) et fervent membre de l'*escolo*, à la distribution des prix aux élèves des écoles laïques de Saint-Girons, en juin 1905, discours intitulé « la langue d'Oc et le patriotisme local », pour comprendre que l'*escolo* s'associera à tous les vœux d'enseignement du patois et du « fait local » dans toutes ses composantes (historiques, géographiques, etc.) formulés, par exemple, par les félibres parisiens en 1896. En ajoutant le fait que l'*escolo* s'appuie sur la diversité des parlers gascons qu'elle regroupe plutôt que d'imposer une uniformisation, et qu'elle présente en deuxième de couverture de sa revue des indications orthographiques, on peut se faire une idée de ses ambitions.

Tout ce qui constitue le fait local l'intéresse : langue, tradition, costumes, usages locaux, histoire et grands hommes du pays, écrivains et poètes. Mais ces éléments ne sont pas « une œuvre de pure science », l'école n'est pas une société savante-bis. Ce ne sont que les composantes du localisme linguistique et littéraire. Avec les recrues de l'école (Sarrieu est par exemple agrégé de philosophie, j'ai déjà présenté les autres), ce localisme est scientifique et artistique, voie d'expression supplémentaire donc, pour des intérêts idéologiques.

Ainsi, tel qu'ils l'annoncent, pas de politique, mais de la propagande. C'est ce qu'indique Bernard Sarrieu, l'animateur de cette école, dans un article de 1907. Revenant rétrospectivement sur les deux ans écoulés, il note que, s'il ne s'agissait que de mettre en place un mouvement littéraire, l'œuvre serait accomplie. Mais il s'agit de plus que cela, nous l'avons vu avec les buts mentionnés dans les statuts. Bien sûr, il faudra « *améliorer notre langue. Œuvre assez complexe, et où se laissent distinguer plusieurs points : purifier la langue, l'enrichir, l'unifier, l'ennoblir, l'assouplir et l'appliquer à toutes sortes d'objets, de sentiments et de pensées* ». Et Sarrieu continue ainsi :

« *Nous espérons bien voir entrer plus largement en lignes nos traditionnistes, ceux qui connaissent les vieux usages, les antiques coutumes de nos pères (costumes, jeux, cérémonie, etc.). Qu'ils nous les décrivent d'abord avec toute l'exactitude possible ; mais qu'ensuite ils s'efforcent de déterminer avec soin dans ces coutumes – à côté de ce qu'il n'y a pas à en regretter comme étant superstitieux, contraire au bon sens et aux bonnes mœurs – ce qu'elles contenaient de beau, de gracieux, de digne, de*

professionnalisation engagé à partir des années 1880, avec la mise en place progressive des différents cursus, sous l'influence de Lavisso notamment – voir Pierre Nora, 1984, «Lavisso, instituteur national. Le "Petit Lavisso", évangile de la République», in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, T.I, *La République*, Paris : Gallimard, pp.247-289; et plus généralement Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia, 1999, *Les Courants historiques en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris : Armand Colin. Sur les redéfinitions consécutives à la critique (durkheimienne notamment) de l'historiographie de Lavisso, voir aussi François Dosse, 1987, *L'histoire en miette*, Paris : La découverte, particulièrement le premier chapitre.

touchant, de fraternel, d'admirable, afin que, profitant de leur avis (car nous sommes avant-tout une société d'action), nous puissions faire un effort pour maintenir ces excellentes traditions si la disparition s'en fait craindre, et même les rétablir dans les cas où elles viendraient à disparaître » (*Era bouts*, n°3, 1907 : 49).

A ces efforts « pour conserver ce qu'il y avait de meilleur dans l'âme de notre race », il associe « *ceux qui auront pour but de nous faire mieux prendre conscience de nos originalités communales, cantonales, régionales, provinciales, de notre génie, gascon d'abord, puis occitanien en général. Nous faisons ici appel aux historiens proprement dits (...)* ». On comprend comment le folklore pouvait servir les ambitions de l'école.

Ne désirant pas établir ici une histoire de l'*escolo*, et tachant juste de poser quelques jalons permettant de comprendre les rapports entre félibrige, folklore puis tourisme, je tiens à centrer mon propos sur cette appel traditionniste. Pour ce faire, on pourrait remarquer que le vice-président pour le Couserans qu'était Cau-Durban publiait déjà dans *Era bouts* une description des bethmalais et de leur costume en 1906¹, que d'autres auteurs insistaient sur « Les basques, un peuple à imiter », avec description de mœurs, langue et histoire (J. Comet, *Era bouts*, 1907). Mais on ne peut que s'intéresser aux fêtes félibréennes de 1907 se déroulant à Saint-Girons, premier signe avant-coureur de la vocation folklorique couserannaise.

Philippe Martel à raison en précisant que les fêtes félibréennes organisées par l'école se calquent sur le schéma classique des mondanités d'alors (toasts, dîners et brindes) et se centrent avant-tout sur les concours littéraires (*op. cit.*). Le folklore est peu présent. Deux exceptions notables tout de même : ces fêtes de 1907 et celles, plus spécifiques, de 1912, toutes deux se déroulant à Saint-Girons. Il faudra attendre 1922 pour qu'elles atteignent Foix, et les couserannais fourniront d'ailleurs le gros du contingent.

La première félibrée fondatrice eut lieu à Saint-Gaudens, la seconde à Bagnères de Luchon. La troisième a lieu en Couserans. Cette fête de Saint-Girons et ses jeux floraux sont semble-t-il restés dans la mémoire de l'école. Il faut dire que la reine de cette année, Mlle Urbainie de Terssac, famille déjà rapidement présentée, fera œuvre d'une prodigalité certaine et que la foule sera au rendez-vous : 5000 personnes (selon les organisateurs et les journaux, moins, sans doute, selon la police) amassées sur la place du champ de Mars, bordant le Salat¹. Le compte rendu qu'en donne *Era bouts* s'attarde largement sur l'orientation folklorique de la manifestation, pourtant limitée : mademoiselle de Terssac est simplement entourée d'une cour de jeunes filles en habits bethmalais et massatois et accompagnée de la sœur de Sarrieu en

¹ Celle-ci n'étant qu'une reprise extraite du petit ouvrage *La vallée de Bethmale*, publié en 1887 par Cau-Durban.

¹ La même place que celle où se termine le défilé d'Autrefois le Couserans de nos jours.

habit luchonnais. Mais c'est cet accompagnement folklorique qui donnera lieu à la publication de plusieurs photos dans la revue de l'école.

Dans son discours de bienvenue, le maire de Saint-Girons, Henri Bernère, avocat et radical-socialiste, directeur du journal *Le réveil du Saint-Gironnais*, note combien l'*escolo*, en travaillant au relèvement de la langue, se propose de « développer dans le peuple le respect et l'amour de la petite patrie », (...) œuvre d'une si haute portée morale ». Et les membres de l'école donnent selon lui un « exemple admirable » de cette volonté, car, « venus souvent des pôles les plus opposés, vous savez vous élever au dessus des préoccupations et du tumulte des partis, afin de poursuivre, dans les régions sereines de la poésie et de l'art, la réalisation de votre but commun » (*Era bouts*, 1907 : 174). Voilà donc exposé clairement le principe de collusion des élites que j'évoquais, en reprenant un terme utilisé par G. Laferté (*op. cit.*). Radicaux, boulangistes (comme Bégouen) et conservateurs (comme de Terrasac ou de Bardies), les pôles sont, il est vrai, largement opposés.

La réponse de de Bardies aux souhaits de bienvenue du maire offre un intérêt certain dans ma perspective. De Bardies entreprend en effet un « Eloge du Couserans » qui marque bien la force et les effets des travaux engagés depuis 1882, date de création de la SASLA.

« Certes le Couserans est un petit pays, un pays perdu au fond des Pyrénées, encore inconnu, pour ainsi dire, il y a dix ans ; mais qu'a-t-il à envier au reste de la France ? » (*idem* : 176). S'ensuit une énumération des richesses de ce petit territoire : son climat, ses paysages et ses sites, ses lacs et cascades, ses grottes, ses richesses naturelles, ses vestiges gallo-romains, ses beaux édifices du moyen-âge, etc. « Mais que seraient les monuments sans la vie ? La vie, elle éclate de toute part¹ ; elle brille dans les yeux de flamme des charmantes Saint-Gironnaises qui nous regardent. Quoi de plus joli que les costumes couserannais ? Ils sont représentés depuis longtemps au musée du Trocadéro ; celui de Bethmale a figuré à l'Opéra¹ ; admirez-le ici aujourd'hui » (*idem*).

S'ensuit une description du costume. Le discours se termine par une évocation des grands hommes « produits » par le Couserans, rassemblant les personnages illustres de l'histoire locale auxquels s'attachaient la SASLA et la SEC, mais citant aussi les acteurs contemporains, comme David Cau-Durban. En étant ainsi prêts de passer à la postérité, ces derniers marquent bien la force d'un processus d'institutionnalisation réussi : eux et leurs

¹ Nous sommes en pleine période d'exode rural. La vie est donc en train de quitter les montagnes d'abord et l'arrondissement en général même si, je l'ai déjà noté, Saint-Girons est en partie épargnée.

¹ Le costume bethmalais est pour ainsi dire à l'apogée de sa gloire. En 1897, des costumes bethmalais étaient portés lors des représentations de *Messidor*, opéra d'Alfred Bruneau et Emile Zola, à l'Opéra de Paris. Voir notamment De Lahondès, 1897, « Les Pyrénées à l'Opéra », *Revue des Pyrénées*.

travaux, développés dans le giron de la SASLA, deviennent des références incontournables. Je reprendrai ce point ultérieurement.

Autre discours de choix, celui d'Albert Tournier, avocat et radical-socialiste lui aussi, député de l'Ariège depuis 1902, vice-président du félibrige de Paris, magnifiant « l'attachement indéracinable du montagnard pour son pays d'origine, sa fidélité aux traditions, aux costumes et coutumes des ancêtres ». Les usages politiques du conservatisme montagnard ne sont donc pas que conservateurs, nous le verrons plus loin avec l'article du député Lafayette – fils du « poète des Pyrénées » Raoul Lafayette – sur « L'âme paysanne » en 1922.

M. Signorel, juge au tribunal de Saint-Girons, vice-président de la SEC, prend la suite, dans un discours où il expose ce qu'est « être d'un pays ». Il montre, bien sûr, la nécessité d'exhumer le passé de ce pays, continuant en ces termes : « Auguste Comte disait : *"Les vivants sont gouvernés par les morts"*¹. Parole admirable qui, dans un langage imagé, exprime le trait d'union entre le passé et l'avenir, la solidarité indestructible qui unit les pères aux enfants et ainsi les générations entre elles ». La connaissance du passé doit permettre de travailler pour « *la cité future, la cité sans larmes et sans frontières, de préparer demain (...)* Votre devise, Messieurs les Félibres est la nôtre : *tradition et progrès. Elle est la transcription dans le monde social de deux lois de la biologie, connues sous le nom de loi de constance et d'évolution. Qui fêtons-nous ce soir ? Non point une reine (...)* mais ce qu'il y a de plus précieux en nous (...): *le cœur, la langue et les traditions de nos ancêtres* ». Il termine en levant son verre au « culte du foyer paternel et à l'amour d'un lendemain meilleur » (idem : 216-217).

Ainsi, le conservatisme est un positivisme. Si l'amour de la petite patrie doit permettre de passer « rationnellement » à l'amour de la grande, comme le dit dans un de ses discours Raymond Lizop, représentant officiel du mouvement régionaliste au sein de l'*escolo*, le positivisme scientifique peut, en se tournant vers le passé, se transformer en positivisme social et moral. Rien de moins archaïque et de plus progressiste donc que ce « culte du foyer paternel ». Que cette définition du « lendemain meilleur¹ » soit le point de divergence entre les conservateurs¹ et les radicaux¹ n'empêche pas que la collusion puisse s'opérer sur la base

¹ Cette phrase deviendra un poncif de tous les discours folkloristes de ces différents personnages pendant ces années.

¹ On trouve par exemple en 1913 la mention selon laquelle l'*escolo* doit « *trabalha ara prosperitat det noste país* ».

¹ J'ai déjà montré le caractère « moderniste » de ces conservateurs

¹ Sur les radicaux je me suis notamment référé à Baal 1994 et Nordmann 1977, ce dernier notant comment chez les radicaux la nation apparaît « moins comme le résultat de données naturelles que comme l'aspiration de libres volontés et la reconnaissance d'une diversité harmonieuse. L'individualisme radical fondé sur l'égalité du droit

de ce tronc-commun républicain. Par-là, si « les traditions¹ c'est la patrie », selon le mot déjà cité de Marignan, le muséographe de Mistral, on comprend que c'est aussi l'avenir, « cité sans larmes et sans frontières » ; un humanisme à base occitaniste en somme, et civilisateur. Rien d'étonnant donc, si l'on couple cette perspective avec celle, plus générale, qui nécessite d'« attirer l'attention sur une contrée trop souvent oubliée par les savants et les touristes », leitmotiv central de toutes les actions entreprise depuis 1882, à ce que le folklore soit, très rapidement, une ressource pour le tourisme, celui-ci étant lui même une ressource pour l'avenir du département et plus spécifiquement du Couserans. Là encore, conservateurs et radicaux sont d'accord sur ce point. Avantage corollaire : les paysans seront éduqués, à leurs traditions bien entendu(es).

Après les résultats du concours, le repas et les toasts, viendra le grand bal, avec feu d'artifice, regroupant ces quelques 5000 personnes. Comme le disait Sarrieu en 1908, lors des fêtes et jeux floraux se déroulant à Barbazan : « *nous persistons à croire que ces fêtes populaires, en même temps que littéraires, font partie intégrante de notre programme : il est bon que la foule communie, le plus souvent possible, avec les poètes qui parlent la langue de son terroir et lui inspirent des sentiments d'amour et de respect pour tout ce qui touche aux souvenirs de la vie ancestrale et au culte de la petite patrie* » (*Era bouts*, 1908 :155). Le lendemain, de retour entre eux, les félibres comptaient poursuivre leur félibrée jusqu'au si romantique lac de Bethmale, passage obligé de toutes les âmes en quête d'élévation, pour reprendre dans le désordre les mots qu'ils utilisent. Les circonstances ne le permirent pas et chacun dut se rabattre sur le Mas d'Azil et sa grotte, autre étape désormais incontournable.

La cuvée couserannaise des fêtes de l'*escolo* fut semble-t-il exceptionnelle, au moins jusqu'en 1922¹. Son aspect folklorique n'aura pas d'égal, si l'on excepte les fêtes de 1912, qui n'étaient pas purement félibréenne, s'ambitionnant déjà touristique.

Avant d'aborder ce point, quelques éléments de conclusion sur cette période de l'histoire de l'école. Sa croissance fut rapide : il y a 450 adhérents avant la guerre, leur revue tire à un millier d'exemplaires, un almanach a été créé en 1908, édité grâce aux relais du

de chacun se trouve équilibré par une reconnaissance, au sein du cadre national, des différences concrètes. La France est riche de ces variétés et vaut par des vertus d'équilibre. Le radicalisme se présente volontiers comme la synthèse d'une exigence jacobine d'unité et d'une reconnaissance girondine de la diversité » (16-17).

¹ N'oublions pas que ces traditions ont été allégées de tout ce qui était considéré comme « superstitieux, contraire au bon sens et aux bonnes mœurs » selon les termes déjà cités de Bernard Sarrieu. Notons aussi que l'analyse ethnographique d'« et pastoural en bat d'Auro » (du pastoralisme en vallée d'Aure), reprenant le calendrier transhumances, tonte, vie en estive et cabanes, en le couplant à l'élaboration d'un lexique ovin et bovin, pouvait porter en sous-titre « estudi de Tradiciounisme » (F. Marsan, *Era bouts*, n°10-11, 1913). Le système pastoral pyrénéen tendait ainsi à la folklorisation, largement renforcée par l'imagerie déjà instituée du pâtre.

¹ Je n'ai pas poursuivi au-delà le dépouillement de la revue de l'école, d'autant plus que quelques échos de ses activités paraissent dans le bulletin de la SASLA (ou plutôt de la SEC), dépouillé lui jusqu'en 1938.

comte Bégouen, rédacteur en chef du *Télégramme* sur Toulouse, rappelons-le¹. Pendant la guerre, l'activité est fortement perturbée, suite à de nombreux départs au front et au climat général, reléguant l'intérêt littéraire au second plan. Les quelques numéros d'*Era bouts* de cette période marquent bien le patriotisme en action ; florilège tiré du sommaire des numéros compilant 1917-18-19 : nouvelles des membres au front ; article *Es Gascous è era guèrro* ; *La cansou det prisounhé* ; *Q'auram era bittoria* ; *Toustem Francési è toustem Gascous*, etc. Les fêtes de 1920, signant en quelque sorte le retour à la normale, serviront de point d'orgue à ce patriotisme. La reine pour 1919-1920 fut Jenny Foch, sœur du Maréchal, né à Tarbes. La cour folklorique fait son retour et l'on inaugurerait une plaque posée en l'honneur de Foch sur sa maison paternelle à Valentine. On chante alors durant ces fêtes : « Halte là ! Halte là ! Les montagnards sont là ! ». De Bardies restera président de l'école jusqu'à sa mort. Reprenant la liste nécrologique déjà évoquée à propos de la SASLA et de la SEC, la suite est donc déjà une autre époque, celle de Sarrieu toujours, de Lizop, et du couple Ponsolle, animateur de l'école après la seconde guerre, en compagnie des Jean Nayrou (sénateur socialiste) et Adelin Moulis (écrivain folkloriste) notamment. Notons enfin qu'en 1926, l'*escolo* décida de porter le nombre de ses sections à sept, en ajoutant haute Ariège et basse Ariège, faisant ainsi fi de la césure gascon/languedocien, en arguant des liens historiques entre Ariège et Gascogne et du fait que « à vrai dire, les parlers languedociens sont des parlers de transition » (*BSA*, 1926 : 56). Il faudrait ainsi poursuivre la recherche pour comprendre comment s'impose en 1926 ce qui serait passé en 1905 pour un reniement des racines gasconnes. Il faudrait aussi pouvoir cerner les relations entre cette école et le mouvement du félibrige dans son ensemble. Sur ce point, je ne peux que renvoyer à l'article déjà cité de Philippe Martel, abordant cette question.

Folklore, tourisme et petites patries

Le folklore ariégeois commence donc, pour ainsi dire, à l'exposition universelle de 1867, avec la présentation des premiers costumes locaux. Ceux-ci ont déjà été repérés plus tôt dans le siècle, autour de 1830, de même que le pittoresque de ces « riantes vallées », quant elles ne sont pas affreuses et misérables. Le dernier quart du XIX^{ème} voit donc se déployer l'attrait folklorique pour les montagnards ariégeois, et avant-tout couserannais, Bethmale et Massat en tête.

¹ On voit aussi comment les nombreux relais éditoriaux et journalistiques ont pu faciliter la diffusion des actions menées par ce réseau de personnes, servant ainsi la propagande. Là encore l'appui de *L'avenir*, journal radical « delcassiste », pour la SASLA contraste avec celui du *Télégramme*, penchant pour une droite libérale, pour l'*escolo*, toutes deux ayant un certain nombre de membres communs.

Déjà les esprits se fixent sur les chatoyantes et si étranges couleurs du costume bethmalais. A l'exposition de Toulouse, durant l'été 1887, avait été présenté un intérieur bethmalais agrémenté de ses mannequins. Et l'organisateur de cette exposition n'était autre qu'Emile Cartailhac, qui demandait aussi aux instituteurs de produire des monographies sur la commune de leur résidence, intégrées ensuite à l'exposition.

La même année, Cau-Durban publie son « Vallée de Bethmale », s'appuyant notamment sur une excursion au mont Valier réalisée en 1886 en compagnie de divers savants, j'y reviendrai. Chacun commence à souligner la mode des nourrices ariégeoises et notamment bethmalaises, l'attrait du costume en plus, touche pittoresque dans les jardins toulousains¹.

C'est aussi sur cette même période que s'organise le tourisme dans le département. Et l'initiative en revient à Eugène Trutat. J'ai déjà rapidement présenté ce conservateur du musée d'histoire naturelle de Toulouse, ami et collaborateur de Cartailhac, en contact avec la SASLA. Il participe à différentes manifestations organisées par la société : en 1895, il propose à Ax une conférence sur les Pyrénées. Au même endroit deux ans plus tard il participe à la soirée de soutien aux victimes de la neige. On le retrouve à Foix en 1903, toujours auprès de la SASLA, exposant le projet de création d'un syndicat d'initiative, « à l'instar de ce qui se pratique en Suisse », pour attirer les touristes dans le département¹. Suivant l'idée de Trutat, la SASLA organise un comité pour l'étude de ce syndicat. Celui-ci est créé la même année, sous la présidence d'honneur de Delcassé, homme politique central du département à cette période¹. Le président en est Félix Garrigou, le secrétaire Trutat. Le relais couserannais est de Bardies, secrétaire adjoint¹. Là encore l'Ariège est un peu en retard : « des syndicats du même genre se sont fondés dans toutes les régions pittoresques de la France, et nous ne faisons que suivre l'exemple de nos concitoyens des Alpes, de l'Auvergne et de tous les départements pyrénéens »¹. La propagande en faveur de ce syndicat s'organise, par le biais de conférences notamment, comme celle donnée par M. Rivière-Boulié, conseiller général d'Ax, qui fait

¹ Sur ce point voir Eugène Trutat, 1902, « Les nourrices ariégeoises », extrait de *L'avenir de l'Ariège*.

¹ *BSA*, 1903 : .

¹ Difficile de présenter le personnage en quelques lignes. Leader radical en Ariège, député (1889-1919), conseiller général puis président du conseil général (1904), Delcassé occupa de nombreuses fonctions ministérielles (ministère des colonies, des affaires étrangères, de la marine). Personnage central, mais quelque peu éloigné (de part sa vie parisienne), de la politique ariégeoise sur cette période (il meurt en 1923), il fut par exemple l'un des relais de poids permettant la construction du chemin de fer transpyrénéen par Ax (dont il essaiera de devenir maire) et le Puymorens. Pour une biographie du personnage, voir notamment Claeys 1994 : 202-209 ou Labrousse 2004 : 124-127.

¹ Le reste du bureau est composé d'élus locaux (députés, maires, etc.), à dominante largement radical-socialiste. On comprend bien que ce sont les radicaux qui tiennent la politique départementale sur cette période (en gros 1875-1936).

¹ ADA 7M22/1

voter une somme de 300 francs pour le jeune syndicat. Reprenant une présentation de la courte histoire de celui-ci, il ne peut, dans une deuxième partie, qu'insister sur ses avantages, on ne peut plus évident dans la ville d'eaux plutôt prospère qu'est Ax. François Gomma, maire (radical-socialiste) de cette ville à partir de 1912, reprendra le flambeau du développement touristique, auquel avait largement participé Félix Garrigou pour ce qui est du thermalisme, en l'axant notamment sur le développement du ski.

L'avenir note combien la distribution de brochures, journaux et cartes illustrées devrait permettre d'assurer le développement touristique du département, en attirant l'attention sur lui, de manière alors très classique : « faire de cette région trop peu connue un séjour de villégiature agréable », comme le note Trutat¹. En août 1903, une demande de subvention est adressée au conseil général pour éditer une brochure. Pasquier, notons-le, en sera l'un des auteurs et celle-ci sera éditée par la maison Gadrat, editrice notamment de l'Almanach patois.

En 1904 est créée la Société des excursionnistes du Saint-Gironnais. Qui trouve-t-on à la présidence ? Louis de Bardies évidemment, je l'ai déjà noté dans sa courte présentation biographique. Est aussi membre du bureau (vice-présidents) MM. Dedieu, inspecteur adjoint des eaux et forêts, Surre, conducteur des ponts et chaussées et Menescal, receveur de l'enregistrement, tous trois délégués du Touring club de France (TCF), relais nécessaire de toutes les entreprises départementales. Après les visites à Sentein ou ailleurs sous l'égide de la SEC, les excursions au mont Valier, de Bardies ne pouvait qu'être l'élément central d'une telle entreprise.

En juin 1910 est créé le groupe Saint-Gironnais du TCF. Et ce groupe Saint-Gironnais du tourisme va servir de point de liaison aux trois grandes associations touristiques du moment : le TCF, le Club alpin français et l'Automobile club de France.

L'initiative de cette création revient au TCF lui-même, par une lettre adressée au vice-président de la société des excursionnistes qu'est M. Dedieu, et qui sera le président du groupe. « Nous voulons faire connaître et aimer la montagne » note le président du TCF¹. Premier geste : le versement d'une subvention de 3000 francs pour la construction d'un refuge au Mont Valier, devenu la montagne-symbole du Couserans. L'évocation de cette construction future éveille l'intérêt du Club alpin, qui se joint à la démarche en fondant une sous-section à Saint-Girons. De plus, « nous désirions appeler aussi sur notre région l'attention et les faveurs d'une autre grande association touristique : l'Automobile club de

¹ *Annuaire de l'Ariège*, 1905 : 691.

¹ *Le touriste Saint-Gironnais*, organe du groupe Saint-Gironnais du Touring club de France, n°1, février 1911 : 3.

France »¹. Ce sera chose faite en 1911, avec la création du centre de tourisme automobile de Saint-Girons.

La première assemblée du groupe a lieu en décembre 1910. Trent huit personnes se réunissent pour la même cause en mai. Il seront 154 en février 1911 et 215 en 1912, année où Cau-Durban, avoué à Saint-Girons, reprend la présidence, de Bardies et Bégouen n'étant jamais bien loin¹. Outre la construction du refuge du Mont Valier, les premières réalisations passent par l'établissement d'une bibliothèque touristique, par l'inscription de Sentein comme station thermale, desservie par gare depuis Saint-Girons grâce à la compagnie de de Bardies. Mais le premier problème demeure les voies de communication : le groupe envoie une lettre à ce sujet au préfet et à la compagnie des chemins de fer du Midi. Malgré les efforts et réalisations de cette période, ce problème restera central. Ainsi, la lettre du président du syndicat d'initiative de Bélésta au préfet, en mars 1933 : « il est navrant et profondément décourageant pour les dirigeants du syndicat d'être forcé de répondre aux touristes qui nous écrivent pour une visite : "ne venez pas, les routes sont impraticables" »¹. Apparaît alors, dans les vœux du groupe saint-gironnais, le projet d'une grande route des Pyrénées, les traversant au plus près de la chaîne de Bayonne à Perpignan. On trouve aussi les classiques revendications en faveur d'une liaison ferroviaire transpyrénéenne par le port de Salau. Voilà deux projets, presque « mythiques », qui porteront tous les espoirs et susciteront nombre de désillusions, tout en faisant couler beaucoup d'encre. Les membres, information notable pour la suite, fournissent aussi des renseignements sur le Saint-Gironnais pour le guide des Pyrénées édité par les guides Joanne.

Le groupe aura bien sûr ses inévitables fêtes annuelles : fêtes champêtres de Surroque ou de Coupy-Larrech pour 1910 et 1911. Pour la seconde, une joyeuse compagnie monte en direction de la maison forestière de Coupy. Arrivés à leur but, « *des tableaux charmant s'offrent à nos yeux enchantés. Des Bethmalaises, aux riches costumes brodés, multicolores, forment un groupe des plus pittoresques. Un homme s'obstine à faire rôtir sur un feu ardent deux gigots à la ficelle (...) Vers la fin du repas, les bouchons des bouteilles de champagne sautent avec fracas* » (*Le touriste*, n°6 :10). Comme le note le rapporteur : « *dégagé des préoccupations journalières, chacun dans ces parties en plein air, se montre tel qu'il est. On s'abandonne sans contrainte à l'attrait souverain qu'exerce la Nature. On se livre à la joie la plus franche. On découvre, dans un splendide pays, de nouveaux et multiples sujets*

¹ Idem, n°6 : 5.

¹ Pas plus que Servat et Teulié, les félibres folkloristes de l'escolo, que Signorel de la SEC ou que de Terrasac, pour les deux.

¹ ADA 7M62.

d'admiration » (*idem* :11) ; schéma classique, donc, de la célébration des vertus de la nature et du paysan, bucolique pastorale à la mode touristique bourgeoise.

En 1912, le Couserans fait son coup d'éclat, en organisant une grande manifestation sur Saint-Girons : concours agricole, concours folklorique, conférence, partie de football, tombola, bal, banquet, feux d'artifice, de quoi animer Saint-Girons.

Bien sûr de Bardies et de Terrsac organisent le concours agricole, par l'intermédiaire du syndicat agricole de Saint-Girons, et c'est ce dernier qui propose de faire coïncider les deux événements. Bien sûr l'*escolo* et la SEC offrent de généreuses subventions à l'entreprise. Le clou et le cœur de la manifestation demeure le concours de costume, avec son défilé. Henri Bégouen fait partie du jury. C'est lui qui, la veille, avait prononcé une conférence où, après avoir célébré les beautés du pays couserannais, trop ignoré et valant la Suisse ou d'autres parties des Pyrénées, il décrivait les costumes des vallées du Couserans : Bethmale, Biros, Balaguères, Massat, Aulus, continuant ainsi à en fixer la norme. Les quatre premières auront leur groupe folklorique. Ceux des deux premières existent toujours, le troisième étant moribond. Ce seront les bethmalais qui rafleront les prix, repartant avec la rondelette somme de 350 francs, plus diverses médailles (Massat à peine 170, Biros 85). Ils étaient de toute façon le clou du spectacle, avant même que celui-ci ait lieu, tellement la renommée grandissante du costume le rendait exceptionnel. Les bethmalais auront un char pour eux seul, en forme de cabane de montagne. Les autres participants se regrouperont sur un autre en forme de sabot à la pointe assez recourbée (on le devine sur la photo), pointe plutôt bethmalaise donc.

C'est Cau-Durban (l'avoué, pas l'abbé, mort en 1908) qui prononce le discours de clôture, réutilisant les mots d'Auguste Comte : « les vivants sont gouvernés par les morts ». Il remercie les élus pour leur soutien, notamment Delcassé, pour avoir accepté la présidence d'honneur, et commente ensuite les fêtes en cours. On imagine la rhétorique utilisée, j'en ai présenté maints exemples : célébration du passé, coutumes, costumes, traditions, petite patrie, etc. : « *nous avons donc pris notre paysan et nous l'avons montré tel qu'il était dans les temps reculés (...), nous vous l'avons fait admirer dans ce qu'il a de plus original et nous avons ainsi cherché, tout en excitant votre curiosité, à bien le pénétrer de cette idée qu'il doit rester lui-même, rester de son pays (...), en un mot ne pas rompre avec le passé* » (*Le touriste*, 1912 :14). Il terminera en remerciant chacun d'avoir ici fait « de la décentralisation dans ce qu'elle a de plus pratique » (*idem* : 15). Le groupe, dans la suite du concours, étudiera la mise en place de primes de conservation, distribuées en espèces sonnantes et trébuchantes aux

montagnards continuant à porter leur costume. Il fallait bien maintenir dans son cadre original (le village, la vallée) ce que les touristes désireraient désormais venir voir.

On trouvera de multiples échos à ces fêtes, dans tous les bulletins des associations concernées bien sûr, dans la presse locale aussi. Plus encore, des photographes toulousains et tarbais sont présents, ainsi qu'un dessinateur du journal parisien *L'illustration*. Mais là n'est pas le plus important. La fête donnera surtout lieu à un article paru dans la *Revue du Touring club de France* en février 1913. Celui-ci sera repris dans le *Saint-Girons journal* du 9 mars 1913. L'auteur de ce dernier article note l'intérêt de cette parution. Non seulement l'article de la *Revue* est louangeur et apte à attirer l'attention des touristes sur le pays, mais en plus il est « d'un membre dirigeant » du TCF, « il n'en a que plus de portée ». L'auteur saint-gironnais continue en faisant ce compte : supposons le fascicule lu par cinq personnes, le sachant distribué à plus de 300 000 abonnés, c'est plus d'un million et demie de personnes qui « savent à l'heure actuelle qu'il existe quelque part en France, dans un coin ignoré des Pyrénées, un pays qui s'appelle le Saint-Gironnais et que ce pays inconnu possède des sites admirables, des costumes et des mœurs pittoresques¹ ».

La ressource touristique du Couserans est désormais établie et le folklore trouvera ses continuateurs, puisque participaient à la fête Domenc, le maire de Bethmale, fondateur du groupe folklorique, l'homme de la fruitière, concurrent politique de Bégouen en 1889, et Alphonse Sentein. Et ce dernier sera le fondateur du groupe des Biroussans après la guerre, ainsi que du syndicat d'initiative de la commune. Ces fêtes de 1912 pouvait donc servir de point d'orgue à l'institutionnalisation déjà engagée d'une image touristique et devenir initiatrice d'un mouvement folkloriste continuant jusqu'à aujourd'hui.

Face aux multiples succès, l'un des moindre n'étant pas les 6000 personnes regroupées sur le champ de Mars, ce type de fête trouvera un écho départemental dix ans plus tard, avec le concours de costume associé aux fêtes annuelles de Foix.

Ce sont les couserannais qui assureront l'échauffement pour les fêtes de Foix, grâce aux fêtes de l'*escolo deras Pirenéos* à Saint-Lizier, début septembre. Les chars portant la reine et sa cour, décorés de gerbes de blés, de bruyère et de fleurs des champs, sont désormais institués. Le reste aussi d'ailleurs : concours, toasts – où l'on en profite pour saluer la création des régions économiques Clémentel –, discours, banquet, etc. Seul fait nouveau : le concours de costume, lui aussi désormais institué.

¹ Mais la population locale, toujours un peu attardée ou réfractaire, semble peu concernée par cet élan touristique. En témoigne l'entrefilet anecdotique du *Saint-Girons journal* du 31 août 1913 : « nous faisons appel au public pour prendre en faute les gamins qui s'amuse à utiliser comme cible les poteaux indicateurs placés sur de nombreux points de notre région par le TCF pour signaler à l'avance aux automobilistes les virages dangereux » !

Une semaine après se déroulent les fêtes de Foix¹, la municipalité s'étant largement investie dans l'événement, par l'intermédiaire de Raoul Bertin, professeur au lycée de Foix, secrétaire général du comité des fêtes (dont faisait partie Pasquier¹) et membre du conseil municipal radical de Georges Duthil. Autre soutien majeur : le TCF, qui verse une subvention de 5000 francs sur les 8000 du budget. Enfin, l'union thermale et touristique de l'Ariège, créée en 1920¹, sous l'impulsion là encore de Bertin, avec le titre de secrétaire général de l'union des syndicats d'initiative, apporte son aide et ses moyens.

Delcassé s'est, à cette époque, retiré de la vie politique. C'est Paul Laffont, radical-socialiste, député depuis 1914, devenu secrétaire d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones en 1921, qui rehausse la manifestation de sa présence, en tant que président d'honneur, accompagné notamment du jeune député Roger Lafagette. Après la saignée de 14-18 (15,7 % de pertes démographiques entre 1911 et 1921¹), la dépopulation de ce département essentiellement rural¹ apparaît comme un problème central. Alors que l'on célèbre les vertus du paysan folklorique, paysan éternel, quelle est l'attitude des radicaux, encore largement dominants, face à ce problème ?

On trouve une esquisse de réponse dans un article de Raoul Lafagette paru dans *L'avenir* du 24 au 27 novembre 1921 et intitulé « L'âme paysanne ». L'auteur cherche d'abord à corriger l'« idée simpliste et brutale », « image grossière » du paysan, « méconnaissant ce qu'il y a précisément d'admirable dans l'épopée paysanne, dans sa lutte séculaire contre les éléments, dans sa lente reconquête, toujours à recommencer, de la terre nourricière, et l'édification, pierre à pierre, de son foyer ». Ce ne sont pas les paysans ariégeois en particulier qui sont célébrés, mais « le paysan » et son « âme ». Tout à fait possible, donc, d'honorer ce dernier tout en stigmatisant à un autre moment l'esprit archaïque de routine des premiers. Mais là, dans ce texte, c'est la célébration qui a cours et il s'agit de réhabiliter le paysan, en contrant les accusations d'âpreté au gain, d'égoïsme, l'image de frustré dont il est victime. Lafagette en fait un homme attaché à l'héritage qu'il laisse, conscient « qu'il a un grand devoir à remplir, celui de continuer le lent édifice des générations ». Héros de la morale, le paysan est aussi celui des mœurs, des « sentiments les plus délicats », des « affections les plus désintéressées » ; tout cela, « il suffit d'aimer nos

¹ Sur ces fêtes, outre les journaux (*La dépêche* du 11/07/1922, *l'Express* du 17 et 19/07/1922, *L'avenir* du 6 au 9/07/1922 notamment et les éditions suivant la fête) et compte-rendus dans les différents bulletins, voir ADA 4M13, d'où est tirée la majeure partie des éléments ici présentés.

¹ On se souvient de son rôle dans l'adoption de la farandole provençale pour la clôture des fêtes.

¹ Son premier président sera le docteur Dresch, président de la SASLA de nombreuses années, marié avec la fille de Lafagette (le poète), beau-frère donc de Lafagette fils (le député).

¹ Chevalier, op. cit. : 730.

¹ « Le pourcentage de la population rurale atteint encore 80% en 1926 » (Claeys, op. cit. : 236)

paysans pour le découvrir en eux ». « Hélas ! les campagnes se dépeuplent et, déjà, dans nos villages, bien des maisons sont désertes ». Les paysans préfèrent la ville (« la grande ville »), où ils « trouvent apparemment une vie moins pénible ». Solutions : « améliorer la vie matérielle du paysan, poursuivre son éducation intellectuelle et morale ». Programme : diminuer son isolement, « *permettre à la ville de venir à lui, lui enlever la sensation déprimante et humiliante qu'il est prisonnier de la solitude et qu'il vit, loin des groupements humains, une existence de sauvage, inférieure et comme amoindrie. Plus proche de la ville, il voudra moins y partir* ». Mais le paysan demeure attiré par cette ville : « cafés illuminés », « music-hall », « salaires vite gagnés et vite dépensés », facticité brillante en un mot, lui faisant perdre cette si admirable « âme paysanne ». Ainsi, « *on devra – et c'est la mission de l'école – (...) leur montrer combien les avantages de la vie urbaine sont illusoire et fallacieux. (...) Un peu d'instruction l'éloignait des champs paternels, l'éducation de son esprit lui rendra le goût des joies saines et graves, des plaisirs sévères. Il comprendra que le bonheur véritable est dans l'effort et dans le travail, dans la vie familiale, dans l'allégresse des tâches utiles qu'interrompt la méditation solitaire, dans le sentiment qu'on est l'ouvrier d'une collaboration immémoriale qui se poursuit de père en fils* ».

Et l'ouvrier justement ? Lafayette termine en insistant sur la nécessité de ne pas opposer cette âme paysanne à l'âme ouvrière, car « *l'une et l'autre composent l'âme française. Travailleurs des champs, travailleurs de l'usine doivent se comprendre et s'aimer. C'est dans l'accord fraternel de tous que réside le salut commun* ».

Pas étonnant de trouver ces propos chez un radical, au moment où le mouvement commençait à se faire déborder par sa gauche en Ariège, alors-même que la première partie du siècle avait vu se multiplier les grèves dans l'industrie et que ces foyers industriels étaient aussi des foyers d'implantation socialiste et communiste. On voit aussi comment l'emphase aux accents conservateurs de ce fils de fêlibre est compensée par la nécessité de moderniser les campagnes, comme on le trouve dans le programme du parti radical pour les élections législatives de 1924. Les radicaux proposent ainsi un ensemble de solutions « "républicaines" qui réaffirment le principe de la propriété privée (...), "démocratiques" en ce sens qu'elles donnent à tous, les moyens d'accéder à la propriété, "sociales" enfin puisqu'elles s'adressent aux petits et aux isolés par le biais d'une plus grande coopération agricole » (Claeys, op. cit. : 248). Pour que le paysan garde son âme, il fallait qu'il change et pour qu'il change, il fallait que la ville vienne à lui.

Mais, lors des fêtes de 1922, outre la célébration de cette « âme paysanne », c'est une volonté peu ou pas affichée dans les programmes qui est mise en avant : le développement

touristique du département, ébauche d'une politique de reconversion des campagnes n'ayant pas encore ce nom. Les radicaux s'investissent largement dans la démarche, on le voit, même s'ils ne portent pas spécifiquement ce mouvement de développement touristique, en témoigne la place centrale de quelqu'un comme de Bardies¹ en Couserans. La promotion touristique a pour avantage qu'elle passe en même temps par la mise à l'honneur du « culte du foyer » ; elle fonctionne comme principe d'éducation des masses paysannes, permettant de relever l'attachement aux traditions ancestrales, « nettoyées » de tout ce qu'il pouvait y avoir en elles de contraire aux bonnes mœurs, pour reprendre les idées déjà évoquées de Bernard Sarrieu. Je n'insiste pas sur le déroulement des fêtes, tout à fait classique désormais. Notons tout de même que c'est une bethmalaise qui est reproduite sur la couverture du programme, avec en arrière-fond le château de Foix, emblème supplémentaire pour l'événement. Les figurants sont donc bethmalais, biroussans, massatois (le Couserans domine largement), mais viennent aussi de Saurat (situé au pied languedocien du col de port) et d'Ax-les-Thermes, M. le préfet ayant écrit aux maires pour qu'ils fournissent des participants en costume. Le défilé des andorrans avec leur mules bariolées avait finalement été annulé, face à la contestation « souverainiste » de certains, refusant la place ainsi donnée à « des étrangers ». Notons enfin le compte effectué à partir des chiffres fournis par les compagnies ferroviaires, permettant d'estimer à 10 000 allers et 6500 retours le nombre des visiteurs s'étant déplacés pour l'événement – l'histoire ne dit pas où sont passés les 3500 manquants. Comme le fait Raoul Bertin dans un article de *La dépêche du Midi* (11/09/1922), aux lacs, châteaux-forts, églises, grottes et richesses naturelles de l'Ariège, s'ajoute maintenant un folklore permettant d'offrir « des ressources variées à la curiosité des Etrangers dans le gigantesque déroulement des Pyrénées de Biarritz à Perpignan ».

*

Le tourisme ariégeois est bien né, une géographie touristique départementale ou couserannaise est institué, le folklore s'imposant comme une ressource non-négligeable. Mais il est mort-né, rajouterait-on, si l'on tenait compte de ses développements ultérieurs. Les problèmes demeurent structurels : hôtels pleins pendant une très courte haute-saison, et vides le reste de l'année, complètement absents de certaines zones potentiellement touristiques et trop souvent de mauvaise qualité, rappelant les célèbres (au niveau local), descriptions de rebutantes auberges couserannaises par Arthur Young, juste avant la Révolution. Ainsi, vers 1933, quelques informations contenues dans un guide touristique spécifiquement couserannais

¹ C'est lui qui, de part ses activités dans l'industrie ferroviaire, consent à transporter gratuitement les figurants couserannais pour la fête.

édité par le Syndicat d'initiative saint-gironnais et ayant comme rédacteurs nombre des personnages déjà présentés (Bégouen, Servat, Mlle de Terssac, l'abbé Castet) permettent de cerner l'absence de continuité des efforts entrepris depuis 1905. Après avoir vanté les innombrables richesses touristiques du Couserans, le vice-président du Syndicat note :

« on s'étonne qu'on ait jamais su mettre en valeur cet admirable coin de terre. Or mettre en valeur, c'est à dire industrialiser l'admiration qu'on peut éprouver pour notre région, voilà certes une conception que nos concitoyens semblent n'avoir jamais voulu trop admettre (...) Qu'il me soit permis seulement de constater que tous les efforts réalisés jusqu'à ce jour se sont heurtés à la force d'inertie, à l'incurable indifférence de ceux-là mêmes qui devraient être les premiers bénéficiaires d'une organisation rationnelle du tourisme. Une tentative aurait dû réussir cependant, et il convient de rendre un vibrant hommage à l'action particulièrement efficace du Groupe saint-gironnais de tourisme. (...) Mais, après la disparition de nombre des membres du groupe, « peu à peu la place importante occupée par notre région diminua d'importance. Certain guide cessa un jour de parler de Saint-Girons. Les touristes traversaient notre localité et tout le Couserans, sans même s'arrêter. Le commerce local commença à pâtir gravement de cet état de choses », etc. La rédaction du guide, consécutive à la re-création d'un Syndicat, visait évidemment à modifier cette situation.

En 1956, Michel Chevalier, dans sa monumentale thèse de géographie *La vie humaine dans les Pyrénées ariégeoises*, ne pouvait que noter : « si les Pyrénées sont nettement en retard sur les Alpes du Nord, l'Ariège est certainement le moins évolué, du point de vue touristique, de tous les départements pyrénéens », commerçants et pouvoirs publics ayant « fréquemment manqué (...) d'esprit touristique » (p. 1007). Face aux envolées d'un Raoul Bertin¹ sur les progrès du tourisme dans le département en 1929, « une analyse attentive nous a malheureusement conduit à des conclusions beaucoup plus réservées » (idem. : 1030)¹. Manque de propagande, malgré les efforts de l'entre-deux-guerres ? « *Il est vrai que, comme nous l'assurait un secrétaire de Syndicat d'Initiative, l'insuffisance des hôtels, en qualité comme en capacité de logement, est souvent telle qu'attirer de nouveaux étrangers serait une véritable contre-propagande et ne réussirait qu'à compromettre l'avenir* » (idem. : 1007).

¹ R. Bertin, 1929, *La renaissance ariégeoise : XIXème-XXème siècle*. Référence citée par Chevalier et non consultée. On voit la prégnance, à cette charnière des XIXème et XXème siècles, du thème de la renaissance, romane ou ariégeoise, compensant celui de la fin des terroirs, disparaissant face au cosmopolitisme ambiant et à l'uniformisation urbaine, comme on le trouve dans nombre des discours proférés par les personnages centraux des réseaux entremêlés auxquels je me suis intéressé.

¹ C'était aussi le constat effectué vers 1933 dans les « Réflexions préliminaires » d'*A travers les Pyrénées inconnues*, on vient de le voir.

Dernière preuve ici de ces efforts quelques peu avortés, en 1957, F. Coiffard, préfet de l'Ariège, insistait (au futur) sur la vocation touristique du département : « *s'il comprend bien le destin auquel la nature le prédestine, il faudra qu'il oriente toutes ses activités à devenir lui-même une vaste région touristique*¹ ». La naturalisation de la « vocation touristique » du département était donc opérée, au moins dans l'esprit préfectoral.

Mais cette orientation ne s'appuie pas que sur des ressources symboliques, pour lesquelles le Couserans a quelques atouts. Et dans ce processus de spécialisation touristique, si la station thermale d'Aulus n'a jamais pu atteindre le développement de celle d'Ax-les-Thermes¹, les inégalités entre la vallée de l'Ariège et le Couserans dans les moyens permettant cette spécialisation tendront à perdurer. Ainsi, en 1936, les budgets additionnés des syndicats d'Aulus, Castillon et Saint-Girons n'arriveront pas à la cheville des 18 000 francs de celui d'Ax¹.

Pour autant, le rôle et les images de l'Ariège sont peut-être instituées, mais le département demeure toujours victime de l'autre face de ces représentations polarisées : retard, archaïsme, « manque d'esprit touristique », tel que l'évoque Chevalier, « inertie incurable » selon les propos du vice-président du syndicat d'initiative de Saint-Girons en 1933 : paysan célébré et stigmatisé.

* * *

Faire du folklore un axe de développement touristique, faire du patrimoine une ressource pour le développement local ; voir dans le Couserans un vaste parc naturel et considérer que son salut passe par sa place au sein d'un parc naturel régional. Le naturel territorialo-patrimonial ne cesse de revenir au galop dès lors que les mêmes facteurs sont engagés : il s'agit, à chaque fois d'essayer de tirer parti de la face positive d'un processus de déclassement. Au début du XIX^e siècle, la montagne ariégeoise apparaît aux observateurs comme mieux pourvue que les terroirs de la plaine départementale : elle est encore riche de son fumier et de ses pâturages. Elle est un pays naisseur où le commerce du bétail permet l'achat de tout ce que la montagne ne peut pas produire. Malgré ces processus de complémentarité avec la plaine et malgré la pauvreté général, la montagne apparaît aux observateurs comme le pays riant des verts pâturages, capable d'une exploitation

¹ *Images de l'Ariège*, 1957 : 3. Voir aussi Coiffard, « Le tourisme dans l'économie ariégeoise », *Revue de l'économie régionale*, n°1, mars 1957, pp. 55-58.

¹ Qui n'a pu elle-même atteindre celui des grandes stations pyrénéennes

¹ *Etat des syndicats d'initiative du département affiliés à une des fédérations des syndicats d'initiative de France*. ADA 7M62.

ininterrompue de ses terres grâce aux apports en engrais naturels. Peu de jachère là où les terres labourables sont de toute façon insuffisantes. Les développements des techniques agricoles, amenant à la première révolution agricole du second tiers du XIX^{ème}, va largement modifier les systèmes de perception : la montagne apparaîtra dès lors comme le siège de l'archaïsme et du conservatisme, son paysan comme condamné à une vie de misère. Parallèlement, le Couserans bénéficiera beaucoup moins que le reste du département de l'industrialisation de la deuxième moitié du XIX^{ème}. Deuxième processus de déclassement socio-économique, donnant prise à la division départementale des singularités territoriales : au Couserans l'arriération ou l'authenticité. Dès lors, dans cet ensemble de logiques de dépréciation territoriale, l'issue qui impose un système de contraintes fortes passe par l'appui sur la face positive de ce que chacun reconnaît à ce petit territoire. Quand le créneau est au folklore, au patrimoine ou aux racines, le Couserans les cultive, stratégie de conversion d'un territoire aux richesses si évidentes mais qui peine à en tirer parti, tel que cela ressort de cette perspective historique. « Territoire laboratoire » certes, mais qui devrait tout de même sortir de l'expérimentation pour réussir à trouver une voie sereine de développement, selon les propos du directeur du pays.

Conclusion : quel projet pour de nouvelles campagnes ?